



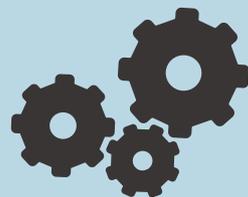
RAPPORT ANNUEL 2019



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au développement

DOSSIER SPÉCIAL

RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS





SOMMAIRE

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
DOSSIER SPÉCIAL RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	9
LES PROGRAMMES ET TÉMOIGNAGES	35
RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE	193

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En 2019, LuxDev a formulé, mis en œuvre ou mené des études pour plus de 60 projets ou programmes. Le montant total des déboursements effectués a, quant à lui, atteint la somme de 115 939 034 EUR. En dehors de ces considérations quantitatives, 2019 aura été une année que l'on peut qualifier « d'année amorce ». L'année écoulée a, en effet, été marquée par l'éclosion de nouvelles perspectives pour l'Agence. En plus d'avoir initié l'élaboration de notre vision 2030 qui constituera l'élément directeur de nos grandes orientations des 10 prochaines années et dont le processus de maturation suit son cours, quatre autres démarches, qui auront une incidence sur l'avenir de l'Agence, ont été entreprises en 2019.

LA PARTICIPATION DE LUXDEV À L'IDENTIFICATION DU PROGRAMME INDICATIF DE COOPÉRATION (PIC) DÉVELOPPEMENT-CLIMAT-ÉNERGIE 2021-2025 AU CABO VERDE

La crise du Covid-19, avec ses urgences à court terme, ne doit pas nous faire oublier que les changements climatiques ont et auront des effets encore bien plus dévastateurs sur l'économie, la santé, l'environnement et la société en général. Il est donc de notre devoir de renforcer le degré de résilience de nos pays partenaires et d'intégrer l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques dans nos programmes et pratiques de coopération.

Afin d'intégrer spécifiquement ces objectifs dans les futurs PICs, le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) nous a mandaté pour l'appuyer dans l'identification d'un PIC Développement-Climat-Énergie 2021-2025 pour le Cabo Verde. Les réponses que nous avons proposées aux orientations du gouvernement luxembourgeois, dont la mise en œuvre d'une approche pangouvernementale, prennent la forme d'innovations multiples comme par exemple :

- l'implication de trois ministères luxembourgeois (MAEE, ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD), ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire) dans le pilotage et de diverses institutions luxembourgeoises dans les aspects opérationnels ;
- la complémentarité entre différentes sources de financement (Fonds de la coopération au développement luxembourgeois et Fonds climat énergie) ;
- l'intégration de la transition énergétique comme paradigme central ;
- la déclinaison des préoccupations d'atténuation et d'adaptation dans tous les secteurs d'intervention ;
- la généralisation de la production d'eau par dessalement en utilisant l'énergie solaire photovoltaïque ; et
- l'implication directe dans le renforcement de la gouvernance climatique, etc.

Nous avons ainsi été appelés à renforcer notre rôle majeur au profit de la résilience et de la durabilité du développement au Cabo Verde. Dans l'immédiat, grâce à un premier mandat de formulation reçu du MECDD, nous allons pouvoir appuyer ce pays à revoir sa contribution déterminée nationale pour la COP26, élaborer son Plan national d'adaptation et se construire une gouvernance climatique robuste.

Cependant, notre volonté est de tirer profit de ces expériences innovantes menées au Cabo Verde afin de positionner l'Agence dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise comme référence en matière d'articulation des approches de développement durable, de transition énergétique et de lutte contre les changements climatiques et leurs effets.

Par ailleurs, grâce à notre accréditation auprès du Green Climate Fund, étant donné notre désignation par le gouvernement capverdien comme étant son agence de mise en œuvre, nous essaierons aussi d'attirer des financements complémentaires substantiels.

ACCRÉDITATION AU FONDS VERT POUR LE CLIMAT

Les pays les moins avancés sont non seulement particulièrement exposés aux risques liés au changement climatique, mais aussi, de par la forte dépendance de leur économie aux ressources naturelles et aux secteurs sensibles au climat, tels que l'agriculture, la sylviculture et la pêche, sont moins à même de faire face à ces effets. De plus, le changement climatique, qui ajoute non seulement à la complexité de notre action en matière de coopération au développement, mais, combiné à la croissance démographique rencontrée dans la majeure partie des pays dans lesquels nous opérons, pourrait aller jusqu'à compromettre les résultats de nos efforts passés.

Aussi, nous sommes depuis longtemps tout à fait conscients que le changement climatique et la coopération au développement sont indissociables et qu'il est essentiel de tenir dûment compte du défi climatique dans tous nos projets et programmes. Cette démarche est d'ailleurs tout à fait en ligne avec la stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise « En Route pour 2030 » qui définit la durabilité environnementale comme une priorité transversale pour parvenir à un développement durable.

Le Fonds vert pour le climat (plus connu sous son nom anglais Green Climate Fund), mis en place par la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, est le plus important fonds international pour la lutte contre le changement climatique. Son but est d'apporter une contribution significative et ambitieuse aux efforts mondiaux visant à promouvoir un mode de développement climato-intelligent en aidant les pays en développement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux effets du changement climatique.

Nous avons officiellement été accrédités en février 2019 après un processus d'intégration de trois ans au cours duquel nos différentes politiques et procédures opérationnelles, administratives et financières, notre capacité avérée à entreprendre des projets et des programmes, nos instruments financiers utilisés, ainsi que les risques environnementaux et sociaux ont été évalués par rapport aux normes du fonds.

Cette accréditation ouvre des opportunités importantes pour intervenir dans l'identification de nouveaux projets d'adaptation et d'atténuation, complémentaires au programme de coopération bilatérale. Concrètement, pour mettre en place des projets financés par le fonds, l'Agence part de projets en cours d'exécution à forte composante environnementale et dont les bénéficiaires sont des communautés vulnérables, pour développer ensemble avec la contrepartie de nouveaux projets d'adaptation pour répondre aux défis que pose le changement climatique.

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

LA SÉCURITÉ

La sécurité des équipes de terrain et des collaborateurs en mission a toujours été une des préoccupations premières de LuxDev. Elle est présente depuis la mise en place de notre système qualité, se retrouve dans nos différents processus et procédures internes et est débattue en concertation et partagée en toute transparence avec le MAEE.

En 2013, suite à la crise politique de 2012 au Mali, nous nous sommes dotés d'une procédure « Sécurité sur le terrain et gestion des crises » beaucoup plus complète et adaptée aux évolutions des contextes sécuritaires. Cette procédure est complétée, pour les pays partenaires à risque, par des plans de sécurité pays, qui sont appliqués, gérés et continuellement mis à jour sous la responsabilité des bureaux pays/régionaux. De plus, la gestion des risques est incluse dans le cadre de la certification ISO de l'Agence et un point sécurité ainsi qu'une actualisation de la classification du risque par pays sont effectués lors de chaque comité de direction.

L'aspect sécuritaire intervient dès le début de nos interventions puisque toutes les formulations, notamment au Sahel, tiennent compte de l'aspect sécuritaire. Aussi, dans un souci d'alignement et d'harmonisation, mais également de protection de nos collaborateurs, nous avons adapté les approches et modalités de mise en œuvre et de suivi des projets et programmes qui nous sont confiés, au contexte d'intervention et à son évolution.

Depuis 2019, nous avons déployé un conseiller sûreté international qui vient appuyer nos équipes du Sahel dans la gestion de la problématique sécuritaire et permet de professionnaliser la gestion de la sûreté et de la sécurité sur le terrain. Ce conseiller a également pour mission d'épauler nos équipes au quotidien et durant les crises. Par ailleurs, un processus de formation en lien avec la situation sécuritaire et la sûreté a été mis en place et est renforcé depuis l'arrivée du conseiller en sûreté.

Pour conclure ce volet sécurité, la gestion au quotidien dans ce domaine passe par la mise en place d'une politique de sécurité qui se décline en plusieurs aspects liés aux procédures opérationnelles et de dispositifs de sécurité :

- les ressources humaines sont adaptées et dédiées puisque à côté du conseiller sûreté international, l'Agence dispose déjà ou disposera prochainement également d'assistants techniques nationaux sécurité au Mali, Niger et Burkina Faso pour épauler les représentants résidents ;
- une veille sécuritaire assurant le suivi régulier de la situation sécuritaire et sa diffusion via des canaux adaptés aux différentes situations a été mise en place ;
- la sécurité physique des infrastructures (bureaux et résidences du personnel expatrié) a été renforcée ;
- les mesures de sécurité lors des déplacements ont été consolidées par des procédures spécifiques en ce qui concerne les autorisations de missions, une évaluation sécuritaire lors de déplacements en zone sensible, le suivi de la présence des collaborateurs dans le pays (à mettre en place en 2020), l'installation de systèmes de géolocalisation sur les véhicules, l'établissement de normes minimales sécurité pour l'acquisition de véhicules et de leur équipement, la maintenance régulière des véhicules, etc. ;
- les moyens de communication ont été renforcés au travers de l'acquisition de téléphones satellitaires et de radios et le seront encore davantage prochainement par la mise en place d'une plateforme de suivi ;
- les collaborateurs ont été et seront encore régulièrement sensibilisés et formés via des formations spécifiques portant notamment sur les premiers secours, les risques d'incendie, l'attitude à avoir en cas de crise, les évacuations d'urgence ou la conduite dans les zones à risque/en escorte.

DIGITAL4DEVELOPMENT

Dans un contexte où la révolution digitale transforme profondément le fonctionnement de nos systèmes sociaux et économiques, le Digital4Development (D4D) apparaît comme une approche qui vise à intégrer les technologies et les données numériques dans les politiques de développement. Cette démarche permet notamment de contribuer à une croissance durable, à la création d'emplois, à l'amélioration de la gouvernance et à l'inclusion sociale.

Si le Luxembourg mobilise depuis plusieurs années les technologies numériques pour le développement, cette orientation a pris dernièrement un nouvel élan dans l'agenda de la Coopération luxembourgeoise puisque cette dernière s'engage à promouvoir l'innovation pour le développement en capitalisant le savoir-faire et l'expertise des acteurs de l'écosystème grand-ducal en matière d'innovation numérique.

Consciente de l'importance du digital en tant que catalyseur d'un développement durable et inclusif et afin de nous aligner aux orientations du MAEE, nous avons décidé de développer nos compétences en la matière et procédé, tout récemment, au recrutement d'un expert D4D.

Notre objectif dans le domaine de la digitalisation pour le développement est double. Il s'agit, d'une part, d'accompagner la transformation numérique des pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise à travers le soutien d'initiatives structurantes et, d'autre part, d'accélérer l'atteinte des résultats du développement dans nos secteurs d'intervention en intégrant, de manière systématique, les technologies numériques dans les projets et programmes pour lesquels nous sommes mandatés.

Voilà donc un certain nombre de chantiers qui ont été lancés en 2019 et qui vont être déterminants pour l'évolution de notre Agence au cours des années à venir. Le Conseil d'administration, la Direction de LuxDev et l'ensemble des collaborateurs sont engagés et plus motivés que jamais pour répondre aux attentes de nos différents mandants, de nos partenaires et des bénéficiaires sur le terrain.

Étienne REUTER
Président du Conseil
d'administration

Gaston SCHWARTZ
Directeur général



SOMMAIRE

Le renforcement de capacités, moteur du changement	10
LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, C'EST QUOI AU JUSTE ?	11
Mais comment définit-on capacités, renforcement deS capacités, appui au renforcement deS capacités ?	11
LUXDEV, UN ACCOMPAGNATEUR DU CHANGEMENT	13
LE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS, UN MOTEUR À TROIS SOUPAPES	15
L'individu, premier agent de changement	15
Des organisations performantes comme accélérateur de changement	20
Un environnement favorable pour des changements solides et durables	24
QUELLES APPROCHES POUR AMÉLIORER LES APPUIS AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ?	29



DOSSIER SPÉCIAL



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

LE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS, MOTEUR DU CHANGEMENT

Il est bien loin le temps où LuxDev était mandatée pour construire, de manière isolée, un lycée ou un hôpital, et aider au bon fonctionnement de celui-ci. Il s'agit maintenant de contribuer au développement durable de services sociaux de qualité. Cela passe par des appuis aux politiques publiques complexes, portées par les pays partenaires. Pour ce faire, les deux principaux leviers sont :

- la réalisation d'infrastructures incluant la mise à disposition d'équipements adaptés ; et
- l'appui au renforcement des capacités impliquant des investissements complémentaires dans le capital humain, les organisations et le contexte institutionnel.

Pour que les systèmes nationaux appuyés gagnent en efficacité et en durabilité, ces deux types d'appui doivent pouvoir être combinés. À travers les investissements physiques de type infrastructures / équipements, l'accès aux services est élargi. Grâce aux appuis au renforcement des capacités, la qualité et la gouvernance des services apportés sont plus robustes, le tout s'inscrivant dans une perspective d'autonomie à long terme des systèmes, des organisations et des acteurs des pays partenaires appuyés. Ces deux types d'appuis sont indissociables. Les investissements physiques réalisés ne peuvent fonctionner et être durables, sans que le système qui les «gère» ne soit fonctionnel et performant.

Il est important de bien doser entre appuis *hard* et *soft*¹. Cela est souvent rendu difficile par le fait que les appuis *soft* sont, la plupart du temps, peu visibles, et moins tangibles que ceux relatifs aux infrastructures et équipements. Leur pertinence peut ainsi être remise en question. Pourquoi investir dans des processus longs, souvent silencieux et incertains ? N'attendons-nous pas plutôt des résultats rapides et visibles, facilement identifiables ? Le renforcement des capacités relève souvent de la partie immergée de l'iceberg. Il est souvent long à mettre en place et difficile à apprécier.

Mais qu'entend-on par renforcement des capacités ? Quels sont les grands enjeux ? Quelle place et quelle vision pour l'appui au renforcement des capacités aujourd'hui et demain pour LuxDev ? Quels sont les résultats et les changements constatés sur le terrain ? Enfin, quelles sont les approches, méthodologies et outils innovants pour améliorer les appuis au renforcement des capacités et permettre à ceux-ci d'atteindre le maximum d'effets en termes de performance et de changement ?

¹ «Hard» renvoie aux investissements «lourds» de type infrastructure ou équipement, «soft» concerne les investissements dans le capital humain, la qualité et la gouvernance, passant souvent par des appuis «immatériels» au renforcement des capacités.

01

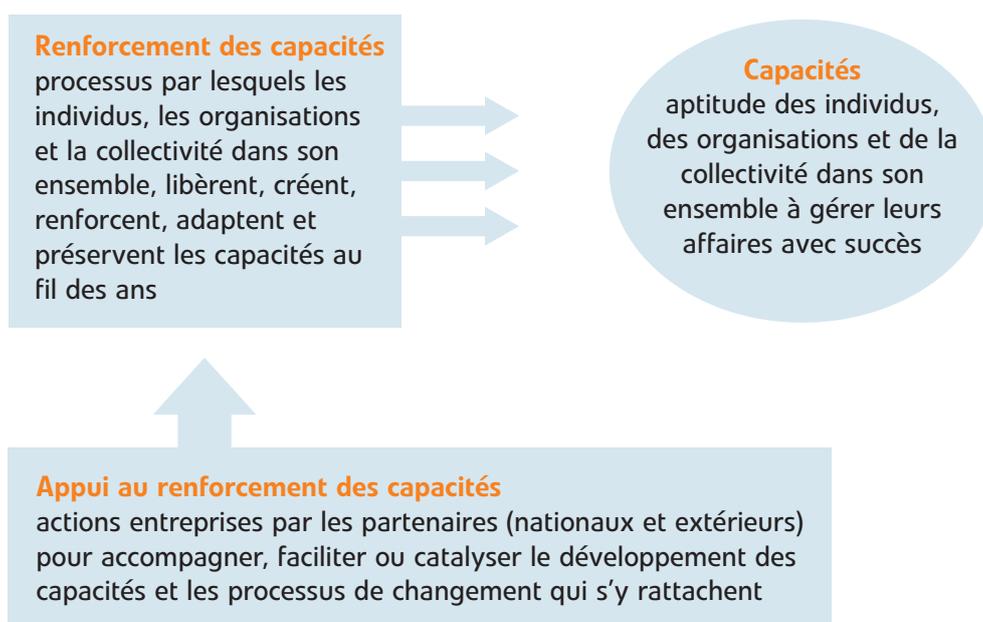
LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, C'EST QUOI AU JUSTE ?

En faisant le point sur l'expérience accumulée depuis 50 ans, le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE)² met en avant le fait que les donateurs comme les pays partenaires ont longtemps eu tendance à considérer le renforcement des capacités comme un processus essentiellement technique ou comme un transfert de connaissances et de modèles institutionnels du Nord vers le Sud. L'appropriation et la prise en main à l'échelon local ont été souvent négligées. Le contexte politique et institutionnel plus large dans lequel s'inscrivaient les efforts de renforcement des capacités a peu été pris en compte. Pour renforcer les capacités, il ne suffit pas seulement d'améliorer les connaissances et les compétences des individus. En réalité, le renforcement des capacités est très largement subordonné à la qualité et à la gouvernance des organisations au sein desquelles les individus travaillent. Les activités menées par ces organisations sont, elles-mêmes, influencées par l'environnement général, entre autres les structures de l'autorité et du pouvoir, et les institutions.

Ces 10 dernières années, le renforcement des capacités a ainsi pris une nouvelle dimension. Les différentes discussions et références internationales portant sur l'efficacité du développement sont sans équivoque³. Le renforcement des capacités constitue l'un des principaux enjeux du développement, tant pour les donateurs que pour les pays partenaires, une composante essentielle de l'efficacité du développement. « Toutes les parties conviennent que faute de capacités nationales suffisantes, les efforts de développement déployés dans de nombreux pays comptant parmi les plus démunis ont peu de chances d'aboutir, même s'ils bénéficient de ressources financières sensiblement accrues⁴ ».

C'est aussi un élément clé pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), y compris dans les situations de conflit et de fragilité. Ainsi, il est visé à travers l'ODD 17 portant sur les partenariats d'«apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les ODD, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire».

MAIS COMMENT DÉFINIT-ON CAPACITÉS, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ?



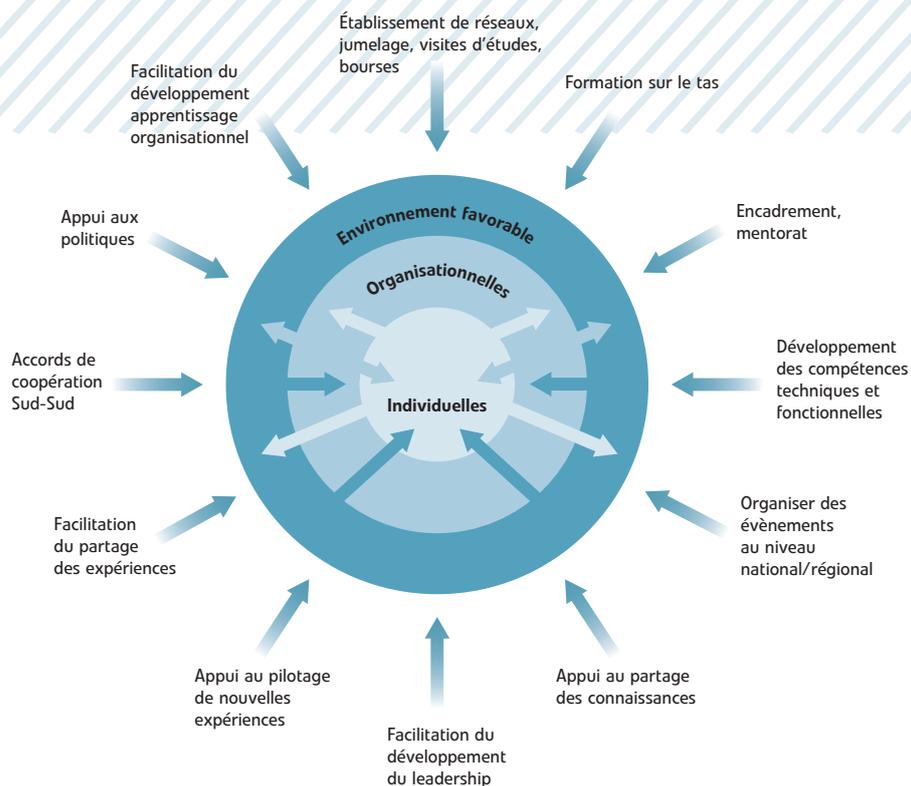
² Relever le défi posé par le renforcement des capacités : évoluer vers de bonnes pratiques (OCDE, 2006)

³ La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, l'examen de la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire, le programme d'action d'Accra et le partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement

⁴ « Pourquoi mettre l'accent sur les capacités ? » dans la revue de l'OCDE sur le développement, 2008/3 n°9

De ces définitions proposées par l'OCDE, il ressort plusieurs spécificités importantes à souligner.

Tout d'abord, le renforcement des capacités porte sur différents niveaux. On en retient généralement trois: le niveau individuel, le niveau organisationnel et le niveau contextuel ou institutionnel. Nous verrons que les appuis de LuxDev au renforcement des capacités portent sur ces différents niveaux. L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a mené une réflexion approfondie sur ces trois niveaux et les schématise de la manière suivante (voir schéma ci-contre).



Pour en savoir plus, nous vous conseillons d'écouter la présentation de Madame Marcella Villareal – Directrice partenariat coopération Sud-Sud – FAO.

Ensuite, pour que les capacités aux différents niveaux se développent et se renforcent, il faut du temps, parfois beaucoup de temps. Il est illusoire de penser par exemple qu'une simple session de formation permettrait de développer durablement les compétences dans un domaine. L'accompagnement doit pouvoir s'inscrire dans la durée, et combiner avant ou après la formation d'autres types d'appuis.

Enfin, le rôle des partenaires extérieurs, dont fait partie LuxDev, n'est pas de faire directement du renforcement des capacités, mais d'appuyer les processus qui lui sont rattachés, avec un rôle d'accompagnement, de facilitation et de catalyseur. Un des enjeux forts lié au renforcement des capacités est que celui-ci devrait être porté autant que possible, par des acteurs et dispositifs nationaux.

02

LUXDEV, UN ACCOMPAGNATEUR DU CHANGEMENT

Les interventions de LuxDev se réalisent dans le cadre de coopération, dont le principe fondamental est le partenariat. Au fil du temps, les relations avec les différents pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise ont mûries. Basés sur une confiance et une responsabilité mutuelle, ces partenariats ont amené LuxDev à évoluer dans son rôle. Il est de moins en moins question, de «faire pour» ou de «faire faire». LuxDev se positionne comme «accompagnateur» des changements et de la performance des politiques publiques. Pour ce faire, le principal levier constitue l'appui au renforcement des capacités. Il ne s'agit plus de limiter nos actions à la réalisation d'infrastructures, mais de combiner nos appuis, si possible à ceux d'autres partenaires, pour renforcer de manière durable et dans un temps plus long, les systèmes et politiques des pays partenaires et de contribuer ainsi à ce que ceux-ci deviennent davantage performants et autonomes. Ainsi, en 2019, la quasi-totalité des interventions impliquant LuxDev intègrent une composante d'appui au renforcement des capacités.

L'importance de l'appui au renforcement des capacités de chaque intervention est liée à la nature de celle-ci et souvent aux modalités d'exécution retenues. Lorsque les responsabilités et les ressources sont transférées aux partenaires, cette composante peut prendre une place prépondérante et combiner plusieurs types d'appui.

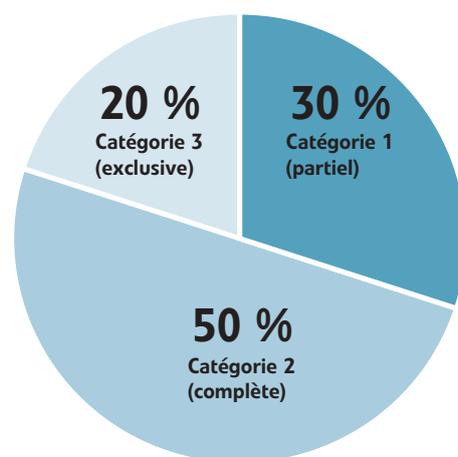
Selon une enquête interne, 70% des interventions de l'Agence opèrent sur les trois niveaux de renforcement des capacités et 20% sont dédiées exclusivement au renforcement des capacités.

C'est par exemple le cas au Kosovo à travers un appui à l'intégration européenne et au Laos, à travers deux appuis, l'un portant sur la promotion du concept de l'État de droit et l'autre sur la gestion de l'aide publique au développement.

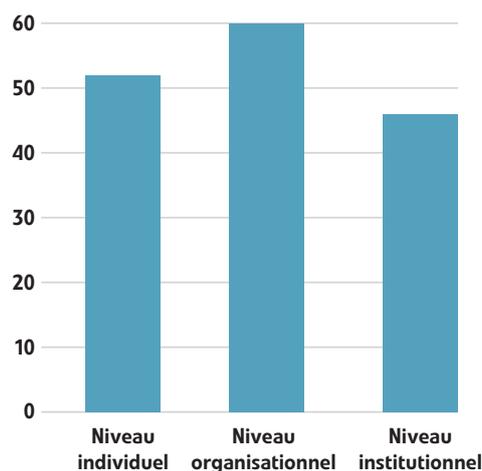
Concernant les trois niveaux de renforcement des capacités, il se dégage une dominante pour le niveau organisationnel. Le niveau individuel, renvoyant au renforcement des compétences, est également à un niveau élevé, alors que les appuis au niveau institutionnel sont un peu moins développés.

L'analyse des différents types d'appuis fait ressortir une grande diversité et souvent la combinaison de plusieurs appuis aux trois niveaux de renforcement des capacités. Au niveau individuel, on note tout de même la prédominance de la formation et du coaching. En 2019, 15 MEUR du fonds de la Coopération au développement luxembourgeois ont ainsi été mobilisés pour appuyer des activités de formation à travers les interventions impliquant LuxDev, représentant environ 15% du budget total exécuté.

Au niveau organisationnel, les appuis touchent à la fois le développement stratégique (diagnostic, plan de développement), les procédures et outils de management (manuel de procédures, applications informatiques) et les conditions de travail (logistique, bureautique). Enfin, au niveau institutionnel, les appuis à la gouvernance sectorielle prédominent, comme par exemple le renforcement du cadre réglementaire et/ou la création de nouvelles institutions.

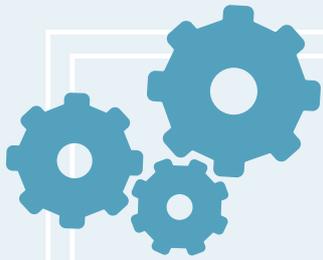


Niveau de prise en charge du renforcement des capacités (enquête interne, LuxDev 2019)⁵



Niveaux de renforcement des capacités appuyés (LuxDev 2019)

⁵ Ces données sont basées sur une enquête interne menée fin 2019. Pour analyser l'ensemble des interventions de LuxDev en 2019 (total de 44) du point de vue du renforcement de capacités, trois catégories ont été établies : catégorie 1 (partiel) : la composante RC est limitée et porte sur 1 ou 2 niveaux de RC ; catégorie 2 (complète) : la composante RC est importante et porte sur les trois niveaux de RC ; catégorie 3 (exclusive) : l'intervention ne porte que sur l'appui au RC.



LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, UNE PRIORITÉ STRATÉGIQUE DE LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE

Depuis plus de deux décennies, le renforcement des capacités est perçu comme une approche incontournable des politiques de développement. Ainsi, la Coopération luxembourgeoise met le renforcement des capacités au cœur de ses interventions depuis près de 15 ans. Le Luxembourg considère le renforcement des capacités comme une approche transversale. Il concerne tous les secteurs et tous les pays d'intervention, quelle que soit la modalité d'intervention choisie.

Dès 2010, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes (MAEE) s'est doté d'une stratégie dans ce domaine. S'appuyant sur les définitions, concepts et enseignements tirés de l'expérience des pays membres du CAD/OCDE et de la Commission européenne, cette stratégie donne les orientations et s'adresse particulièrement aux personnels de terrain.

Fin 2016, le MAEE a commandité une évaluation indépendante de l'approche globale du renforcement des capacités au sein de la Coopération luxembourgeoise. Cette évaluation stratégique a examiné les appuis au renforcement des capacités de huit interventions en Afrique de l'Ouest. Elle a permis d'identifier des leçons apprises et d'émettre des recommandations pour une meilleure prise en charge du renforcement des capacités.

Une des recommandations de cette évaluation proposait de développer une guidance opérationnelle spécifique afin de donner un véritable cadre d'identification, de formulation, de suivi-évaluation et de mise en œuvre au-delà des questions de procédures ou des questions financières sur le sujet. LuxDev a ainsi élaboré un guide sur le renforcement des capacités.

La stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise « en route pour 2030 » sortie en 2018, a confirmé la place centrale du renforcement des capacités et en fait la « priorité clé » pour LuxDev. Cela se traduit par l'axe 1 de la Vision 2030 de LuxDev en cours d'élaboration, axe dédié à l'accompagnement des pays partenaires.



La Coopération luxembourgeoise continuera de favoriser les actions de renforcement de capacités.

Le Luxembourg investira dans des programmes de renforcement de capacités par la mise à disposition d'une assistance technique et scientifique ainsi que par le transfert de technologies et de connaissances. L'impact des actions de coopération dans les pays partenaires est maximisé par le renforcement des capacités tant au niveau individuel, qu'organisationnel et institutionnel. En matière de renforcement de capacités, le Luxembourg applique une approche axée sur la demande, adaptée aux contextes et à la culture locale des pays partenaires et basée sur leurs besoins et priorités actuels et futurs. Le renforcement de capacités est la priorité clé de LuxDev, l'agence luxembourgeoise chargée de la mise en œuvre des interventions en matière d'aide bilatérale.



LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT

LUXEMBOURG'S
GENERAL DEVELOPMENT
COOPERATION STRATEGY
THE ROAD TO 2030



03

LE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS, UN MOTEUR À TROIS SOUPAPES

Les appuis se traduisent par des formes très diversifiées. Voici, pour chaque niveau de renforcement des capacités, quelques illustrations tirées d'expériences concrètes. Il est à souligner que lorsque les actions de coopération sont inscrites dans une logique de délégation aux partenaires et d'accompagnement, même les appuis *hard* du type « construction d'infrastructures » ou « fournitures d'équipements » peuvent contribuer au renforcement des capacités. Ce mode de coopération est plus partenarial et permet d'impliquer l'ensemble des acteurs d'un système, du niveau national au niveau local, impliquant les acteurs publics comme privés.

L'INDIVIDU, PREMIER AGENT DE CHANGEMENT⁶

Longtemps, la perception générale du renforcement des capacités se limitait à la conduite d'activités de formation, parfois accompagnées d'une assistance technique. Le développement des compétences individuelles doit bien sûr pouvoir recourir à ce type d'appui. Dans le cadre des appuis au renforcement des capacités impliquant LuxDev, le développement des compétences individuelles occupe d'ailleurs une place prépondérante et se décline sous des formes multiples avec l'intervention d'acteurs diversifiés. Un des enjeux est de soutenir des démarches qui soient à la fois pertinentes, permettant de répondre à des besoins clairement établis, et le plus intégrées possibles aux dispositifs nationaux en charge des ressources humaines, afin de garantir la pérennité, base de tout développement durable. Il importe également de combiner les appuis en formation à d'autres types d'appuis pour optimiser le potentiel d'effets et de changement.

Briser le cercle de la pauvreté et faciliter l'insertion des jeunes en milieu rural au Niger

Le développement des compétences est indissociable du secteur de la formation professionnelle, dans lequel les interventions de la Coopération luxembourgeoise sont anciennes, massives et systémiques. Celles-ci portent autant sur l'accès, que sur la qualité et la gouvernance des dispositifs nationaux de développement de compétences avec comme objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes et adultes inactifs ou sous-employés. Mais souvent, la formation seule, même si elle est adaptée grâce au recours à l'approche par les compétences, n'est pas suffisante pour atteindre le changement souhaité.

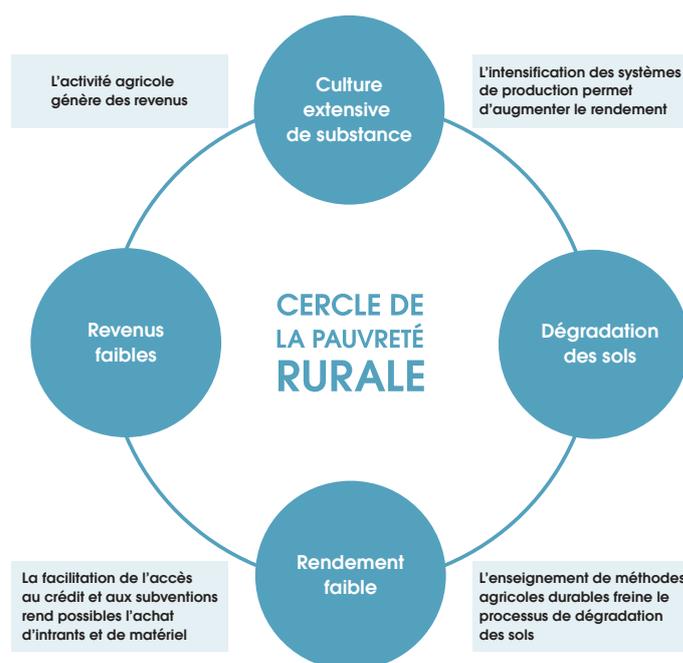
Au Niger, une stratégie combinant trois types d'appuis a été déployée avec succès. L'appui au parcours des jeunes agriculteurs se réalise à travers trois activités : la formation, le conseil agricole et l'installation à travers le crédit agricole.

Ce dispositif d'appui, piloté par le Conseil régional de Dosso, avec l'appui des Coopérations luxembourgeoise et suisse, accueille autant de femmes que d'hommes, âgés de 18 à 35 ans.

Fin 2019, avec 9 786 jeunes agriculteurs formés, dont 57% de femmes, l'objectif fixé à 10 000 jeunes est pratiquement atteint. 3 725 promoteurs ont pu s'installer par le biais du crédit agricole. Mais au-delà des résultats quantitatifs, des changements profonds sont perceptibles dans la vie quotidienne des jeunes bénéficiaires. Dans la publication « Les nouveaux visages de l'activité agricole », les parcours de jeunes hommes et femmes du département de Loga mettent en avant des mutations socio-économiques voir sociétales profondes.

En voici un extrait

Cette initiative a bousculé les habitudes. En effet, dans cette partie de la région, les femmes n'ont jamais accès à la terre. Le droit coutumier les prive de tout héritage immobilier. Il a donc fallu convaincre des maris, des pères parfois, de prêter un champ à leur femme ou à leur fille.



⁶ Les capacités individuelles concernent les compétences, les aptitudes, les connaissances et habilité à les utiliser, les attitudes, les valeurs et la culture.

Pour faciliter les démarches de sensibilisation, le programme a mis en place un système de démonstration dans le champ école qui sert de salle de classe à ciel ouvert. Une partie du champ est cultivée selon les méthodes enseignées, c'est en quelque sorte le champ expérimental. L'autre partie est cultivée de façon traditionnelle, c'est le champ témoin. La différence entre ces deux parties du terrain est si frappante qu'elle suffit à emporter l'adhésion de la plupart des villageois. C'est ainsi que Mariama a pu convaincre son mari de la laisser participer, sans trop de difficultés. Elle a 29 ans et compte sur de nouveaux bénéficiaires pour améliorer le quotidien de ses quatre enfants. Et pourquoi pas leur permettre de continuer l'école, elle qui n'a jamais pu y aller. «Aujourd'hui, c'est mon mari qui veut reproduire ce que j'ai appris sur l'ensemble de nos terres» raconte-t-elle, non sans une certaine malice.



Amener les producteurs agricoles du Sahel à être plus résilients face aux changements climatiques

Dans les pays du Sahel, l'économie est restée essentiellement agropastorale. Elle occupe plus de 75% de la population. Les activités agropastorales restent largement tributaires des fluctuations climatiques, notamment de la variabilité pluviométrique.

Cela représente un risque majeur pour la production agricole avec des conséquences socio-économiques et environnementales importantes, notamment :

- la baisse des rendements des cultures ;
- la modification des systèmes de production et des écosystèmes ;
- la croissance réduite du couvert végétal, voire la disparition des espèces les moins résistantes à la sécheresse ;
- l'ensablement et l'assèchement des fleuves et rivières ; ainsi que
- le déplacement des ruraux vers les villes, augmentant le chômage et la pauvreté.

Par conséquent, la promotion de l'utilisation des informations liées au climat dans la planification et la conduite des activités agricoles s'avère, plus que jamais, nécessaire. Dans cette optique, un partenariat a été initié au Mali avec l'Agence nationale de la météorologie, Mali Météo, depuis la campagne agricole de 2017.

L'accompagnement de Mali Météo prend différentes formes comme la formation des paysans, la diffusion d'informations ou la mise en place d'outils de mesure. Cela a permis de développer sur le terrain, la météorologie agricole. Celle-ci analyse l'action des facteurs météorologiques, climatologiques et hydrologiques en vue d'améliorer la gestion des exploitations agricoles.

Cette assistance apportée par Mali Météo a permis aux paysans observateurs et aux producteurs de façon générale de s'assurer de l'importance et de l'utilité du respect des avis et conseils agro-météorologiques dans la planification et la conduite des activités agricoles.

Suite à la réalisation d'une mini-enquête, il ressort que parmi les paysans observateurs :

- 93% collectent régulièrement les données après chaque pluie ;
- 71% utilisent les téléphones pour la collecte et l'envoi des données pluviométriques à Mali-Météo ;
- 76% ont participé à l'atelier et ont pu faire le choix de leurs sites de cultures en fonction des caractéristiques pluviométriques partagées par Mali Météo ;
- 100% utilisent les avis et conseils agro-météorologiques dans la planification et conduite des activités agricoles.

Renforcer les compétences des fonctionnaires en vue de l'intégration du Kosovo dans l'Union européenne (UE)

Le développement des compétences peut répondre à des besoins très précis et spécifiques. Au Kosovo, il s'agit, par exemple, de contribuer aux efforts du Kosovo pour répondre aux exigences de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) avec l'UE, entré en vigueur au printemps 2016. Afin de respecter ses obligations en vertu de l'ASA, le Kosovo doit s'engager dans de nouvelles réformes démocratiques, réaliser le développement social et économique, ainsi que s'aligner progressivement sur la législation et les normes de l'UE. En accord avec les autorités kosovares, l'appui repose sur un plan et des stratégies de renforcement des compétences.

En 2019, une facilité de développement des ressources humaines a été mise en place. Elle est soutenue conjointement par la Norvège et le Luxembourg. Sous la coordination du ministère de la Coopération européenne du Kosovo, des formations courtes et spécifiques destinées aux acteurs publics kosovars sont soutenues, ainsi que de l'assistance technique et d'autres formes de transfert de connaissances. Cela contribue à répondre aux exigences de l'ASA et à d'autres obligations en lien avec le cadre normatif de l'UE. Ce mécanisme permet de couvrir 18 des 35 chapitres de négociation pour l'intégration dans l'UE (soit un peu plus de la moitié).

À titre d'exemple, trois ateliers de formation et d'analyse ont été conduits en 2019. Il s'agissait d'accompagner le personnel travaillant à l'analyse des politiques de l'UE et à l'adaptation des cadres normatifs kosovars à celles-ci dans différents domaines : marchés publics, maladies transmissibles, droits d'auteur et autres droits connexes. Au-delà du développement des compétences des fonctionnaires kosovars, cet appui a permis de rédiger trois documents conceptuels de qualité sur les thématiques susmentionnées, prêts à être soumis à l'adoption par le gouvernement du Kosovo. Cela constitue un cas concret de formation-action qui permet au Kosovo d'avancer vers son objectif à long terme d'intégration européenne.

Renforcer durablement en nombre et en qualité les ressources humaines du secteur de la santé au Laos

Le Laos est actuellement confronté à une grave pénurie de professionnels de santé bien formés et qualifiés, ainsi qu'à une répartition inégale des prestataires de soins de santé (médecins, infirmières et sages-femmes). Cette situation est liée à des limites tant au niveau de la qualité de la formation, que des capacités de gestion du secteur de la santé et des incitations pour le personnel. Par conséquent, le renforcement en quantité et en qualité du personnel de santé a été adopté comme l'une des cinq priorités de la Stratégie nationale du secteur de la santé (2013-2025).

Ainsi, le programme Laos-Luxembourg d'appui au secteur de la santé qui porte sur trois provinces (Vientiane, Bolikhamxay et Khammouane) met fortement l'accent sur le développement professionnel des ressources humaines, cela afin d'améliorer les prestations de santé destinées à la mère et au nouveau-né. Un programme de bourses permet de renforcer d'une part les compétences cliniques



Atelier de rédaction du document conceptuel sur les marchés publics



INSTITUTIONS DE FORMATION PARTICIPANT AU PROGRAMME

AU LAOS

- 1 Université des sciences de la santé
- 2 Collège d'infirmières de Khammouane
- 3 École d'infirmières provinciale de Vientiane

EN THAÏLANDE

- 4 Université de Khon Kaen
- 5 Collège d'infirmières Boromarajonani à Khon Khaen
- 6 Collège de Nakhon Ratchasima

au niveau provincial, mais aussi les compétences de supervision et de leadership au niveau des hôpitaux provinciaux ainsi que les compétences des prestataires de soins de santé des provinces, des districts et des centres de santé. Ce programme de bourse est porté par les services provinciaux du ministère de la Santé et il implique les institutions nationales de formation et pour certaines spécialités, fait appel à des institutions thaïlandaises (coopération sud-sud). Des bourses sont proposées sur le long ou le court terme, avec un total à ce jour de 292 personnes formées (dont 220 sur le long terme).

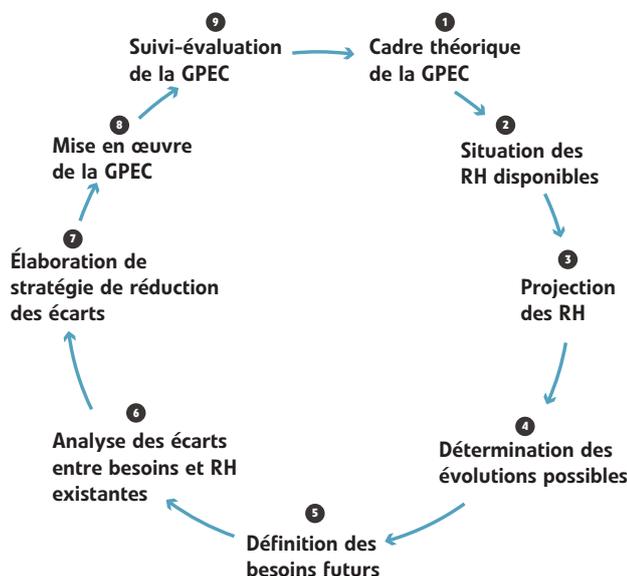
L'investissement réalisé est essentiel compte tenu du fait que les trois hôpitaux provinciaux appuyés, fournissent des soins médicaux, chirurgicaux et obstétricaux pour une population totale d'environ 1,2 million (dont 582 445 femmes). Ils sont également chargés de la supervision technique de 26 hôpitaux de district et de 177 centres de soins de santé primaires. Cet effort contribue, avec les autres appuis apportés au système de santé, à une amélioration appréciable des indicateurs de santé dans les provinces concernées.

Une piste intéressante de cette intervention est de valoriser les infrastructures existantes pour renforcer les compétences de manière pratique. Par exemple, les étudiants en médecine chirurgicale Lao ne peuvent pas « pratiquer » en Thaïlande. De ce fait, leur formation risque de rester purement théorique. Il est donc proposé d'utiliser les hôpitaux provinciaux pour développer le côté pratique de formation.

Améliorer durablement la gestion des ressources humaines et le développement rationnel et durable des compétences (Burkina Faso / Niger / Sénégal)

Pour développer de manière cohérente et durable les compétences, il est important de lier le niveau individuel au niveau organisationnel. La formation doit se faire dans le cadre d'une approche intégrée au sein de l'organisation appuyée, et non de manière non isolée. La formation est l'un des outils de la gestion des ressources humaines. Afin d'appuyer le développement de compétences de manière systémique et durable, il est, dans ce sens, possible d'appuyer les dispositifs de gestion des ressources humaines (GRH) mis en place par les partenaires. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (au Burkina Faso dans le secteur forestier, au Niger dans le secteur de l'hydraulique, au Sénégal dans les secteurs de la santé et de la formation professionnelle), une telle démarche a été initiée ces dernières années.

Sur la base d'un diagnostic détaillé de la GRH, différents appuis ont été apportés au sein des administrations partenaires, avec comme objectif de contribuer à un management plus qualitatif des ressources humaines, complété généralement par l'implémentation d'outils et de systèmes informatiques de gestion. Cela a pu être conduit en collaboration avec d'autres coopérations, la Suède au Burkina Faso et le Canada au Sénégal. Pour implémenter ce type de gestion appelée généralement gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), le processus suivant a été mis en œuvre au Niger⁷ :



⁷ Modélisation de la démarche développée au Niger, en appui au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

Au Burkina Faso, dans le secteur forestier, la même démarche a été adoptée pour appuyer l'élaboration d'un plan de formation triennal (2016 – 2018) et un plan de recrutement. Pour bien prendre en compte les réalités et options stratégiques nationales, ces plans ont été élaborés suivant plusieurs priorités. Certains postes clés ont ainsi été mis en avant. La répartition budgétaire suivante a également été retenue : 70% du budget est attribué aux régions (où se trouve 2/3 du personnel), et 30% aux directions centrales (où travaille 1/3 du personnel).

Enfin, des choix forts ont également été faits au niveau de la mise en œuvre pour maximiser la portée des formations :

- les formations des régions sont données majoritairement sur le territoire et par groupe ;
- les formateurs sont internes ; un vivier de formateurs a été mis en place ;
- les centres de formation spécialisés ont également été répertoriés pour les formations devant être externalisées ;
- seules quelques formations « pointues » peuvent se dérouler à l'étranger.

Ainsi progressivement, une fonction performante des ressources humaines se construit. Le regard porté par les différents acteurs évolue et permet de passer d'une administration du personnel à une GRH axée sur les résultats.



Le portail MIRADOR permet une gestion moderne des ressources humaines. Il a été lancé en 2013 grâce à l'appui de la Coopération canadienne. LuxDev appuie son fonctionnement dans le secteur de la formation professionnelle.

L'émergence d'une véritable direction des ressources humaines peut ainsi être constatée, avec comme conséquence un impact sur la qualité du service public offert sur le terrain : connaissance précise et maîtrise des effectifs permettant aux structures d'être dotées d'un personnel adéquat, gestion administrative fonctionnelle en temps réel, personnel mieux formé, adéquation entre le profil de l'agent et le poste occupé, etc.

La démarche se fait sur la durée et elle est progressive. Au Sénégal par exemple, l'implantation d'une véritable culture de la gestion axée sur les résultats et de la formation continue au niveau central (DRH) connaît maintenant un début de processus au niveau local.

Le chemin à parcourir est souvent semé d'embûches et le processus peut être ralenti : forte mobilité des cadres et agents en

général et en charge de la fonction GRH en particulier, longueur et parfois lenteur des phases de diagnostic, partage de responsabilités entre ministère sectoriel et ministère en charge de la fonction publique, faiblesse du suivi-évaluation. Il arrive également que certains partenaires estiment que « la marche est très haute », la démarche trop ambitieuse. Lors de l'atelier de présentation de la GPEC au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) au Niger, certains participants ont estimé que leur ministère aurait des difficultés à développer une telle démarche : « franchement, le Ministère ne peut faire de la GPEC. La fonction publique n'est pas encore prête pour le faire. Bref, seul, en tant que ministère, on ne peut quasiment pas conduire un tel chantier. Pourquoi espérer réussir ? ». Un des enjeux est justement de bien articuler ce type de démarche avec l'environnement institutionnel, et plus particulièrement celui de la fonction publique.

Il ressort clairement que pour développer le niveau individuel, il faut donc pouvoir faire appel aux deux autres niveaux : une organisation de la GRH fonctionnelle et cohérente, un environnement institutionnel favorable dans lequel la démarche de GPEC puisse s'insérer. L'engagement à tous les niveaux des partenaires constitue un des facteurs clés pour la bonne conduite de ce type de processus et la réalisation des changements escomptés.

Qu'en disent nos partenaires ?

« Avec l'appui de LuxDev (...), j'ai pu constater un certain nombre de changements significatifs dans la GRH. L'audit physique au-delà de la maîtrise des effectifs a permis de faire baisser le plafond d'emploi du ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de l'Artisanat. La base de données MIRADOR est totalement mise à jour pour les structures qui sont situées dans la zone de concentration du PIC IV, qui correspond à la moitié du pays. Par ailleurs, beaucoup d'agents du niveau central comme du niveau déconcentré ont bénéficié de renforcement de compétences grâce au Fonds de formation du PIC IV. »

Sidy Faty NDIAYE, Chef de la division GPEEC / DRH / MEFPA (Sénégal)

DES ORGANISATIONS PERFORMANTES COMME ACCÉLÉRATEUR DE CHANGEMENT⁸

Les systèmes complexes dans lesquels intervient LuxDev se caractérisent par une diversité d'organisations aux formes et statuts diversifiés, constituant eux-mêmes des sous-ensembles. Ces organisations peuvent être publiques (ministères, agences publiques, fonds de financement, collectivités territoriales, écoles de formation, hôpitaux, etc.) ou privées (organisations paysannes, entreprises, banques ou institutions de microfinance, associations, ONG, etc.). Toutes ces organisations sont structurées, et disposent d'un but, d'une hiérarchie, de besoins en financement et en infrastructures, de matériel et de personnel. Elles sont généralement formelles, disposant de statut précisant leurs missions et leur mode de gouvernance. Ces différentes organisations portent chacune à leur niveau et en fonction de leurs missions, une partie du développement socio-économique visé. Le renforcement des capacités de ces organisations constitue un enjeu majeur.

Comment conduire de manière optimale un processus de renforcement des capacités organisationnelles ?

Comme cela est le cas pour les autres niveaux de renforcement des capacités, les enjeux et la nature des améliorations possibles doivent pouvoir être bien circonscrites au départ : « Pas de remède sans diagnostic préalable ». L'évaluation des capacités est la première clé d'un processus de renforcement des capacités réussi. Pour mener ce diagnostic organisationnel, plusieurs approches / méthodes sont disponibles. Généralement, il est possible d'analyser l'organisation à travers ses différentes fonctions.

Celles-ci peuvent être techniques, relatives aux grandes missions de l'organisation : la capacité à concevoir et produire une offre de formation pour un centre de formation professionnelle, la capacité à prendre en charge les urgences pour un service de santé, etc.. D'autres fonctions sont transversales et apportent un support aux fonctions techniques. On retrouve dans la plupart des organisations, les mêmes fonctions transversales ou de support. Elles renvoient de manière globale au management de l'organisation. Cela englobe le pilotage, la planification, la gestion administrative et financière, le contrôle, le suivi-évaluation, le rapportage, la communication.

Le diagnostic des capacités permet d'identifier les points forts et les points à améliorer au sein de l'organisation. C'est sur cette base qu'il est possible de proposer des appuis au renforcement des capacités pertinents. Il est également possible d'accompagner une organisation dans une réforme de sa vision et de ses missions.

Pour que le développement organisationnel soit effectif, il est essentiel que le processus soit porté de l'intérieur (sa direction mais aussi son personnel). Pour ce faire, le « scénario idéal » est que le diagnostic et le plan de renforcement de capacités soient réalisés par l'organisation elle-même. La seconde clé est l'appropriation du processus par l'organisation partenaire à travers une auto-évaluation. LuxDev a accompagné, souvent avec d'autres agences de coopération technique, des processus d'auto-évaluation au sein de ministères sectoriels ou d'organisations partenaires. Cela a, par exemple, été le cas au Niger dans le secteur de l'hydraulique et de l'assainissement. Cela a conduit à l'élaboration d'un plan de développement institutionnel interne à ce ministère. Au Sénégal, avec plusieurs autres coopérations, des plans nationaux de renforcement des capacités organisationnelles ont pu être élaborés dans les secteurs de la santé et de la formation professionnelle.

Une fois le diagnostic conduit et le plan de renforcement des capacités organisationnelles disponibles, il est essentiel que la mise en œuvre des appuis suive rapidement et que les moyens soient adaptés. Une planification réaliste adossée à des ressources budgétaires disponibles constitue la troisième clé. Si cela n'est pas le cas, la dynamique engagée risque de retomber et le processus d'être contre-productif. Malheureusement trop souvent, les budgets nationaux destinés au renforcement des capacités font l'objet de ponction financière en cours d'année, ou bien ne sont supportés que par les ressources extérieures.

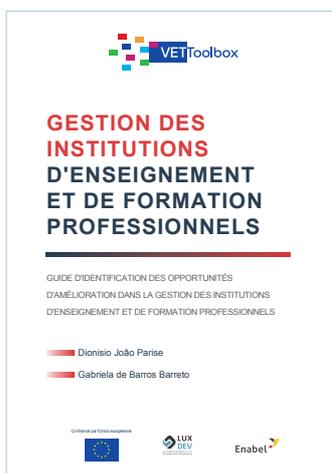
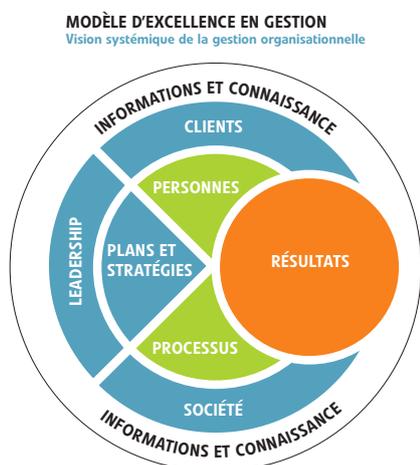
Enfin, toute dynamique de renforcement organisationnel nécessite un pilotage interne ainsi qu'un suivi-évaluation régulier. Cela constitue la 4^e clé de succès souvent sous-estimé. Cela permet d'apprécier l'état d'avancement, les résultats atteints et de redynamiser ou réorienter en fonction des résultats atteints et des changements réalisés.

⁸ Les capacités organisationnelles concernent l'analyse, l'élaboration, la mise en place, le suivi, la communication et l'appropriation de procédures, processus, structures, organisations, réseaux, partenariats, etc.

Pour un service public de proximité et de qualité, le renforcement des opérateurs « de première ligne »

Acteurs principaux de la mise en œuvre des politiques publiques, les organisations délivrant les services au niveau local ou intermédiaire occupent une place centrale. Il importe donc de contribuer à renforcer leurs performances et à éventuellement les aider à aller vers certains changements, par un accompagnement adapté. À travers ces différentes interventions dans le secteur de la formation professionnelle, LuxDev accompagne ainsi les opérateurs de formation. Cet accompagnement sur le long terme touche autant les fonctions techniques liées à la formation professionnelle que les fonctions de management. Par exemple, au Sénégal, ce sont au total 50 centres de formation professionnelle dont les équipes sont formées et qui pratiquent l'approche par les compétences, suivant les normes et outils développés au niveau national en la matière, avec l'appui technique de LuxDev. Cet accompagnement méthodologique est complété par des mini plans de renforcement des capacités, développés à partir de diagnostics ad hoc et portant sur les fonctions de management. Pour le moment, ceux-ci concernent, à titre expérimental, une dizaine d'organisations.

Cette combinaison d'appuis au niveau des opérateurs de formation se retrouve dans la plupart des interventions impliquant LuxDev en Afrique de l'Ouest, en Asie et au Kosovo.



Pour généraliser l'accompagnement des centres de formation professionnelle dans leurs capacités de management, un guide a été élaboré dans le cadre de l'initiative VET Toolbox⁹. À partir d'un modèle d'excellence basé sur huit critères (voir ci-dessus), celui-ci propose un ensemble de pistes pratiques pour l'amélioration dans la gestion de ce type d'organisation. En complément du guide, un ensemble d'outils (questionnaires, manuels, formulaires, tableaux) sont disponibles sur internet.

À travers le VET Toolbox, plusieurs formations de directeurs de centres de formation professionnelle ont eu lieu. Au total, 150 directeurs ont été formés en Afrique et en Asie¹⁰, avec comme résultat le renforcement de l'autonomie financière, administrative et pédagogique des centres de formation professionnelle. Cela a permis de gagner en adaptabilité et d'offrir aux jeunes, des formations qui soient plus adaptées aux marchés du travail. L'employabilité des jeunes et leurs chances d'insertion professionnelle sont ainsi améliorées.

Il arrive également que les appuis aillent au-delà du fonctionnement courant et de la performance de ces structures de formation, et portent sur des changements institutionnels ou stratégiques plus profonds, comme par exemple pour le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI) au Cabo Verde. Construit et équipé en 2014, le CERMI a démarré son programme de formation en 2015, avec le statut d'établissement public entrepreneurial (EPE). La vision qui sous-tend sa création est que le CERMI puisse devenir un centre national et international de référence et d'excellence. Son marché est prioritairement celui du Cabo Verde, mais également, celui de la Communauté économique des pays de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des Pays africains de langue portugaise (PALOP). La Coopération luxembourgeoise et l'UE accompagnent le CERMI dans son évolution institutionnelle et le développement de son offre de formation au niveau du continent africain.

⁹ Le VETToolBox est une modalité de soutien orientée vers la demande, en particulier pour les pays partenaires africains et asiatiques de l'UE. Ce projet est mis en œuvre grâce à un partenariat avec des organisations européennes de mise en œuvre. La GIZ, Enabel, LuxDev, le British Council et l'AFD soutiennent le VETToolBox dans les différents pays. C'est la première fois que l'UE commande un consortium d'organisations bilatérales pour réaliser un projet dans le domaine de la formation professionnelle.

¹⁰ 35 directeurs en 2017 (Dakar, Sénégal), 50 directeurs en 2017 (Bamako, Mali) et 55 directeurs en 2018 (Bac Kan, Vietnam).

Un partenariat tripartite (LuxDev, Unesco, ONEF) afin de renforcer les capacités statistiques dans le secteur de la formation professionnelle au Mali

Dans le cadre de ses appuis au secteur de la formation professionnelle au Mali, LuxDev appuie un partenariat entre le bureau pour l'Afrique de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIPÉ-UNESCO) basé à Dakar, le bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) et l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF).

Présentation par M. Boubacar DIALLO, Directeur général de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF-Mali), président du Réseau africain des observatoires de l'emploi et de la formation (RAOEF)

L'ONEF a été créé en 2013 et est opérationnel depuis 2015. Il est chargé de produire les statistiques et de réaliser également des études et recherches sur l'emploi et la formation au Mali. Il a signé, en 2016, une convention avec LuxDev dans le cadre du programme Formation et insertion professionnelle. C'est dans ce cadre qu'un second partenariat a été développé avec l'IIPÉ-UNESCO Dakar. Celui-ci visait à renforcer les capacités des chargés d'études de l'ONEF à concevoir et à réaliser une enquête de satisfaction auprès des employeurs accueillant des sortants des centres de formation professionnelle.



La mise en œuvre de ce partenariat a amélioré considérablement le savoir-faire de l'ONEF, en témoigne la qualité des résultats de l'étude obtenue à la suite du renforcement des capacités. Celle-ci, à l'instar des autres études réalisées par l'ONEF, aide les autorités dans leur prise de décisions et facilite le pilotage du système de la formation professionnelle au Mali.

Suite à la réussite de ce premier partenariat, une poursuite est envisagée afin de renforcer les capacités des techniciens de l'ONEF à concevoir et réaliser des enquêtes de satisfaction des bénéficiaires d'un dispositif de formation professionnelle. Cela permettra à l'ONEF d'élargir son champ d'intervention dans le cadre de la réalisation des études.

Contribution de l'IIPÉ-UNESCO Dakar au renforcement des capacités de l'ONEF Mali, par Ibrahima DIALLO, expert en insertion et emploi

L'ONEF du Mali, soutenu par LuxDev, a sollicité notre accompagnement dans la réalisation d'une enquête de satisfaction des employeurs des sortants du dispositif de formation professionnelle. Cet appui s'est déroulé de septembre 2018 à août 2019.

Dans une logique de renforcement des capacités, un appui a été apporté, introduisant deux éléments nouveaux par rapport à la méthodologie adoptée par l'ONEF dans sa première enquête de satisfaction :

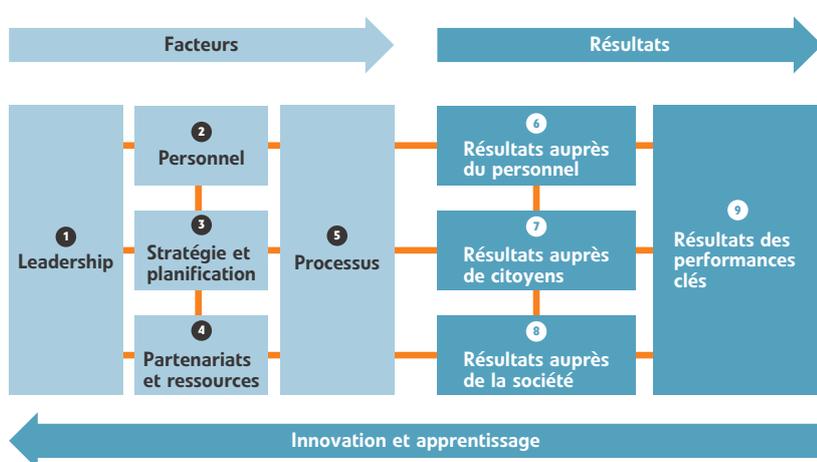
- mesurer la satisfaction par rapport aux attentes exprimées : les chargés d'études de l'ONEF ont été accompagnés à mieux identifier les attentes explicites ou implicites des employeurs au moment du recrutement des sortants ;
- décomposer les niveaux de satisfaction selon les niveaux d'attentes : au Mali, la compétence est définie autour d'un ensemble de savoirs (connaissances), d'attitudes (savoir-être ou comportement en milieu de travail) et d'habiletés (savoir-faire). La satisfaction a été mesurée et pondérée par rapport aux attentes fortes et moyennes exprimées par les employeurs pour chacune de ces trois composantes.



Cette démarche méthodologique, détaillée dans le rapport de l'enquête, a permis d'identifier les améliorations à apporter dans les programmes de formation des jeunes. Des résultats satisfaisants ont été obtenus grâce à l'engagement des chargés d'études de l'ONEF, ainsi que de toutes les parties prenantes qui ont contribué à la finalisation des outils méthodologiques et à la réalisation de l'enquête de satisfaction. Cette approche d'apprentissage par la pratique (*learning by doing*) a permis de renforcer les capacités de l'équipe technique de l'ONEF, désormais en mesure de produire des outils méthodologiques et de les appliquer. Fort de ces nouvelles compétences, l'ONEF devrait pouvoir jouer un rôle important dans le suivi et l'évaluation de l'efficacité externe des dispositifs de formation professionnelle. L'ONEF devrait aussi être en mesure de partager son expertise avec les acteurs nationaux de l'éducation et de la formation technique et professionnelle, ainsi qu'au niveau continental, à travers le réseau africain RAOEF.

Démarche Qualité au sein des organisations publiques - Le Cadre d'Auto-Évaluation des Fonctions publiques (CAF)

Démarche de gestion globale de la qualité, le CAF est un instrument de management participatif qui permet d'entrer dans le cœur des pratiques de management des organisations. Contrairement aux démarches qualité de type ISO qui demandent la mobilisation d'une expertise externe et souvent des moyens importants pour parvenir à une certification, le CAF repose sur l'auto-évaluation. À travers la démarche CAF, le personnel dans sa diversité, donne son point de vue sur le fonctionnement de l'organisation, et, à partir de là, commence un processus d'amélioration continue, un « voyage vers l'excellence ».



Conçu et développé depuis 2000 avec l'appui de l'Institut européen d'administration publique (IEAP), on compte aujourd'hui à travers le monde, des milliers d'utilisateurs du modèle CAF. Au fil des ans, celui-ci a évolué (une version 2020 vient d'être validée) et s'est diffusé en Europe et au-delà. Un des intérêts de ce référentiel est qu'il questionne à la fois les facteurs internes à l'organisation mais aussi les résultats liés aux services publics délivrés. Retenu par le Bureau organisation et méthodes (BOM - Sénégal) comme modèle pour moderniser l'administration publique, le modèle CAF est appliqué au Sénégal depuis 2017, avec l'accompagnement de LuxDev.

Grâce à la mise en œuvre d'une convention associant l'IEAP, le BOM et LuxDev, les conseillers en organisation du BOM sont devenus, avec l'appui de l'expertise du centre CAF de l'IEAP, des « coachs CAF », capables d'accompagner les organisations publiques nationales dans le processus d'auto-évaluation. Après deux années de pratique, le CAF a fait ses preuves dans plusieurs organisations et constitue selon M. Ibrahima Ndiaye, directeur général du BOM, un « puissant levier dans les démarches de modernisation de l'administration et des organisations publiques ». À travers la définition et la mise en œuvre de plans d'actions bien ciblés, le CAF a permis aux différentes organisations concernées de renforcer leurs structurations et de mieux définir le rôle de chaque agent en leur sein. La dynamique interne née du processus CAF est porteuse d'une communication interne et externe renforcée, d'un management plus participatif. Les organisations publiques sont également plus soucieuses de la qualité des services qu'elles rendent, la satisfaction des citoyens étant un des critères essentiels du CAF.

Si, dans certaines conditions, le CAF peut être très efficace, il peut être inutile voire dangereux si certains facteurs clés ne sont pas réunis. La démarche repose sur une démarche volontaire. L'engagement formel du top management est essentiel pour que l'exercice aboutisse. Un changement à la tête de l'organisation peut ainsi fragiliser le processus entamé à travers le CAF. D'autre part, le CAF doit pouvoir aboutir à un plan d'action réalisable avec les moyens de l'organisation. Au cas contraire, les performances de l'organisation ne seront pas améliorées et le personnel risquerait de ressortir démotivé de cet exercice.

Au vu des premiers résultats enregistrés par l'application du CAF au Sénégal, les perspectives sont nombreuses au niveau national mais également dans la région ouest-africaine. Fin 2019, le Fonds d'intervention pour l'environnement (FIE) du Burkina Faso a sollicité le BOM du Sénégal afin que ce dernier l'appuie dans sa démarche d'auto-évaluation.

Cette dynamique partenariale Sud-Sud, facilitée par LuxDev à travers le programme d'Appui à la gestion durable des ressources forestières financé par la Coopération luxembourgeoise, vise à améliorer le fonctionnement et les performances du FIE, à travers l'utilisation du CAF.

Qu'en disent nos partenaires ?

« Depuis son implémentation à la Direction centrale des marchés publics en 2017, le CAF a permis des changements constructifs dans notre fonctionnement au quotidien : l'élaboration d'une charte qualité établissant 10 engagements qualité de la Direction, et partagée avec la quasi-totalité de nos partenaires ; une meilleure intégration des nouvelles recrues grâce au coaching des nouveaux agents, mais aussi une amélioration de la qualité du contrôle a priori, avec le contrôle qualité des lettres-réponses désormais systématisé.



Toutefois, nous avons rencontrés plusieurs difficultés lors de la mise en œuvre du CAF : délai de mise en œuvre des actions très court et difficile à respecter pour les activités *quick wins*, mais aussi charge de travail supplémentaire pour les agents qui interviennent dans la mise en œuvre du CAF, au regard de leur charge de travail quotidien incompressible. L'exercice CAF prend beaucoup de temps ! »

Fatou Bara Ndione, agent vérificateur - Direction centrale des marchés publics (Sénégal)

UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR DES CHANGEMENTS SOLIDES ET DURABLES¹¹

En complément des appuis aux niveaux individuel et organisationnel, il est possible et recommandé, dans une perspective de durabilité, de contribuer également à une amélioration du contexte institutionnel lié à un territoire, à un secteur ou à une thématique de développement. Ces appuis peuvent porter sur la mise en œuvre d'une réforme spécifique ou globale, sur l'amélioration des cadres juridiques et réglementaires, ou encore sur la gouvernance et se traduire par exemple, par une meilleure coordination / communication entre acteurs.

Pour saisir la complexité et les multiples enjeux liés au contexte institutionnel et s'inscrire dans une logique affirmée d'accompagnement du changement, la méthode « théorie du changement » est en cours d'expérimentation et devrait permettre d'améliorer les stratégies et les appuis au renforcement des capacités, en particulier au niveau contextuel.

Le renforcement des capacités au service d'une gouvernance locale plus inclusive et d'une territorialisation des politiques publiques

À travers plusieurs interventions, les changements accompagnés ont trait au renforcement de la gouvernance locale ou à la traduction, au niveau des territoires, des politiques publiques. Il s'agit pour l'essentiel de contribuer à des formes de gouvernance dynamiques et inclusives, cohérentes avec le niveau national.

En milieu rural, au Burkina Faso, la gestion de la terre et l'accès à celle-ci est un enjeu majeur. Pour répondre aux risques de tensions et de conflits liés à une gouvernance territoriale locale non inclusive, un outil innovant a été développé par le gouvernement burkinabè et fait l'objet d'une loi¹², à savoir les chartes foncières. Ce sont des conventions élaborées d'une manière participative au niveau local et qui établissent les règles de gestion durable des ressources naturelles. Elles contribuent à la prévention et à la gestion des conflits, et à la préservation de la paix sociale. Elles sont élaborées selon une démarche ouverte, multi-acteurs, fondée sur la progressivité et, en fonction des besoins locaux de gestion foncière, concertées en s'appuyant sur les comités villageois de développement et les commissions foncières villageoises. Dans le cadre de l'une de ses interventions, LuxDev a contribué à la mise en œuvre de cet outil innovant, dans trois communes du Nord du Burkina Faso (Dori, Bani et Yalgo). Cette approche est intégrée à une stratégie plus large qui met en relation les chartes foncières locales, la récupération des terres dégradées et la génération de « crédits carbone¹³ » dans les trois communes concernées. Elle est basée sur l'évaluation de la capture du carbone due à la restauration du couvert végétal rendue possible par la récupération des terres dégradées et protégées par les chartes foncières. Les quantités de carbone séquestrées sont ainsi estimées, pour ensuite être valorisées financièrement sur le marché volontaire du crédit carbone.

¹¹ Les capacités institutionnelles sont relatives à l'analyse, la création, la mise en place et le suivi de lois, réglementations, systèmes, etc.

¹² Loi 034-2009/AN du 16 juin 2009 portant régime foncier rural.

¹³ Un crédit carbone est une unité correspondant à l'émission d'une tonne de CO₂. Ce nouveau système de crédit a été développé par le protocole de Kyoto et a pour rôle d'orienter les organisations vers la lutte contre le réchauffement climatique.



Le processus d'élaboration des chartes foncières a été conduit avec l'appui d'une organisation non gouvernementale burkinabè, l'Association pour la gestion de l'environnement et le développement (AGED). Conduite par une équipe pluridisciplinaire composée d'animateurs endogènes, la démarche a été bâtie autour des principales phases suivantes :

- la préparation ;
- la réalisation et la restitution du diagnostic ;
- la négociation de l'avant-projet de charte ;
- l'adoption et la validation ; et
- l'accompagnement de la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

Malgré certaines limites liées au contexte (fort taux d'analphabétisme, crise sécuritaire grandissante au Nord du Burkina Faso), la mise en place de ces chartes foncières, combinée à la récupération des espaces pastoraux, a permis une forte amélioration de la gestion locale des ressources naturelles. La charte est un outil qui permet de réguler l'exploitation des sites. En effet, elle définit des règles consensuelles pour toute exploitation. Le président du comité villageois de développement de Toukakorno, met en avant ce changement à travers un exemple concret : « Il y a eu des agents d'une entreprise qui sont venus de Ouagadougou pour ramasser le sable dans la zone, lorsque nous leur avons montré le document, après lecture ils sont partis ». La charte permet ainsi de prévenir certains conflits liés au foncier. Pour les représentants des villages de Monga, Lere et Guidere de la commune de Bani, « nous n'avons pas eu à faire face à des conflits, parce qu'il n'y a pas eu d'infraction ; il n'y a pas eu d'infraction parce que les gens ont accepté les règles et reconnaissent l'utilité de la récupération des sols et la reconstitution des pâturages ».

La possibilité de générer des crédits carbone permet de créer une motivation supplémentaire et de renforcer l'application des chartes foncières locales. Les fonds issus de la vente du carbone sont essentiellement utilisés pour le financement d'activités ou d'infrastructures socio-économiques communautaires (crédit pour des activités génératrices de revenus, moulin, forage, etc.), bénéficiant à tous les habitants du village. Pour le président du comité de Touka Korno, commune de Dori, « même si quelqu'un n'a pas un mouton pour profiter des pâturages régénérés, il va bénéficier des retombées financières de l'opération « crédits carbone ». En ce moment, il ne peut plus dire qu'il n'est pas d'accord avec les règles » et le conseiller du même village renchérit que « les crédits carbone ont bénéficié surtout aux femmes ; elles sont maintenant très regardantes sur la coupe du bois ».

Pour consolider les acquis relatifs à la mise en place des chartes foncières, certains défis sont à relever. Il s'agit notamment du renforcement des capacités des membres des instances foncières locales sur plusieurs thèmes dont la sécurisation foncière en milieu rural, la gestion alternative des conflits, la décentralisation, et l'aménagement du territoire communal.

Le renforcement des capacités, accompagnateur de choix pour concrétiser des changements structurels (réformes sectorielles et thématiques)

En relation et au-delà d'appuis au niveau de territoires spécifiques, les appuis au niveau contextuel / institutionnel peuvent porter sur des réformes plus globales, sectorielles ou transversales.

Au Cabo Verde, c'est le sous-secteur des énergies renouvelables qui fait l'objet de ce type d'accompagnement depuis 2015. Ces dernières années, l'objectif du Cabo Verde a cessé d'être l'approvisionnement en énergie, en raison des investissements importants effectués dans la capacité de production et de distribution. Il s'agit désormais de rendre le secteur énergétique plus durable, de garantir l'accès à l'énergie dans les localités les plus reculées et de réduire le tarif de l'électricité pour les ménages et les entreprises.

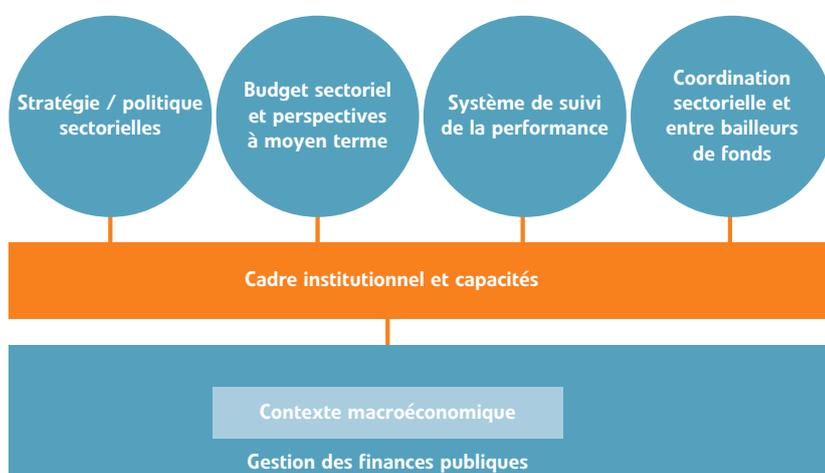
Dans cette optique, le Cabo Verde s'est doté d'une politique énergétique ambitieuse visant une plus grande utilisation des énergies renouvelables pour la production d'énergie électrique, et en pariant sur des mécanismes de marché basés sur l'activité du secteur privé et le développement durable du secteur. Cette vision politique doit pouvoir se traduire dans un cadre juridique et réglementaire transparent, des institutions publiques capables de rendre opérationnels les législations et de prendre en charge le suivi et l'évaluation des impacts de la politique énergétique.

En 2015, un diagnostic des institutions et de la gouvernance du secteur énergétique a été conduit. Il s'agissait d'apprécier la maturité du sous-secteur des énergies renouvelables afin de déterminer si un programme sectoriel viable

pouvait être mis en place et, dans l'affirmative, d'identifier les forces et faiblesses et la valeur ajoutée possible de la Coopération luxembourgeoise. Pour ce faire, une analyse du sous-secteur des énergies renouvelables a été conduite. Celle-ci a utilisé comme cadre de référence les sept domaines clés d'analyse sectorielle décrits dans les lignes directrices pour l'appui aux programmes sectoriels de la Commission européenne. Le cadre institutionnel et les capacités constituent le cœur de cette analyse (voir ci-dessous).

« L'approche sectorielle traduit la conviction que, pour renforcer les systèmes nationaux, il faut les utiliser et pas les contourner. Cependant, cette orientation tournée vers un développement systématique des capacités doit être complétée par une évaluation express des problèmes de capacités et par une approche proactive en faveur du développement des capacités¹⁴ » .

Le diagnostic conduit a permis de mettre en avant le décalage entre les ambitions en termes de réforme et les capacités disponibles pour le développement du sous-secteur. Le diagnostic a conclu que « contrairement aux secteurs de la formation professionnelle et technique ou de l'eau et l'assainissement (autres secteurs prioritaires de la coopération entre le Cabo Verde et le Luxembourg), la maturité du secteur de l'énergie ne permet pas actuellement au Luxembourg d'envisager un appui budgétaire sectoriel au sous-secteur des énergies renouvelables. Cependant, cette appréciation ne constitue en aucun cas un motif de renoncement à un alignement sur les dispositifs nationaux. Elle révèle plutôt une opportunité pour l'accompagnement de la volonté du Cabo Verde de réussir ses ambitieuses réformes institutionnelle et énergétique¹⁵ ».



Sur cette base, un programme d'appui au secteur des énergies renouvelables a été conçu qui vise à améliorer les conditions de planification du secteur et à créer un cadre juridique et réglementaire, ainsi qu'une régulation technique et économique propice et favorable à la participation du secteur privé et de la société civile dans la transition énergétique.

Comme le montre le rapport d'évaluation intermédiaire, le renforcement des capacités des acteurs publics et privés est au cœur des appuis apportés par ce programme. Cela se traduit par des appuis nombreux et variés au niveau individuel, organisationnel et institutionnel, impliquant l'ensemble des acteurs (publics comme privés) concernés par les énergies renouvelables.

Un des facteurs contribuant à la qualité des appuis au renforcement des capacités est la supervision directe de l'assistance technique par les institutions bénéficiaires. Cette approche augmente la durabilité et l'appropriation des résultats au niveau des services nationaux partenaires, grâce au transfert de compétences vers le personnel national.

Comme le met en avant l'évaluation intermédiaire, une des contraintes structurelles est le nombre réduit de cadres disponibles dans les institutions gouvernementales. Cela limite la capacité des institutions bénéficiaires non seulement à s'approprier les actions de renforcement des capacités, mais aussi à superviser l'assistance technique mise à disposition.

Pour renforcer le transfert de connaissance et l'appropriation par les partenaires nationaux des différentes analyses et propositions formulées par l'assistance technique, une stratégie a été mise en place. Elle consiste à renforcer le dialogue entre l'assistance technique et les partenaires nationaux tout au long des processus d'appuis. Il s'agit de bien s'entendre sur les produits attendus, leurs structures et contenus en amont, et de pouvoir discuter de l'analyse,

¹⁴ Commission européenne - Appui aux programmes sectoriels – version résumée, juillet 2008, page 35 - <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/05a58e73-10b4-4e91-abbe-6d0e8ff674d7/language-fr/format-pdf>

¹⁵ LuxDev - CABO VERDE Études de diagnostic initial du sous-secteur des énergies renouvelables - https://luxdev.lu/files/documents/Etude_diagnostic_initial_ER_CVE_avril_2015.pdf

des conclusions et des recommandations selon un format adapté permettant une réelle interaction. Les appuis au renforcement des capacités, surtout lorsqu'il s'agit de domaines complexes impliquant un niveau de responsabilité élevé, demandent une communication adaptée et une grande disponibilité. Sans cela, l'aboutissement, devant se traduire par une prise de décision, risque de ne pas être atteint.

Grâce à une assistance technique de qualité et à une communication adaptée auprès des décideurs, les appuis apportés ont permis de renforcer le cadre politique et réglementaire du Cabo Verde en opérationnalisant la réglementation de l'accès au réseau électrique pour la micro-génération et la charte de mobilité électrique, qui a jeté les bases du processus de dé-carbonisation dans le secteur des transports.

À travers ses interventions en Amérique centrale, LuxDev apporte un soutien au développement institutionnel de la politique sociale du Salvador et du secteur du Tourisme au Nicaragua. Suivent deux témoignages.



Témoignage d'Irma Yolanda Núñez, coordinatrice technique de la Commission présidentielle pour les opérations et le cabinet du gouvernement salvadorien, sur le renforcement des capacités des institutions publiques réalisé dans le cadre du projet d'Appui au plan national pour le développement, la protection et l'inclusion sociale.

La contribution la plus notable de la Coopération luxembourgeoise concerne l'appui à la construction de notre politique sociale et à l'élaboration de la loi sur le développement, la protection et l'inclusion sociale.

Cette contribution est basée sur le respect des droits, valeur partagée par nos deux pays, appuie la mise en place du cadre institutionnel pour la promotion de cette politique, contribuant ainsi à une société solidaire, inclusive et plus égalitaire.

Grâce à l'appui de l'assistance technique de la Coopération luxembourgeoise et de l'unité technique de la politique sociale de la Présidence, le personnel de nos institutions publiques chargées de l'exécution des programmes sociaux a pu renforcer son appropriation de la conduction des principaux programmes sociaux visant :

- l'éradication de la pauvreté ;
- l'égalité des sexes pour la promotion du développement productif ;
- la promotion de l'emploi des jeunes ; et
- l'amélioration des services de santé.

L'assistance technique a également contribué à la mise en place d'un registre unique des bénéficiaires de programmes sociaux dont l'objectif est l'optimisation de l'utilisation de nos ressources publiques et de rendre cette utilisation plus transparente. Les données générées par ce registre sont d'un grand intérêt pour nos autorités dans le cadre de leur prise de décisions, ces données sont également essentielles pour que la société civile puisse exercer sa fonction de suivi et de contrôle social. L'appui de la coopération concerne aussi l'automatisation du traitement de ces données, un apport très apprécié à cette action qui fait partie intégrante de l'agenda numérique impulsé par notre actuel gouvernement.

L'aide de la Coopération luxembourgeoise a également permis de mener à bien l'évaluation d'impact du programme de promotion de l'emploi des jeunes. Les résultats de cette évaluation ont été présentés et commentés dans différents forums et ont été pris en compte lors des ajustements et des améliorations que notre gouvernement a apportés au programme.



Le renforcement des capacités de l'Institut nicaraguayen du tourisme (INTUR) dans le cadre du programme d'Appui au secteur du tourisme par Erick Antonio Aragón, assistant technique « Développement des entreprises »

Le travail de LuxDev a été d'offrir une assistance technique spécialisée à INTUR afin de renforcer les capacités institutionnelles de planification, de gestion et de commercialisation du tourisme en accord avec le marché. Les contributions les plus importantes ont été la vision d'entreprise, le lien avec tous les acteurs clés du secteur touristique et l'adoption d'une approche de gestion axée sur les résultats pour démontrer les impacts tangibles obtenus au niveau institutionnel et avec le secteur privé.

La logique de l'intervention était que l'INTUR, en tant qu'autorité nationale la matière de tourisme, soit un acteur clé dans l'activité touristique du Nicaragua et puisse assumer un leadership efficace et proactif. De son côté, LuxDev, en tant que partenaire stratégique, contribuait au renforcement institutionnel pour que chaque unité de l'institution s'approprie ses responsabilités, mène une mise en œuvre efficace du projet et offre une continuité aux actions menées.

Les principaux défis / difficultés rencontrés ont comme dénominateur commun la centralisation des prises de décision. Un des grands défis était en effet de réviser la gestion de l'institution et d'améliorer l'autonomie décisionnelle des directeurs généraux et sectoriels en vue de réattribuer les prises de décisions stratégiques et opérationnelles.

Heureusement, au niveau technique, l'équipe institutionnelle était compétente et a permis de progresser correctement en ce qui concerne la mise en œuvre.

L'accompagnement à la conception et à la mise en œuvre de réforme peut concerner également la gouvernance de manière plus générale. C'est par exemple le cas avec la justice au Laos.

En 2009, le gouvernement du Laos a officiellement adopté le plan directeur du secteur juridique (*Legal Sector Master Plan*). Celui-ci établit le cadre permettant le développement des institutions du secteur de la justice en tant que fondement de l'État de Droit. L'importance de disposer d'un système juridique qui soit clair, cohérent, fiable et accessible à tous, est également une priorité du 8^e Plan national de développement socio-économique du Laos 2016-2020. Ces changements positifs ont été accompagnés, dans un premier temps, entre 2010 et 2015 par la Coopération luxembourgeoise, avec pour but l'amélioration et le renforcement de l'enseignement supérieur juridique. Cependant, ce premier appui ne prenait pas en charge l'amélioration de l'accès pour tous à la justice et à la loi, qui constitue une priorité au Laos. Une seconde intervention, actuellement en cours permet de également prendre en charge cette dimension.

Pour faciliter l'accès aux services juridiques, plusieurs stratégies et outils ont été développés. Un programme de sensibilisation a été appuyé et a été institué au niveau gouvernemental. Cela a permis de vulgariser plusieurs thématiques, telles que le code pénal ou la traite des êtres humains. L'éducation juridique a porté plus précisément, sur trois sujets juridiques : la loi sur les violences à l'égard des femmes et des enfants, la loi sur les litiges fonciers et les stupéfiants. Des bureaux pilotes d'aide juridiques ont été établis au niveau de plusieurs provinces et districts. La mise en place et le fonctionnement de comités de médiation villageoise ont également été promus.



En complément, les appuis au système de formation juridique se sont poursuivis et ont pris plusieurs formes : élaboration et adoption de nouveaux programmes académiques permettant de diversifier et d'approfondir les filières de formation juridique, mise en place de normes et de dispositifs d'assurance qualité, organisation de conférences thématiques, développement d'outils digitaux pour le suivi et le réseautage professionnel, mise en place d'un système de e-bibliothèque en collaboration avec l'Université du Luxembourg.

Malgré certaines résistances au changement, la combinaison de ces différents appuis a permis de rendre le système juridique au Laos plus accessible en particulier grâce à la sensibilisation et la mise en place de bureaux d'aide juridique. Ces différents appuis ont engendré également des évolutions qualitatives. Les questions sensibles telles que les droits de l'homme et la corruption font désormais l'objet de discussions entre fonctionnaires et juristes. Des réformes juridiques ont également été instituées, aboutissant à l'adoption du Code civil, au Code pénal, entre autres réformes juridiques majeures.

Comme le montrent les différents exemples d'appuis aux trois niveaux de renforcement de capacités, LuxDev s'est progressivement spécialisée dans l'accompagnement du changement, en lien avec les politiques publiques des pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Cela s'est réalisé, en complément de son expertise déjà solide, dans la réalisation d'infrastructures et d'équipements. Mais il reste une importante marge de progression et LuxDev souhaite dans les 10 prochaines années développer des méthodologies, des outils et des compétences internes pour répondre au mieux aux besoins de renforcement des capacités de ses partenaires.

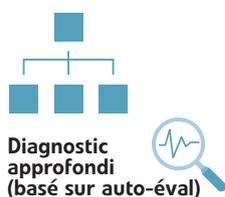
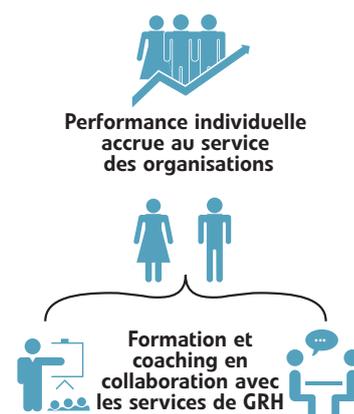
04

QUELLES APPROCHES POUR AMÉLIORER LES APPUIS AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ?

Une combinaison d'appuis aux trois niveaux

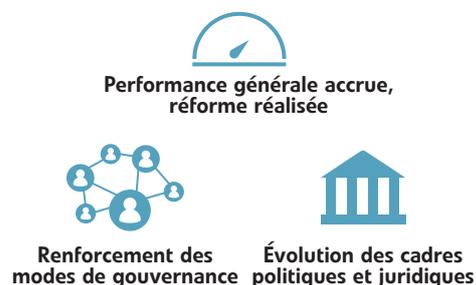
Pour parvenir à maximiser les effets sur la performance et les changements et rendre ceux-ci les plus durables possibles, il est recommandé de pouvoir combiner des appuis aux trois niveaux du renforcement des capacités.

Les appuis au niveau individuel permettent de développer les compétences techniques et comportementales indispensables pour que les personnes engagées soient en position de jouer pleinement leur rôle et participent ainsi à la performance de leurs organisations et, le cas échéant, aux changements souhaités. Afin que ces appuis soient à la fois pertinents et durables, il est possible d'appuyer les services en charge des ressources humaines dans leurs efforts de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. La formation et le coaching sont les principales formes d'appui possibles. La digitalisation en particulier de la formation (plateforme de e-learning) constitue une voie intéressante à développer. Des modules de ce type ont par exemple été développés au Sénégal dans le domaine des finances publiques.



Au niveau organisationnel, il est important de commencer par conduire des diagnostics précis des différentes fonctions, missions et résultats, si possible selon une démarche d'auto-évaluation. L'accompagnement portera alors, soit sur l'amélioration des performances globales et spécifiques par fonction, soit sur les évolutions et le développement stratégique de l'organisation. Ainsi, il est possible d'accompagner les organisations partenaires, dans la conduite d'auto-évaluations, dans le renforcement de leurs différents facteurs internes (fonctions techniques comme fonctions supports) et le développement de référentiels stratégiques permettant des changements qualitatifs.

Au niveau contextuel, l'accompagnement peut porter sur les grands changements systémiques (réforme) et / ou sur le relationnel entre les différentes organisations d'un même système. Les appuis seront alors d'ordre juridique ou institutionnel. Il s'agira, par exemple, d'aider à l'élaboration de nouvelles règles ou normes et à un dialogue politique inclusif. Ce niveau d'intervention est de loin le plus complexe à analyser et à accompagner. L'utilisation d'une méthodologie innovante telle que la théorie du changement peut aider à analyser le cadre systémique et à définir des appuis au niveau contextuel.



Un exemple de combinaison d'appuis aux trois niveaux : la stratégie de renforcement des capacités structurée et cohérente pour le développement des filières agropastorales au Mali

Depuis quatre ans, avec le soutien financier de la Coopération suisse, le programme d'appui aux filières agropastorales contribue au développement des filières « pomme de terre » et « lait » dans la région de Sikasso, au Sud du Mali. Cette intervention constitue un bon exemple de la prise en compte progressive d'un renforcement de capacité structuré et cohérent aux niveaux individuel, organisationnel et contextuel.

Le développement des capacités des producteurs et des différents acteurs des chaînes de valeurs sont essentiels pour deux raisons : d'une part pour permettre l'amélioration des conditions de vie des individus (ouvriers, entrepreneurs, exploitants agricoles), et d'autre part pour professionnaliser un secteur et améliorer ses performances. Dans un souci d'inclusivité et de résilience, la priorité est donnée :

- à l'émergence de nouvelles générations de producteurs, en investissant sur la formation et l'insertion des jeunes femmes et des jeunes hommes dans la profession, leur permettant de devenir progressivement des membres actifs des organisations de producteurs ;
- à la sensibilisation des organisations sur les effets des changements climatiques, afin de leur permettre une adaptation des systèmes de production.

Au niveau individuel, contribuer au développement des compétences techniques et transversales

Les formations développées en continu depuis le démarrage de ce programme permettent un développement des compétences techniques des producteurs / productrices et autres acteurs des deux filières. Dans une logique de pérennisation, des producteurs relais sont également formés pour assurer l'appui conseil à leurs pairs. Les responsables des organisations de producteurs bénéficient également de formation portant sur le management.

Au niveau organisationnel, accompagner les coopératives vers l'autonomie

La structuration et l'autonomisation de la profession passent par le développement des capacités organisationnelles. Cela se traduit au niveau des organisations de producteur à travers la tenue des instances de décision, la mise en place d'organes de gestion, l'instauration de cotisations.

Le programme a développé un outil diagnostic portant sur 10 critères. Celui-ci a pour rôle de mesurer le niveau d'autonomie des coopératives et de programmer sur cette base, les appuis au renforcement des capacités. Cela permet de mesurer dans le temps, les progrès réalisés dans le processus d'autonomisation de ces organisations. À l'avenir et en relation avec les institutions bancaires ou de microfinance, un tel outil pourrait servir pour évaluer la bancabilité des organisations et faciliter leur accès aux financements.

Au niveau institutionnel, renforcer l'intégration et les relations entre acteurs d'une même chaîne de valeur

Une chaîne de valeur constitue un système et son développement dépend fortement de l'intégration des différents acteurs qui participent à ce système et des interrelations qu'ils développent entre eux. À cet effet, les fédérations et interprofessions se doivent de développer leurs capacités institutionnelles. Concrètement cela se traduit par des relations constructives avec les autorités, les entités élues (communes et régions) et l'administration, mais aussi par la définition de cadres contractuels et conventionnels au niveau national et au-delà.

À titre d'exemple, le Comité d'interprofession de la filière pomme de terre (CRIPT) a signé une convention de collaboration avec l'institut polytechnique rural de formation et de recherche appliquée (IPR/IFRA) de Katibougou pour la fourniture de mini-tubercules, la formation et l'accompagnement des producteurs semenciers et la certification des semences par le Laboratoire des semences (LABOSEM).

La Fédération régionale des unions de sociétés coopératives des producteurs de lait de Sikasso (FERLAIT) a pour sa part développé un partenariat avec la coopérative MABROUKA au Maroc dans le cadre d'échange d'expériences en matière de production laitière. Ainsi, des visites et des formations de certains éleveurs relais, membres de coopératives, et des inséminateurs ont été organisées au Maroc début 2019.

La majorité des actions de terrain en faveur des bénéficiaires sont aujourd'hui menées par des interprofessions, des fédérations et organisations de producteurs.

Qu'en disent nos partenaires ?

À propos de la formation des membres de la FERLAIT sur les différents types de sociétés coopératives selon les normes OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des affaires), restructuration des coopératives de base :

« Cette formation a été très salubre et a permis aux coopératives membres de se conformer avec les normes OHADA. Les formations reçues ont permis de faire la différence entre coopérative simplifiée et coopérative avec conseil d'administration. Elle a aussi permis la création de la FERLAIT et de ses cinq unions locales, la tenue de réunions statutaires tous les trois mois et la tenue de réunions d'information tous les mois aux coopératives de base et aux unions locales. »

M. Abdul Karim Dembélé, président de la FERLAIT

« Vu le faible niveau d'organisation des producteurs de pomme de terre, le CRIPT a sollicité l'appui financier du conseil régional pour une meilleure structuration des coopératives. Ainsi des ateliers de structuration ont été organisés au niveau de neuf centres ayant abouti à la création des coopératives, des unions et la mise en place de la fédération régionale des producteurs de pomme de terre), conformément à l'acte uniforme de la loi OHADA.

Les élus ont été formés sur la tenue des outils de gestion, l'organisation des assemblées générales et l'instauration d'un système de cotisation interne (1 000 FCFA/caisse de semences). Ce montant sera réparti entre les coopératives de base, les unions, la fédération et le CRIPT pour assurer leur autonomie financière. »

M. Siaka Coulibaly, président du CRIPT

La « théorie du changement », une méthodologie prometteuse pour saisir la complexité du contexte d'intervention et accompagner le changement de manière globale et cohérente

Afin d'améliorer des interventions de plus en plus complexes, LuxDev en relation avec ses partenaires, expérimente depuis deux ans la théorie du changement. « Une théorie du changement est une vision explicitement documentée (et donc évaluable) de la façon dont on pense que le changement doit se produire. » (Rick Davies, premier concepteur de la théorie du changement).

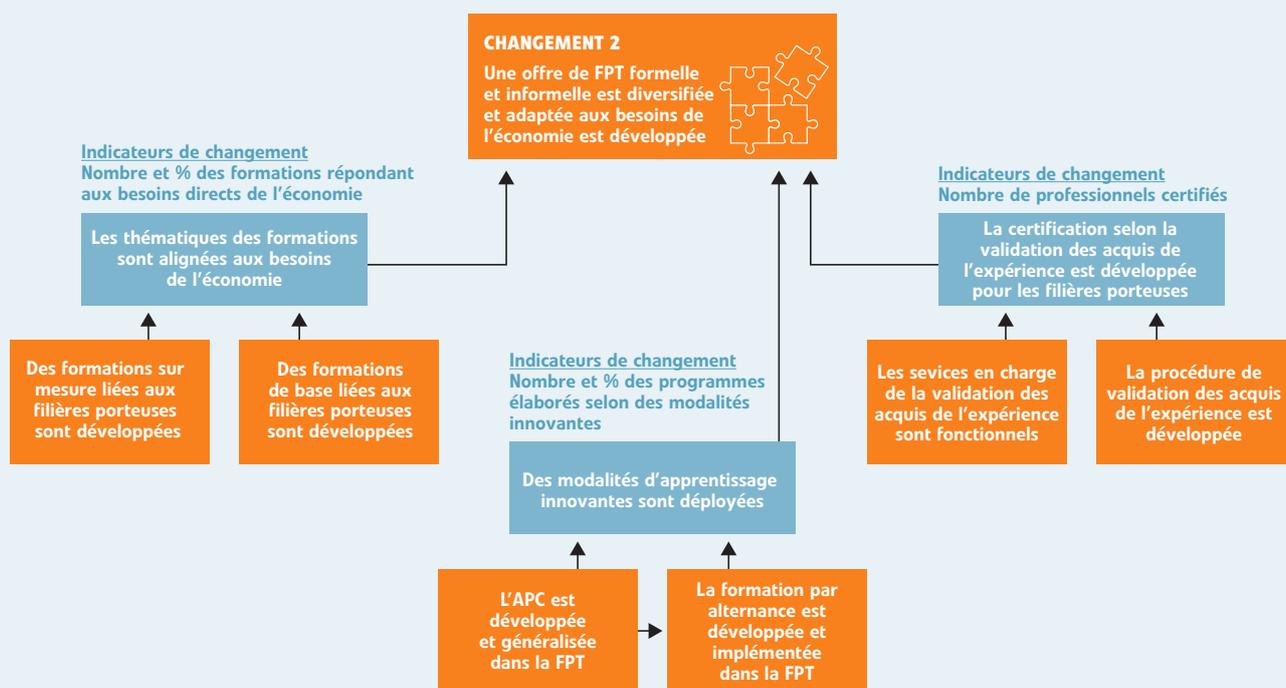
La théorie du changement est, avant tout, une démarche pour construire une stratégie en mettant l'accent sur le processus de changement. En tenant compte des facteurs contextuels qui favorisent ou entravent le changement recherché, ainsi que les hypothèses et risques sur lesquels le changement repose, cette méthodologie permet d'expliquer comment le changement est censé être obtenu.

La théorie du changement permet de poser des hypothèses pour l'intervention et des repères pour l'action. Elle a aussi comme intérêt de rassembler des acteurs autour d'objectifs communs. C'est un outil adaptatif qui permet d'orienter le changement en fonction de ce qui se passe réellement sur le terrain. Elle ne dit pas « voilà ce qu'il faut faire » mais « compte tenu de nos connaissances, voici la meilleure direction à prendre ».

À partir de la théorie du changement et des diagnostics conduits sur cette base, une théorie de l'action est ensuite développée. À partir des principaux changements identifiés et de l'évaluation de leur niveau de réalisation, les apports les plus pertinents à mettre en œuvre au niveau de chaque système et sous-système sont identifiés. La théorie de l'action permet de déterminer les orientations pour avoir le maximum d'effets sur les changements recherchés.

La théorie du changement est généralement représentée par un schéma. Il existe plusieurs approches possibles pour illustrer graphiquement la théorie du changement, ce qui est important c'est de pouvoir faire ressortir les « chemins du changement », la manière dont le changement devrait pouvoir se produire.

À titre d'exemple, au Sénégal, pour le changement lié à l'amélioration qualitative de l'offre de formation du programme d'appui à la formation professionnelle, la théorie du changement suivante a été développée et a servi de référentiel pour les appuis au renforcement des capacités.



Il s'agit de contribuer à ce que l'offre de formation se diversifie et s'adapte autant que possible aux besoins de l'économie. Pour contribuer à l'atteinte de ce changement, trois changements intermédiaires sont visés :

- le premier concerne le développement de formation en lien avec les filières porteuses ;
- le second a trait à la généralisation de modalités d'apprentissage innovantes permettant une meilleure adaptation au monde professionnelle (approche par compétences et formation par alternance);
- enfin le troisième changement intermédiaire préconise la mise en place et le renforcement de la validation des acquis de l'expérience en particulier dans les filières porteuses.

Cette approche permet à toute personne de faire valider les acquis de son expérience professionnelle, en vue de l'obtention d'une certification.

Concernant, par exemple, le chemin du changement permettant une meilleure adaptation des formations à l'économie locale, différents appuis ont été donnés ou sont prévus en direction des acteurs locaux impliqués dans ce processus de changement. Il s'agit par exemple de l'appui aux conseils départementaux pour le pilotage de stratégie de développement économique départementale avec l'identification de filières porteuses, ou de l'appui à des mini plans de renforcement des capacités des centres de formations professionnelles incluant des projets d'investissements et des projets d'insertion liés aux filières porteuses identifiés sur le territoire.

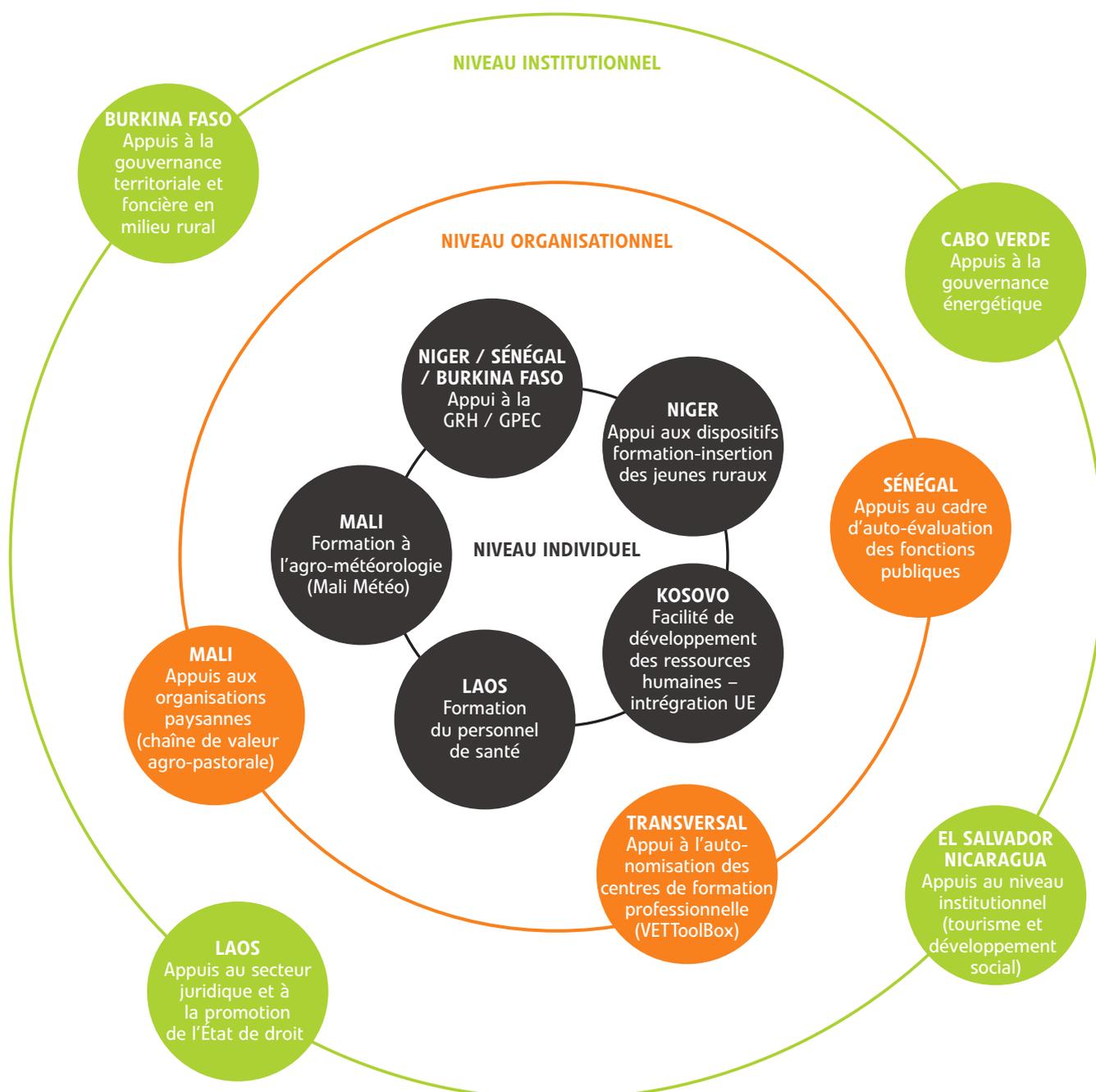
Les deux principaux chantiers pour améliorer les appuis au renforcement des capacités au sein de LuxDev

Dans les années à venir, LuxDev souhaite pouvoir stabiliser et valoriser la méthodologie de la théorie du changement. Comme cela est illustré ci-dessus, cette méthodologie a été utilisée au Sénégal, à titre pilote, pour définir la stratégie et les appuis au renforcement des capacités. Elle devrait également faciliter la formulation des futurs programmes à venir. Des outils (guide, module de formation) seront développés à court terme pour la conduite de ce chantier important.

D'autre part, comme nous l'avons vu, les appuis de LuxDev aux cadres de gouvernance sectorielle et aux organisations se sont multipliés ces dernières années. Cela s'est traduit en partie par des changements importants et faciles à

constater (évolution des cadres politiques ou juridiques dans les secteurs appuyés, évolution de certaines institutions, etc.). Cependant, la plupart des changements accompagnés sont souvent difficilement perceptibles, cela d'autant qu'il n'existe pas ou peu de dispositifs de suivi et d'évaluation permettant de capter « les petits pas » accomplis progressivement au fil du temps à travers les appuis *soft* mis en œuvre. Afin de renforcer les capacités méthodologiques à suivre et à valoriser les changements, un chantier portera sur la manière de mieux capitaliser, suivre et évaluer les appuis au renforcement des capacités. Les enjeux sont multiples: redevabilité, effet démonstratif et passage à l'échelle, simplicité et faisabilité des approches (« comment capter les changements nés de l'accompagnement ? »), et appropriation par les partenaires nationaux.

VUE D'ENSEMBLE DES APPUIS AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN 2019 PRÉSENTÉS DANS CE DOSSIER



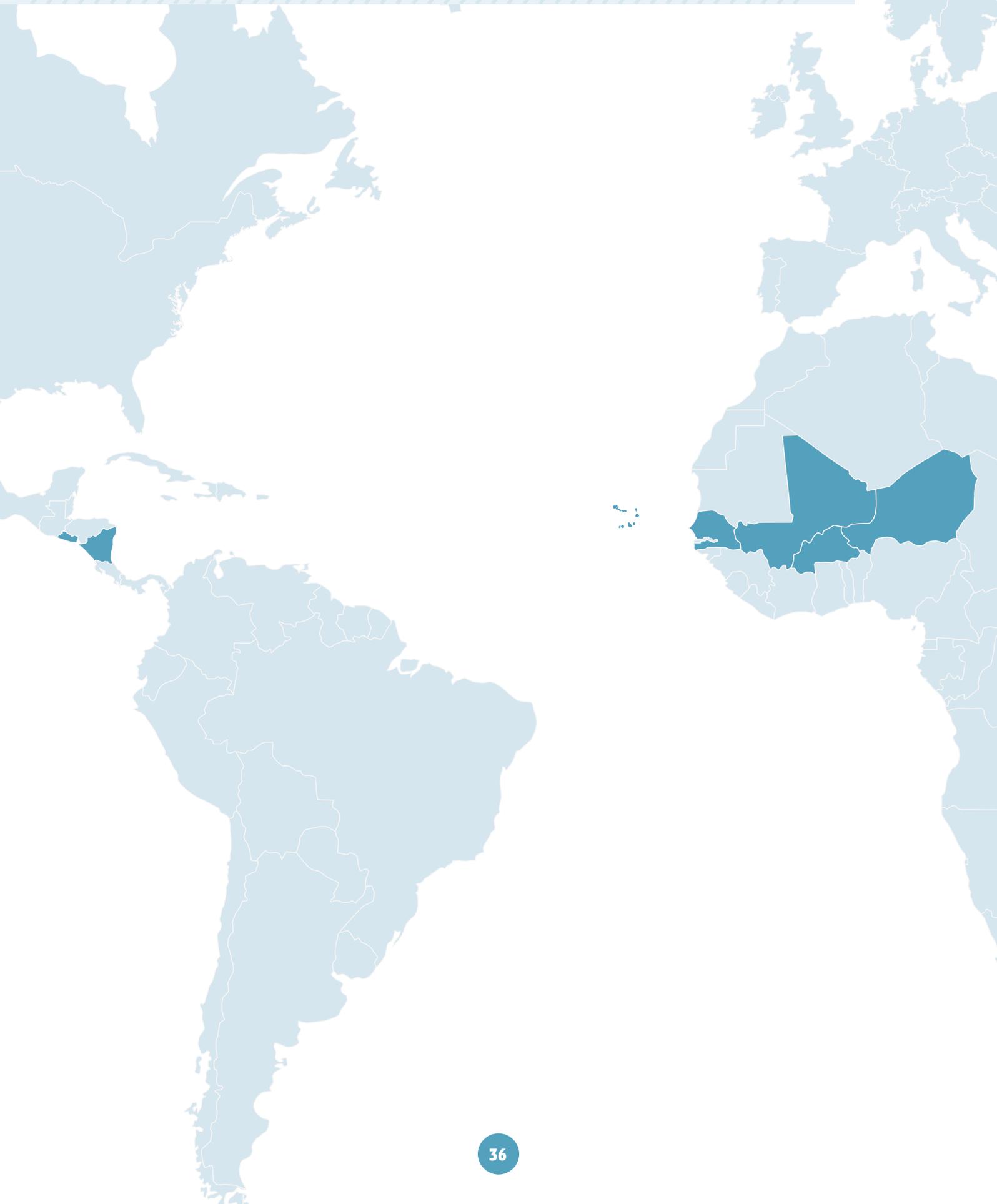




LES PROGRAMMES

AU 31 DÉCEMBRE 2019

ZONES D'INTERVENTION



SOMMAIRE

BURKINA FASO	41
Témoignage de Boureima Amadou	50
CABO VERDE	57
Témoignage de Vanuza de Pina	64
MALI	75
Témoignage d'Oumar Younoussa	86
NIGER	91
Témoignages de Hadjia Balki et Adam Djida	100
SÉNÉGAL	109
Témoignage d'Augustine Rina Diandy	116
Témoignage de Jérôme Diandy	118
KOSOVO	121
Témoignage de Bashkim Hyseni	128
Témoignage de Vanesa Rexhepi	130
EL SALVADOR	133
Témoignage d'Irma Yolanda Núñez	136
NICARAGUA	139
LAOS	143
Témoignage d'Athor	148
MYANMAR	157
Témoignage d'U Ja Phu	162
VIETNAM	165
Témoignage de Truong Hoang Cong Danh	174
MONGOLIE	183
AUTRES PROJETS	186
RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE	193

A woman with braided hair, seen from the back, is working on a network switch in a server rack. She is wearing a white polo shirt with the word "VOLTAICO" printed in black on the back. The server rack contains various components, including a network switch with multiple ports and a bundle of red cables. A blue and yellow bag is resting on a shelf above the rack. The background shows a wooden wall with some hardware.

VOLTAICO

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Secteurs



Développement local

Sous-secteurs du développement local



Agriculture et sécurité alimentaire



Décentralisation et gouvernance locale



Eau et assainissement



Gestion des ressources naturelles



Divers



Santé



Éducation -
formation et insertion
professionnelles



Énergies renouvelables

Thèmes transversaux



Environnement et
changement climatique



Genre



Gouvernance et
développement des capacités



BURKINA FASO



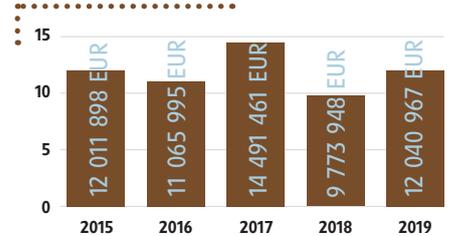

6 **36** COLLABORATEURS AU BURKINA FASO

PROJETS EN EXÉCUTION

10,39%
DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

12,04 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2019

Déboursements



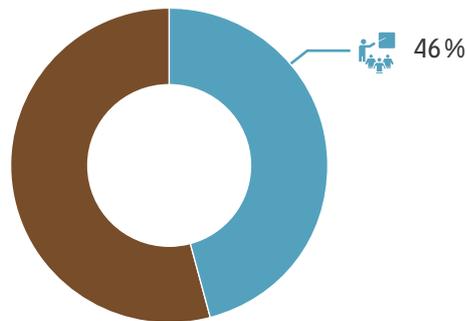
Distribution des déboursements par secteurs



54%
DÉVELOPPEMENT LOCAL

11% 

43% 





BKF/018

ENSEIGNEMENT ET FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

Ce programme, qui soutient l'opérationnalisation de la politique nationale du pays, a formé environ 35 867 personnes entre 2013 et 2019.

OBJECTIF GLOBAL

ÉLEVER LE NIVEAU DE CONNAISSANCES ET DE COMPÉTENCES DE LA POPULATION ACTIVE ET PLUS PARTICULIÈREMENT DES JEUNES, POUR FAVORISER LEUR INSERTION DANS LES EMPLOIS D'AUJOURD'HUI ET LES MÉTIERS PORTEURS DE DEMAIN AFIN DE STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer l'offre de formation professionnelle et l'employabilité des jeunes.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- financement des formations du capital humain en vue de développer des filières économiquement porteuses de croissance et d'emploi ;
- amélioration de l'adéquation formation / emploi par le renforcement des relations fonctionnelles entre les organisations professionnelles et les opérateurs de formation ;
- renforcement des outils et ressources humaines pour orienter et piloter le secteur de la formation professionnelle.



 Budget

10 000 000 EUR

Durée du projet

2012	2013	2014	2015
2016	2017	2018	2019

FAITS MARQUANTS*

35 867

personnes formées dont 47% de femmes dans les neuf filières prioritaires de la Politique nationale de l'enseignement et formation techniques et professionnelles (PN/EFTP) et dans toutes les 13 régions du pays avec un taux moyen d'insertion de 61%.



Instauration d'une dynamique institutionnelle nationale autour de l'EFTP.

100

Formation d'un vivier de 100 cadres des entreprises comme formateurs dans les écoles et centres de formation.

20

Élaboration, édition, reproduction et mise à la disposition des acteurs de 20 référentiels de formation et de certification (agriculture, élevage, bâtiment et travaux publics, artisanat).

96

Formation de 96 spécialistes en ingénierie de la formation professionnelle.



Élaboration de la charte de partenariat public/privé en matière de formation et d'insertion professionnelles.



Élaboration du plan d'action triennal 2018-2020 de la PN/EFTP qui a servi de base à la formulation du nouvel appui conjoint (2019-2023) des PTF à l'EFTP.



Élaboration de la carte de l'EFTP.

867

Formation de 867 formateurs à l'utilisation des référentiels.



Réalisation de l'inventaire des supports de formation professionnelle au Burkina Faso

* Liste non exhaustive

Le projet intervient via les leviers de développement technologique, institutionnel et organisationnel. Cette démarche lui permet :

- d'accéder de manière indépendante au réseau mondial internet et de désenclaver le pays ;
- d'accompagner la création et la pérennisation de l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC).

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE (SN@DEN) 2018-2027 À LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE EN AMÉLIORANT L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la disponibilité, l'efficacité et l'accessibilité de l'offre de services de communication électronique auprès de l'administration publique.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités de l'ANPTIC ;
- mise en place d'une infrastructure renforcée par satellites.



 Budget

22 300 000 EUR

Durée du projet

2017	2018	2019	2020
------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

78%

de taux de couverture de l'administration en services de communication électronique.

✓

Élaboration de deux manuels (gestion et technique) au profit de l'ANPTIC.

400

bâtiments administratifs connectés au réseau informatique.

✓

Consolidation du document de vision stratégique de l'ANPTIC et son adoption par le Conseil d'administration : évolution dans cinq ans vers une société d'État et dans 10 ans transformation en société de patrimoine.

✓

Renforcement des capacités organisationnelles de l'ANPTIC dans la gestion de ses ressources humaines, procédures administratives et opérationnelles.

600 Mo

Extension et renforcement de la bande passante (Internet et interconnexion) du Réseau informatique national de l'administration (600 Mo) avec l'apport par stations satellitaires et pylônes - fréquence hertzienne.

707

Câblage informatique en cours de 707 bâtiments administratifs pour l'interconnexion de 10 000 utilisateurs.

34

Installation des 34 pylônes du batch 1 (réception active en cours).

5

Installation de cinq stations reliées à la constellation de satellites "Other three Billion" conçue pour fournir un accès à internet aux trois milliards de personnes qui en sont aujourd'hui privées en raison de leur situation géographique.

31

Démarrage du déploiement des 31 pylônes du batch 2.

* Liste non exhaustive

Ce programme poursuit les appuis à la gestion durable des ressources forestières ligneuses et non ligneuses avec un alignement sur la programmation nationale et l'appui à la déconcentration dans trois régions (Est, Centre-ouest et Hauts-Bassins).

OBJECTIF GLOBAL

**CONTRIBUER À LA PROTECTION ET À LA VALORISATION DURABLE
DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET FAUNIQUES EN ASSURANT UN
ENVIRONNEMENT SAIN AUX POPULATIONS DANS UNE DYNAMIQUE DE
GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- gérer durablement les ressources forestières et fauniques ;
- améliorer la gouvernance environnementale et du développement durable ;
- assurer la transition du Burkina Faso vers une économie verte inclusive ;
- améliorer l'efficacité et l'efficacité des interventions du ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique (MEEVCC).

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- optimisation des filières forestières ;
- amélioration de la protection des ressources forestières ;
- optimisation des reboisements et de la reforestation ;
- appui aux acteurs pour la prise en compte des thématiques environnement et de développement durable
- diversification des ressources alimentaires et des sources de revenus ;
- renforcement du cadre juridique pour la promotion de l'économie verte ;
- optimisation de la gestion des ressources ;
- renforcement du cadre opérationnel ;
- renforcement du dispositif de suivi évaluation et de pilotage.



 Budget

17 000 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

95 640 ha

de forêts sont en cours de consolidation et d'aménagement.

10

groupements de gestion forestière ont été créés.

180

motos ont été acquises pour les trois Directions régionales appuyées par le programme.

605

personnes ont été formées à l'utilisation des résultats de l'Inventaire forestier national 2 (IFN2) et 390 exemplaires du rapport IFN2 ont été distribués.

1 083

personnes ont bénéficié d'une formation pour la structuration de 498 organisations professionnelles de produits forestiers non ligneux.

645

personnes ont suivi une formation à l'élaboration/révision des Plans communaux de développement (dont 163 formateurs locaux).

88 ha

ont été reboisés et protégés et 57 460 plants ont été mis en terre.

596

acteurs ont été formés à la production de produits forestiers non ligneux de qualité.

732

personnes dont 110 femmes ont bénéficié d'une formation dans le cadre du plan de formation 2019-2021.



Un manuel de suivi-évaluation du ministère a été élaboré et validé par le ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique.



L'annuaire et le tableau de bord de l'environnement 2018 ont été élaborés et édités.



Une étude sur la fiscalité environnementale a été lancée.

430

personnes dont 259 femmes ont été formées à la prise en compte du genre dans le domaine forestier.

* Liste non exhaustive

Cet appui vise à réduire la vulnérabilité des acteurs de l'élevage aux chocs climatiques, et aux réductions et fragmentation des espaces de pâturage par la mise en œuvre d'activités de restauration des ressources naturelles.

OBJECTIF GLOBAL

RENFORCER LA CONTRIBUTION DE L'ÉLEVAGE À LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, ET À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS



OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer un environnement sécurisé et favorable à une production durable

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- identification, négociation et délimitation des espaces pastoraux à restaurer ;
- consolidation et mise en place en cohérence des chartes foncières avec les plans d'aménagement communaux ;
- négociation et sécurisation des aires de repos et couloirs de transhumance ;
- renforcement de la capacité des acteurs publics et privés à répondre à la demande croissante d'espaces pastoraux sécurisés ;
- restauration des terres dégradées dans les espaces à vocation pastorale négociés et délimités ;
- valorisation des sites récupérés par la vente de crédits carbone ;
- promotion d'actions de valorisation de l'espace à vocation pastorale restauré ;
- création de points d'eau pastoraux en lien avec la mobilité régionale des troupeaux.

 Budget

5 000 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

12 194 ha

Identification et négociation de 12 194 ha de terres dégradées.

2 570 ha

Labour et ensemencement de 2 570 ha de terres dégradées.

3

Mise en place de trois chartes foncières.

6 500 ha

Contractualisation de deux opérateurs pour le labour de 6 500 ha de terres dégradées.

33

Renforcement des capacités de 33 acteurs sur la thématique genre.

4

Identification de quatre nouveaux opérateurs pour les labours.

4 734

Séquestration de 4 734 CO₂ par les superficies récupérées dans la perspective de leur vente sur le marché carbone.

42

Identification de plus de 100 km de couloirs de passage, de 42 aires de repos/pâturage de 20 145 ha.

25

Sécurisation par la signature de 25 procès-verbaux de cession d'espaces pastoraux pour 6 694 ha.

3

Renforcement des capacités de trois ONG sur la gestion des projets crédit carbone.

22

Intégration de 22 nouveaux sites de 2 587 ha dans les projets crédit carbone.

✓

Réalisation d'une étude sur la capitalisation des chartes foncières.

* Liste non exhaustive



BOUREIMA AMADOU | AGROPASTEUR À GOROM GOROM

BKF/024 **RÉCUPÉRATION ET VALORISATION** **DES ESPACES PASTORAUX**

Je m'appelle Boureima Amadou, j'ai 49 ans, je suis marié, père de cinq enfants et comme profession je suis agropasteur.

Avant d'être agropasteur j'ai d'abord été animateur endogène et dans ce cadre je sensibilisais les populations sur les questions liées à l'environnement et notamment à sa dégradation du fait non seulement de l'action de l'homme mais aussi des changements climatiques.

Par la suite, j'ai été promu superviseur des activités de récupération des terres dégradées. C'est à cette période que j'ai fait la connaissance du projet Récupération et valorisation des espaces pastoraux appelé BKF/024, dans ma commune ici à Gorom Gorom dans la province de l'Oudalan qui fait partie de la région du Sahel au Burkina Faso.

À mes débuts d'agropasteur, j'exploitais environ 3 ha de terres et élevais un troupeau composé de bovins, de chèvres et de moutons. Au fil des années, la superficie que j'exploitais diminuait car une bonne partie était dégradée et ne pouvait donc pas être utilisée pour la production végétale. Malgré les efforts que je faisais par des travaux manuels de récupération, j'avais des difficultés pour nourrir non seulement ma famille, mais aussi et surtout mes animaux. Avec la baisse du fourrage disponible, le bétail ne pouvait plus couvrir ses besoins alimentaires. Le phénomène de dégradation des terres a atteint des proportions très élevées et la récupération a pris d'une telle ampleur qu'il était devenu impossible de la réaliser de manière manuelle. À titre d'exemple, une personne ne peut que réaliser deux demi-lunes par jour et à l'échelle d'une communauté villageoise, cela représente environ 5 ha de terres par an. Sur une superficie de plus de 100 000 ha de terres dégradées, imaginez un peu le temps qu'il nous aurait fallu pour récupérer toute cette superficie. Ainsi, l'ensemble des animaux du village se disputaient les maigres ressources encore disponibles ce qui, inévitablement a entraîné des conflits. Il fallait soit choisir d'aller en transhumance pour pouvoir nourrir le bétail, soit migrer ce qui signifie abandonner son terroir. Comme le projet BKF/024 offrait certaines opportunités qui permettent d'améliorer notre situation, j'ai choisi de rester sur place. Grâce à la récupération mécanique à l'aide de tracteurs tel qu'opérée par le projet, on a arrivait à réaliser 13 demi-lunes par minute soit plus de 10 ha par jour. On a donc gagné énormément en espace et en temps.



« Ce que j'ai bien apprécié, est que le projet a adapté sa façon de faire à nos réalités en choisissant pour la re-végétalisation des espèces adaptées à notre milieu »

Au regard de cette situation, je me suis engagé auprès du projet en apportant mon aide au niveau de l'identification des sites, et de la sécurisation. Une fois la phase de récupération mécanique achevée, on procédait à l'ensemencement avec des espèces fourragères herbacées et ligneuses. Le résultat de l'ensemencement a conduit à la re-végétalisation des sites. Ce que j'ai particulièrement apprécié, c'est que le projet a adapté sa façon de faire à nos réalités en choisissant pour la re-végétalisation des espèces adaptées à notre milieu. Les espèces choisies étaient celles qui sont utiles aux humains et aux animaux.

Aujourd'hui, nous et nos animaux profitons des premières retombées du projet. Dès les premières pluies, la végétation a commencé à pousser et contrairement à la situation d'avant où on n'avait pas de production végétale notable, maintenant, on a une production fourragère importante avec en moyenne une tonne de matière sèche par hectare. Avec les opérations d'ensemencement, il y a eu non seulement l'apparition de nouvelles espèces mais aussi un accroissement de la production fourragère qui a été multipliée par deux voire trois. De plus, cela a également mené à une amélioration de la valeur nutritive du fourrage. Tout cela contribue à un accroissement de la diversité biologique alors qu'avant, les pâturages étaient mono-spécifiques.

Cette réussite est due au système de semis direct qui consiste à mettre les graines directement dans le sol. Les graines poussent correctement avec un développement racinaire profond pouvant permettre de résister même au broutage. Le semis direct permet aussi de couvrir de grandes superficies, et il coûte moins cher par rapport à la plantation. Nous faisons participer les jeunes à l'opération d'ensemencement pour leur donner une éducation environnementale.

Enfin, la récupération des terres permet de séquestrer le carbone qui est vendu dans le cadre du Plan Vivo ; le crédit carbone génère ainsi des ressources pour les villages. Ces ressources sont utilisées pour la réalisation d'infrastructures socio-économiques et constituent une source de motivation supplémentaire pour l'entretien des sites récupérés.

Il nous faut défendre ces acquis pour ne pas retomber dans la situation de départ. Pour cela, il faut appliquer et respecter les chartes foncières qui précisent les règles d'exploitation et de gestion de ces espaces.

Si les règles sont respectées par tous, il y aura moins de conflits, les communautés vivront en parfaite symbiose et les mouvements de transhumance seront réduits. Au regard du potentiel disponible et des résultats déjà engrangés, nous souhaitons vivement que ces appuis soient poursuivis pour redonner vie à ces zones.

Cet appui est une contribution à la mise en œuvre des plans d'actions annuels du ministère de l'Éducation nationale sur base des politiques et orientations stratégiques du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation.

OBJECTIF GLOBAL

DISPOSER DE RESSOURCES HUMAINES COMPÉTENTES AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Accroître l'offre et améliorer la qualité de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation en adéquation avec les besoins de l'économie.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- accroissement de l'offre à tous les niveaux et réduction des disparités ;
- amélioration de la qualité des apprentissages et des acquisitions scolaires ;
- renforcement de la gouvernance du secteur de l'éducation et de la formation.



 Budget

13 200 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021
------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

49 500

Ouverture et fonctionnement courant de 49 500 salles de classe.

5 664

Formation initiale de 5 664 enseignants/éducateurs.

2 573 735

élèves bénéficiaires d'un kit.

365

mallettes pédagogiques distribuées au profit des écoles nouvellement ouvertes.

488

1 728 878 manuels classiques et bilingues distribués au primaire dans 488 circonscription d'éducation de base.

72,7 %

Atteinte au primaire d'un taux brut de scolarisation (TBS) de 88,8% et d'un taux net de scolarisation (TNS) de 72,7%.

1,1 %

Atteinte d'un indice de parité entre les sexes du taux d'achèvement au primaire de 1,1 (en faveur des filles).

55,11 %

Taux de réussite au certificat d'études primaires: 55,11% dont 52,38% pour les filles et 58,28% pour les garçons.

26,62 %

Taux de réussite au brevet d'études du premier cycle: 26,62% dont 22,61% pour les filles et 31,32% pour les garçons.

68 231

Implémentation et validation des curricula des 1^{re} et 2^e années du préscolaire, du primaire, de l'éducation non formelle et du post-primaire et renforcement des capacités de 68 231 encadreurs pédagogiques.

21,2

Approbation de la requête complémentaire de financement au Partenariat mondial pour l'éducation de 21,2 M USD en complément de l'allocation de 33,8 M USD reçue en 2017.

245 000

Fermeture de plus de 1 700 écoles dans certaines régions pour raison d'insécurité impactant plus de 245 000 élèves et 7 858 enseignants.



Élaboration et adoption de la stratégie de scolarisation des élèves des zones à forts défis sécuritaires.



Élaboration en cours d'une stratégie et d'un plan d'action sur l'éducation des adolescents et enfants en dehors de l'école.



Démarrage de la mise en place d'un système d'identification unique des élèves.

* Liste non exhaustive



BKF/026

APPUI À LA POLITIQUE SECTORIELLE D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS (APOSE)

Ce programme appuie l'opérationnalisation de la politique nationale du pays par la mise en œuvre de son plan d'action triennal.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER LA DISPONIBILITÉ ET L'EMPLOYABILITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer l'efficacité interne et externe de l'Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) - et de l'insertion - par des formations de qualité, en vue de disposer d'un capital humain compétitif et productif.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des dispositifs d'enseignement et de formation techniques et professionnels dans les secteurs économiques prioritaires retenus ainsi que les métiers émergents ;
- développement de l'ingénierie de formation par l'approche par compétences ;
- renforcement du dispositif national de certification des qualifications professionnelles ;
- renforcement des capacités des ressources humaines des dispositifs de formation ;
- mise en place d'un dispositif de pilotage basé sur une gestion partenariale impliquant tous les acteurs de l'EFTP ;
- accroissement des capacités de financement de l'EFTP ;
- appui à la décentralisation du sous-secteur de l'EFTP ;
- renforcement du sous-système de la formation professionnelle.



 Budget

13 000 000 EUR

Durée du projet

2019	2020	2021	2022	2023	2024
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Élaboration et validation du document technique et financier de l'appui.



Élaboration du manuel de procédures de l'appui.



Mise en place du dispositif d'assistance technique.

5

Élaboration et signature du protocole de financement commun entre le gouvernement burkinabè et les cinq Partenaires techniques et financiers de l'APOSE.



Mise en place d'un contrat cadre pour la mobilisation d'expertise court terme.

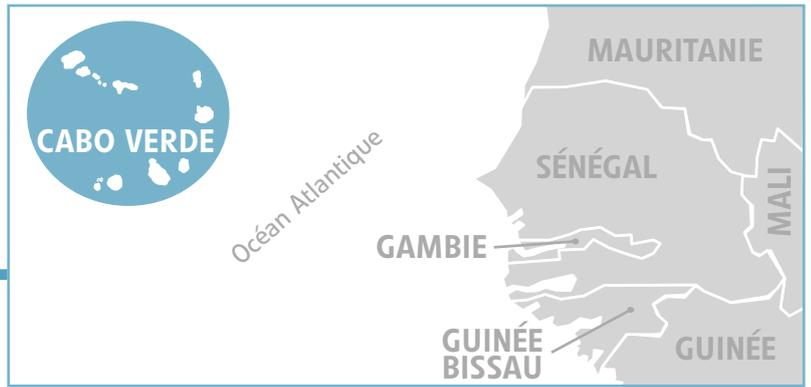


La mise en place d'une supervision financière est en cours.

* Liste non exhaustive



CABO VERDE

6

► 48 COLLABORATEURS AU CABO VERDE

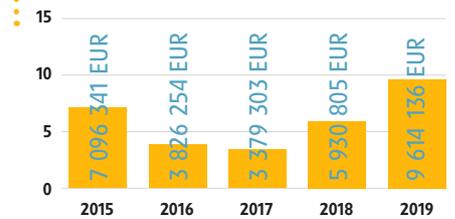
PROJETS EN EXÉCUTION

8,29%

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

9,61 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2019

Déboursements



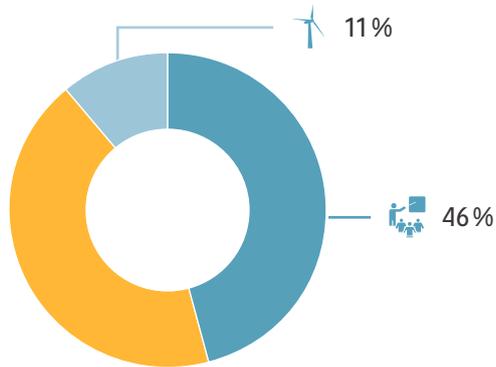
Distribution des déboursements par secteurs



43% DÉVELOPPEMENT LOCAL

24% 

19% 





Le programme emploi et employabilité contribue à l'évolution du secteur de l'enseignement technique et formation professionnelle par le biais du renforcement des processus d'employabilité, par le développement des compétences et des ressources humaines en renforçant les mécanismes d'articulation, de coordination et la gouvernance du secteur, en appuyant le renforcement des capacités, en faisant évoluer le dispositif vers une offre formative mieux axée sur la demande du secteur productif et en appuyant les efforts de décentralisation vers l'ensemble des îles de l'archipel.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'INSERTION PROFESSIONNELLE DE LA POPULATION DU CABO VERDE, EN PARTICULIER DES JEUNES ET DES FEMMES



OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer l'employabilité des bénéficiaires de la formation professionnelle, en particulier celle des jeunes et des femmes.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement de la gouvernance et des capacités des acteurs du secteur éducation – formation – emploi (EFE);
- amélioration de l'adéquation entre les offres de formation et les exigences du marché du travail;
- augmentation de la viabilité technique et financière des institutions publiques du secteur EFE, des organisations du secteur privé et de la société civile.



Formulation des plans d'activités (PA) des centres de formation et emploi (CEFP) São Vicente et Santa Catarina et assistance technique d'appui pour l'exécution des PA des CEFP Sal et Praia.



Exécution des projets socio-économiques en tourisme rural et communautaire sur les îles de Santo Antão et de São Nicolau et mise en place d'un plan de formation à São Nicolau pour renforcer les compétences professionnelles en lien avec le tourisme.



Programme de renforcement des capacités réalisé pour les entités du secteur privé en audit interne et analyse des risques, systèmes de planification stratégique et évaluation de projets, financement et accès au crédit.

Budget

10 000 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

- 4 } Conclusion du processus d'institutionnalisation et de formalisation des quatre réseaux locaux emploi et employabilité (RLEE) de São Nicolau, Brava, Maio et Boa Vista et mis en place de trois actions de formation : leadership et gestion d'équipes ; entrepreneuriat social ; égalité de genre.
- ✓ } Organisation de la 1^{re} rencontre nationale des unités de gestion des RLEE sur l'île de Maio pour échange d'expériences et de bonnes pratiques et élaboration des plans d'actions 2020.
- ✓ } Mise en opération du Système intégré d'information éducation-formation-emploi (SIIEFE) appuyée par la réalisation d'un atelier des dirigeants du secteur EFE pour la validation du plan d'action et de formation on job pour les administrateurs et utilisateurs du SIIEFE.
- ✓ } Démarrage et opérationnalisation de l'Observatoire pour l'emploi (OE) après approbation du manuel opérationnel et le renforcement des capacités de l'unité technique de l'OE.
- ✓ } Présentation des principales recommandations et options pour le modèle de financement pour la formation professionnelle au gouvernement qui a défini les orientations stratégiques pour la poursuite des travaux en 2020.
- ✓ } Réhabilitation des infrastructures, modernisation des salles de formation et achat d'équipements et consommables pour les écoles techniques afin d'améliorer les processus internes de gestion et les cursus de formation.
- ✓ } Réalisation de formations de formateurs pour améliorer la qualité des formations offertes par les écoles techniques et par l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle (IEFP).
- ✓ } Appui à l'IEFP et les CEFP pour l'appropriation et maîtrise des outils internes de gestion par le SENAI : manuel des procédures, plans stratégiques, plans opérationnels, suivi des indicateurs.
- ✓ } Appui pour l'installation du CEFP à Tarrafal (Santiago) et sur l'île de Boa Vista. Les travaux sont en cours pour le centre de Tarrafal et le CEFP de Boa Vista est prêt pour le démarrage des activités.

* Liste non exhaustive



L'accès à un assainissement adéquat ainsi que l'amélioration de l'approvisionnement en eau ont toujours fait partie des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde. Des résultats significatifs ont été obtenus en matière de :

- gestion des ressources hydriques ;
- d'appui à la création et au renforcement des services municipaux de l'eau ; et
- de promotion de l'assainissement autonome.

Plus récemment, la coopération a permis d'amorcer et conduire une véritable réforme du secteur.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR LES POPULATIONS DU CABO VERDE

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- améliorer la soutenabilité financière du secteur ainsi que la production de données de suivi sectoriel ;
- améliorer la performance commerciale et l'efficacité énergétique des entreprises de fourniture de services d'eau potable et d'assainissement sur quatre îles, à savoir Santiago, Fogo, Brava et Maio ;
- améliorer quantitativement et qualitativement les services fournis par les institutions responsables de l'assainissement.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités du secteur à mobiliser les investissements externes et les recettes internes ;
- renforcement des capacités de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, de l'Agence de régulation économique et des entités de gestion dans la collecte, le traitement et l'analyse des données ;
- amélioration de l'efficacité énergétique des systèmes d'approvisionnement en eau ;
- amélioration de la performance commerciale des opérateurs de service d'eau potable ;
- amélioration de la qualité de l'eau potable ;
- appui au secteur pour la mise en oeuvre de la régulation légale et contractuelle du secteur ;
- amélioration des capacités de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANAS) et des municipalités dans l'appui-conseil, la planification et le suivi-contrôle de l'assainissement ;
- amélioration des capacités des municipalités et des entreprises inter-municipales dans la gestion de services d'assainissement ; et
- promotion des méthodologies les plus prometteuses expérimentées avec succès, notamment dans le cadre des programmes PromoSan (réhabilitation des infrastructures d'eau et assainissement en milieu scolaire) et des écoles promotrices de la santé.



 Budget

13 621 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

38 %

Les opérateurs Aguas de Santiago, Aguas e Energia do Maio et Agua Brava ont amélioré la qualité de leurs services (eau et assainissement) notamment en réduisant leurs pertes. Agua Brava a aussi réduit ses coûts d'énergie de 38 %.



La réutilisation des eaux résiduelles à Mindelo (São Vicente) pour l'arrosage des cultures sera bientôt une réalité. Le fonctionnement de la station d'épuration de Ribera da Vinha est en cours d'amélioration avec l'appui du programme.



Le PASEA continue à appuyer l'ANAS et les opérateurs dans le contrôle de la qualité de l'eau. Des actions plus incisives sont nécessaires de la part du régulateur afin d'exiger le complément du règlement sur la qualité de l'eau de la part des opérateurs.

8 000

Grâce à la réhabilitation de près de 33 écoles sur les îles de Maio et de Santiago, et avec des travaux en cours d'achèvement dans 37 écoles des îles de São Nicolau, Santo Antão et São Vicente, environ 8 800 enfants du primaire (38 %) bénéficient d'installations sanitaires et ont accès à l'eau. Le reste des écoles des îles de Sal, Boavista, Santiago, Fogo et Brava seront réhabilitées en 2020.

4

Grâce à l'appui technique du Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement, CVE/082 (PASEA), le secteur dispose des quatre rapports des services d'eau et d'assainissement (2015-2018). Le gouvernement utilise les indicateurs de ces rapports pour ses décisions politiques et pour interagir avec les organisations internationales ainsi que les bailleurs de fonds. Les régulateurs et entités de gestion les utilisent pour leurs tâches et gestion interne.



Le renforcement de capacités et de la réalisation d'études pour améliorer la performance de stations d'épuration et garantir la réutilisation en sécurité des eaux résiduelles améliore la gestion de l'assainissement du pays.

61 %

Appui à l'entreprise Aguas e Energia de Maio afin d'analyser l'efficacité de leur unité de dessalement à Porto Inglês. Un projet a été élaboré pour identifier les investissements nécessaires en vue d'améliorer la performance de cette unité du point de vue opérationnel et énergétique. Un parc photovoltaïque qui alimente l'usine de dessalement a été installé. L'installation devrait engendrer une diminution de 61 % du coût de l'énergie dans la production d'eau dessalée d'ici mi-juin 2021.

* Liste non exhaustive



PARADISE HOSTEL
ROOMS & DINING

avalar as
os sempre...





VANUZA DE PINA | DIRECTRICE DE L'ÉCOLE PENSAMENTO DEPUIS QUATRE ANS À PRAIA

CVE/082 **EAU ET ASSAINISSEMENT**

« Avant l'intervention de LuxDev, l'infrastructure de l'école était détériorée et les salles de bain et la cuisine de l'école étaient en mauvais état. Nous avons eu des problèmes d'eau et d'assainissement qui ont affecté tout le fonctionnement de l'école. Nous disposions d'une salle de bain pour les garçons et d'une salle de bain pour les filles, mais il n'y avait qu'une seule toilette en fonctionnement pour un total de 400 étudiants. En conséquence les élèves faisaient leurs nécessités à l'air libre autour de l'école ce qui engendrait des sérieux problèmes d'hygiène. Parfois nous n'avions pas d'eau à cause des problèmes du réseau de distribution et à cause de la faible capacité de l'ancien réservoir. Nous avons même eu des cas de dengue ici à cause du manque de services sanitaires et des conditions d'hygiène. De nombreuses maladies sont dues au fait de ne pas se laver les mains.

Mais avec les travaux, tout a changé. Grâce à ce projet de coopération du gouvernement luxembourgeois, nous avons pu apporter un changement dans l'école. Les élèves n'avaient pas le réflexe de se laver les mains et à l'époque nous n'avions pas les conditions de leur montrer parce que nous n'avions pas d'installations sanitaires adéquates. La Coopération luxembourgeoise a organisé une formation de sensibilisation au lavage des mains dans l'école et la « Fundação Cabo-verdiana de Acção Social Escolar » (FICASE) a apporté une amélioration dans l'alimentation des élèves. Nous avons travaillé avec les étudiants sur la bonne utilisation des salles de bain. Le nouveau système permet de réutiliser l'eau du lavabo, car elle va directement aux chasses d'eau des toilettes.

Nous apprenons aux élèves à toujours se laver les mains afin qu'ils fassent la même chose à la maison. La plupart des enfants d'ici n'ont pas de toilettes chez eux. Il y a de nombreux types de risques dans cette partie de la ville. Les parents sont dans le besoin et ont de graves problèmes économiques. Bien que notre école soit petite, je crois que nous devons travailler vers une éducation de qualité pour créer une citoyenneté active. Ainsi, à l'école, les élèves auront un avenir. S'ils n'ont pas eu les conditions ici, ils ne l'auront nulle part ailleurs. »

L'école « Pensamento » fait partie des 100 écoles bénéficiaires du Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement (PASEA). L'objectif consiste à mettre à disposition des infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement appropriés. Disposant d'une seule toilette en fonctionnement auparavant, les travaux dans le cadre de l'intervention de LuxDev ont permis de remodeler les salles de bain de l'école qui dispose maintenant de neuf toilettes pour les élèves et d'une toilette pour les professeurs, accompagnés par des larges lavabos.

« Nous devons travailler vers une éducation de qualité pour créer une citoyenneté active. Ainsi, à l'école, les élèves auront un avenir. S'ils n'ont pas eu les conditions ici, ils ne l'auront nulle part ailleurs » »

La cuisine en mauvais état a été refaite et assure de meilleures conditions de travail pour les cuisinières et une préparation adéquate des repas quotidiens pour les élèves. Le réservoir d'eau endommagé a été remplacé par un réservoir d'une capacité de 2 000 litres dans le bâtiment principal et d'un réservoir de 1 000 litres pour le bâtiment d'annexe.

L'intervention dans toutes les écoles bénéficiaires inclut la construction d'installations sanitaires pour élèves et enseignants, la rénovation de cuisines existantes ou la construction de nouvelles cuisines, l'installation de réservoirs d'eau de grande capacité et la toiture pour les sanitaires et la cuisine. En outre, le système hydrique installé permet la récupération des eaux de pluie et l'assainissement en forme de fosse septique ou de raccordement au réseau et d'évacuation. Certaines

écoles n'ont pas d'accès au système public de distribution d'eau et seront connectées au réseau.

La réhabilitation des 100 écoles sur les neuf îles signifie que le projet atteint 38% des élèves de l'enseignement primaire au Cabo Verde.





C'est la première fois que les énergies renouvelables font partie des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde. Si auparavant la préoccupation première était l'approvisionnement en énergie, aujourd'hui ce sont les questions liées à la durabilité du secteur électrique, à l'accès à l'énergie dans des localités plus reculées ainsi que celles liées à la réduction des tarifs de l'électricité qui préoccupent le pays.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'ACCÈS DE LA POPULATION À UNE ÉNERGIE PROPRE, FIABLE, DURABLE, MODERNE ET À UN PRIX ABORDABLE TOUT EN ASSURANT UNE AUGMENTATION CONSÉQUENTE DE L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la gouvernance, la régulation et les conditions d'affaires du secteur des énergies renouvelables au Cabo Verde.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement de la gouvernance du secteur des énergies renouvelables ;
- amélioration de la capacité de mobilisation de fonds pour le secteur des énergies renouvelables.



 Budget

5 500 000 EUR

Durée du projet

2017	2018	2019	2020
------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

7

Présentation publique de la politique de mobilité électrique (ME) du Cabo Verde et des sept premiers véhicules 100% électriques (mars 2019), installation des premières stations de recharge et publication du plan d'action de la politique de ME.



Formation des techniciens nationaux, publics et privés dans l'évaluation des ressources et la modélisation des parcs éoliens pour la production d'électricité (WAsP).



Présentation de la feuille de route pour le développement des réseaux intelligents au Cabo Verde.

40

Formation des premiers 40 techniciens inspecteurs des systèmes de micro production à travers des énergies renouvelables et fourniture d'un premier kit de travail.



Début de l'assistance technique afin d'accompagner le développement du marché des obligations vertes au Cabo Verde.



Installation de stations météorologiques automatisées pour l'évaluation des ressources énergétiques renouvelables dans l'île de Santiago.



Appui au Cabo Verde pour la participation des autorités nationales compétentes à la COP 25 réalisée en décembre 2019 à Madrid.



Début de développement du système d'information énergétique du Cabo Verde.



Préparation du cahier des charges, lancement des appels d'offres et accompagnement pour la négociation des contrats pour les nouveaux producteurs indépendants d'énergie.

* Liste non exhaustive



CVE/085

APPUI AU PARTENARIAT ENTRE LE CERMI ET LE CDC-GTB

Le projet « Appui au partenariat entre le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI) et le Centre de compétences-génie technique du bâtiment de Luxembourg (CdC-GTB) » CVE/085, s'inscrit dans l'axe « emploi et employabilité du Programme indicatif de coopération (PIC) 2016-2020 signé entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde.

OBJECTIF GLOBAL

APPUYER LA MISE EN ŒUVRE D'UN PARTENARIAT ENTRE UNE ENTREPRISE PUBLIQUE ENTREPRENEURIALE CAPVERDIENNE, LE CERMI ET UN GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE LUXEMBOURGEOIS, LE CDC-GTB

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer une société anonyme de droit capverdien, le centre de compétences capverdien « CdC-3C », en plusieurs phases. Le CdC-3C est appelé à devenir un centre d'excellence qui accueillera et mettra en œuvre le modèle pédagogique du Centre de compétences-génie technique du bâtiment de Luxembourg au Cabo Verde. En parallèle des activités de formation, des pôles de conseil sont prévus pour compléter le dispositif envisagé, dont le premier concerne des activités en ingénierie pédagogique et le deuxième en ingénierie et conseils en efficacité énergétique / énergies renouvelables. Les pôles dans les domaines de la certification, de la métrologie et de la recherche / développement / innovation complètent ce dispositif.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer un nouveau modèle pérenne de centre de compétences au Cabo Verde, en créant un dispositif entièrement adapté aux besoins capverdiens et aux besoins des sous-régions africaines et qui est basé sur un nouveau format de partenariat public-privé pouvant servir de projet-pilote pour d'autres initiatives et secteurs ;
- formation professionnelle innovante : des pôles de conseil sont prévus pour compléter le dispositif envisagé, dont le premier concerne des activités en ingénierie pédagogique et le deuxième en ingénierie et conseils en efficacité énergétique / énergies renouvelables ;
- investir dans les domaines de la certification, de la métrologie ainsi que de la recherche du développement et de l'innovation ;
- évolution du Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle actuel vers un concept de campus pluriel prévoyant de réunir un maximum d'acteurs des écosystèmes nationaux (Université Piaget, Université du Cabo Verde, École d'hôtellerie et tourisme du Cabo Verde, parc solaire) et régionaux (Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) de transition énergétique (avec des sous-systèmes en énergies renouvelables, en efficacité énergétique et en maintenance industrielle) dans une logique de partenariats synergétiques et de mutualisation des installations ;
- renforcer les capacités et compétences des collaborateurs du « 3C SA » et du CERMI, à travers notamment le déploiement du plan de formation prévue, mais aussi des séances de coaching et d'assistance *on the job*.

 Budget

3 800 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021



FAITS MARQUANTS*



Création officielle de la «S.A. 3C», en charge du Centre de compétence du Cabo Verde, le 21 janvier 2019.



Mise en place des services d'ingénierie de formation, incluant notamment l'implémentation d'un système de vente, le transfert de la chaîne digitale du CdC-GTB, et de gestion des formations.



Consolidation d'une culture d'entreprise privée, orientée résultats et *customer-centred*.



Premier contrat de services signé par le 3C avec LuxDev dans le cadre du projet CVE/881 pour la formation des formateurs de la CEDEAO dans les domaines de l'efficacité énergétique et du solaire thermique.



Les critères de certification du CERMI sont en cours d'alignement avec ceux du Cadre européen de certification, du Système national de qualification du Cabo Verde et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

* Liste non exhaustive

Le RGPH-2020 est la plus grande opération statistique à mener par l'Institut national des statistiques (INE) du Cabo Verde et couvre l'ensemble du territoire national. L'intervention confiée à LuxDev vise à appuyer l'INE pour mener à bien les différentes étapes du V^e recensement général de la population et du logement d'ici juin 2021.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ET DU LOGEMENT ET AINSI CONTRIBUER À LA CONSOLIDATION DES INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT PUBLIC ET PRIVÉ DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DU PAYS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Réaliser le Recensement général de la population et du logement 2020.

**AXES DE MISE EN ŒUVRE**

- phase principale (en 2020) :
 - réalisation du recensement (collecte de données sur le terrain),
 - réalisation de l'enquête post-censitaire (IPC);
- phase de traitement, d'analyse et de diffusion des résultats (2020 et 2021) :
 - traitement et analyse des données, diffusion des résultats.



 Budget

3 200 000 EUR

Durée du projet

2019

2020

2021

FAITS MARQUANTS*

1 500

Lancement du dossier d'acquisition de 1 500 tablettes, ce qui permettra de produire une information de meilleure qualité, d'assurer un meilleur contrôle de la qualité et de réduire considérablement le temps de diffusion des résultats. En outre, les tablettes faciliteront la localisation des unités à identifier, car elles sont équipées d'un récepteur de signaux GPS, qui permet également la géolocalisation de chaque unité de bâtiment.

2

Lancement du dossier d'acquisition de deux véhicules de type pick-up 4x4 afin de faciliter le déplacement des techniciens de l'INE, principalement pour contrôler et superviser le travail des agents sur le terrain sur l'île de Santiago.



Renouvellement de licences de logiciels nécessaires à la réalisation du RGPH-2020.

2

Préparation du travail sur le terrain par l'INE, correspondant à la préparation de tous les documents techniques et à la définition de la logistique du travail pendant la phase de collecte des données du RGPH-2020 et de l'enquête post-censitaire.



Décembre 2019 : signature de la convention de délégation et de mise en œuvre (CDFMO) qui permet la délégation des fonds et la mise en œuvre du RGPH-2020 à l'INE par LuxDev. Cette délégation couvre l'exécution des activités de recensement, d'enquête post-recensement, de traitement, d'analyse et de diffusion des données.

* Liste non exhaustive



Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme plus vaste, le programme d'actions en faveur de l'Afrique de l'Ouest, financé par le 11^e Fonds européen de développement, intitulé « Amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest (AGoSE-AO) ». Il contribue au renforcement des capacités des acteurs régionaux afin qu'ils soient mieux préparés à assumer les responsabilités qui leur sont confiées.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LA RÉGION EN RENFORÇANT L'INTÉGRATION RÉGIONALE DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE, EN APPORTANT UNE CONTRIBUTION AU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030 SEFORALL (ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS), AFIN D'ATTEINDRE LES TROIS OBJECTIFS SUIVANTS :

- ASSURER UN ACCÈS UNIVERSEL AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES MODERNES ;
- DOUBLER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE AFIN DE DIMINUER LA CONSOMMATION TOTALE D'ÉNERGIE ;
- DOUBLER LA PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE MONDIAL.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités des acteurs du secteur de l'énergie afin qu'ils puissent remplir leurs missions.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- mettre en place et exécuter des plans de formations de formateurs, provenant des 16 pays d'Afrique occidentale, dans les différents domaines liés au développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;
- accompagner la transformation du Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle en un centre de compétences régional.



© CERMI 2016 - Palmarejo Grande, Praia

Budget
2 000 000 EUR

Fonds européen de
Développement
(PIR pour la CEDEAO)



Durée du projet

2017 2018 2019 2020

FAITS MARQUANTS*

100

Plus de 100 formateurs issus de l'ensemble des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de Mauritanie ont été formés en technologie solaire photovoltaïque, en efficacité énergétique et en solaire thermique.



Le projet donne une attention spéciale à la promotion de l'équilibre homme/femme dans la réalisation des formations, en encourageant fortement les candidatures féminines et en incluant cet aspect dans la communication et la divulgation de l'offre formative, tout en tenant compte de la situation qui caractérise le secteur énergétique à l'échelle régionale et globale.

6

sessions de formations ouvertes à l'ensemble des pays de la CEDEAO ont été dispensées en français ou en anglais.



Préparation des termes de référence pour le Complément de l'étude organisationnelle et juridique du CERMI, qui devrait définir le cadre juridique du CERMI permettant une bonne articulation de ses différentes fonctions, notamment vocation nationale, régionale et internationale, formation des formateurs, formation initiale et formation continue.

Début de la mission de l'étude : janvier - février 2020.

5

missions de prospection dans les pays de la CEDEAO (depuis avril 2019, le Bénin et le Togo, suivies de la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Ghana et enfin, la Mauritanie en décembre) ont été réalisées afin de promouvoir les services du CERMI pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle, les activités du projet et approfondir les réseaux entre le Centre et ses institutions homologues.

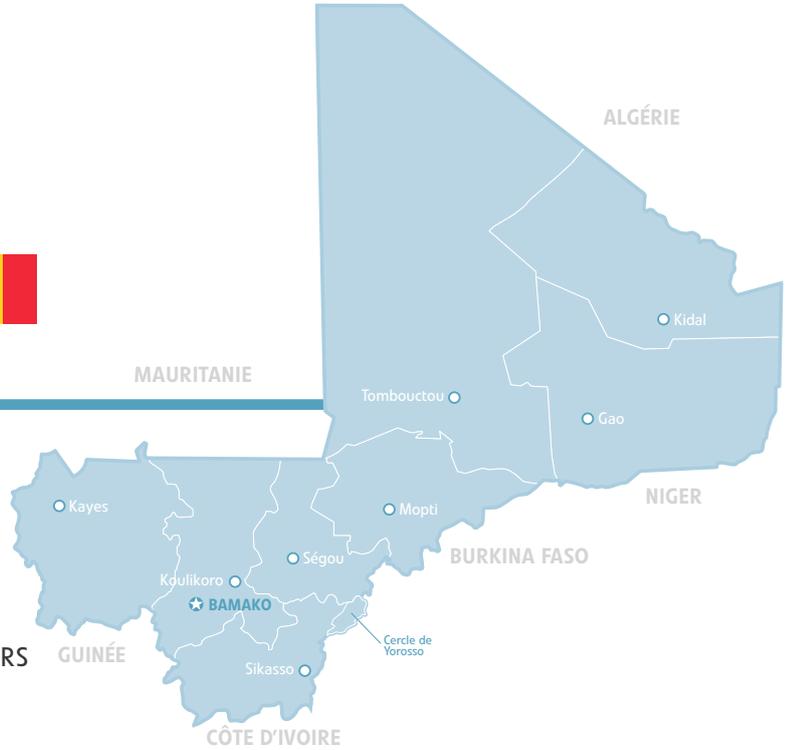
1

Le nouveau site web du CERMI : cermicv.com, opérationnel dans les trois langues de la CEDEAO, est un outil efficace de promotion de l'offre formative du CERMI aux niveaux national et régional.

* Liste non exhaustive



MALI

6 → **106** COLLABORATEURS
AU MALI

PROJETS EN
EXÉCUTION

12,41 %
DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

14,38 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2019

Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs

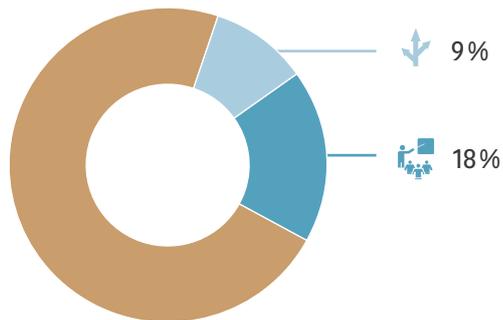


73 %
DÉVELOPPEMENT LOCAL

21% 

30% 

22% 





MLI/021

DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le programme continue son appui auprès de 170 organisations de producteurs et 60 moyennes et petites entreprises, et intervient sur les filières du riz, du fonio et du sésame. Il s'efforce d'accompagner et de renforcer les acteurs locaux et les services de l'État en harmonie avec les politiques et stratégies sectorielles menées au niveau national et régional, tout comme au niveau des cercles* et communes. C'est un programme de structuration des chaînes de valeur agricoles en privilégiant les acteurs dès la production d'entrants jusqu'aux consommateurs finaux des produits transformés. Le programme s'articule autour d'une démarche de promotion du marché en valorisant davantage les débouchés commerciaux pour les trois filières dans une dimension de partenariat public-privé.

*Cercles = Divisions administratives regroupant plusieurs communes

OBJECTIF GLOBAL

DIVERSIFIER ET RENFORCER DURABLEMENT LES SOURCES DE REVENUS AGRICOLES ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Développer et intensifier la productivité, la durabilité et la rentabilité de trois filières agricoles (riz, fonio, sésame).

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer les filières du sésame et du fonio à travers 77 organisations de producteurs dont 36 pour le fonio et 41 pour le sésame et 33 micro et petites entreprises ;
- améliorer la sécurité alimentaire et ce, notamment grâce au développement de la filière rizicole ;
- contribuer à l'atteinte des résultats environnementaux et climatiques des politiques et stratégies agricoles ;
- favoriser l'investissement et l'environnement économique en vue d'un développement optimal des filières.



 Budget

25 219 432 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

12

boutiques d'intrants ont été construites et équipées et sont gérées par les Groupement d'intérêt économique (GIE) accompagnés par le programme.

118

producteurs semenciers, réunis en GIE, ont été soutenus par le programme et ils ont produit 164 tonnes de semences en 2019.

1

laboratoire régional d'analyse et de certification de semences (LABOSEM) a été construit et équipé à Ségou ; un modèle économique a été produit et le LABOSEM est opérationnel.

1 171 ha

reboisés en plantations d'essences forestières (fruitière ou non) dans les champs de fonio, sésame et riz des OP partenaires afin de contribuer à améliorer la fertilité des terres en exploitation et de réduire les risques d'érosion hydrique et éolienne.

3

conventions de partenariats avec des entreprises leaders nationales dans la transformation du fonio ont été signées pour un montant total de 351 969 EUR dont le 25 % (134 479 EUR) constitue leur apport financier

351 053

euros de crédit de commercialisation décaissé pour la campagne 2019/2020 dans le cadre du partenariat avec l'ONG Luxembourgeoise SOS Faim au bénéfice de 72 organisations paysannes et micro entreprises dans les trois filières.

132

contrats de commercialisation ont été signés avec l'appui du programme.

* Liste non exhaustive



Bien qu'ayant connu des progrès importants en matière d'évolution de son taux brut de scolarisation, le système éducatif malien est aujourd'hui confronté à des défis majeurs : le maintien des effectifs et le développement des infrastructures pour augmenter l'accès et la qualité des enseignements. La mauvaise qualité et la faible efficacité des formations existantes soulignent le manque d'adéquation des compétences aux besoins du secteur productif et rendent complexe le défi de l'insertion professionnelle.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR LA CRÉATION D'EMPLOIS EN PRIORITÉ POUR LES FEMMES ET LES JEUNES AINSI QUE POUR LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Accroître les compétences professionnelles adaptées au marché de l'emploi des femmes et des hommes du monde rural.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la structure du secteur de la formation professionnelle pour répondre aux besoins de formation initiale du monde rural ;
- satisfaction des besoins en formation continue du monde rural ;
- renforcement des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes en milieu rural.



 Budget

12 022 280 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

3 000

jeunes en formation par apprentissage dans des filières agrosylvopastorales et artisanales encadrés par 750 maîtres d'apprentissage.

69,5

des jeunes formés insérés dans la vie active 12 mois après leur sortie de formation.

223

formateurs et 181 maîtres d'apprentissage formés en Approche par compétences.

5

nouveaux programmes de formation aux métiers du secteur agricole élaborés et en cours d'implantation dans les centres de formation professionnelle.

1 362

jeunes entrepreneurs accompagnés dans le développement de leur entreprise.

1 907

membres d'organisations paysannes et de petites entreprises bénéficiaires d'actions de formation continue dont 92% de femmes.

95 %

des crédits octroyés aux jeunes entrepreneurs remboursés.

* Liste non exhaustive



Depuis plus de 20 ans, l'État malien s'est engagé dans un vaste processus de décentralisation et de déconcentration. Cependant, en dépit d'acquis significatifs, sa mise en œuvre opérationnelle se heurte encore à de nombreux défis, notamment pour offrir aux populations des services de qualité contribuant à améliorer les conditions de vie.

OBJECTIF GLOBAL

RÉUNIR LES CONDITIONS OPTIMALES DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE TERRITORIAL DANS LE RESPECT DES PRINCIPES DE BONNE GOUVERNANCE TOUT EN S'ALIGNANT AVEC LES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Faire gagner en performance le secteur public et assumer sa redevabilité envers la population rurale.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- promotion des conditions favorables au développement socio-économique et de leur gestion durable ;
- appui institutionnel et organisationnel pour l'élaboration, le pilotage et le suivi des stratégies et politiques de décentralisation et de déconcentration ;
- accompagnement de l'État dans la programmation et la budgétisation de ses appuis à la régionalisation, exercés par les services déconcentrés ;
- optimisation des mécanismes de financement des collectivités territoriales au travers de solutions innovantes.



 Budget

12432531 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

28

nouveaux Plans de développement économique social et culturel (PDESC) portant le nombre total à 48 plans.

252

ménages vulnérables, jeunes et femmes ont été dotés en terre et en matériels de production.

5

PAC (parcours d'acquisition de compétences) déroulés pour 605 inscrits.

5

nouveaux aménagement hydro-agricoles.

50

collectivités et 24 bureaux de sous-préfets dotés en énergie solaire et en équipements informatiques.

30

CT accompagnées dans la mobilisation des ressources portant leur nombre total à 75.

2

guides nationaux (Guide d'élaboration des PDESC et Guide national de contrôle de légalité) ont bénéficié de l'accompagnement du Programme pour leur élaboration.

* Liste non exhaustive

Pour ce projet, LuxDev est mandatée par la direction du Développement et de la Coopération suisse pour appuyer le conseil régional de Sikasso en tant que maître d'ouvrage dans le développement de deux filières locales, à savoir le lait et la pomme de terre.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION DES ENTREPRISES ET DES EXPLOITATIONS FAMILIALES AGRO-PASTORALES DE SIKASSO

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- améliorer l'environnement du tissu entrepreneurial agricole ; et
- accroître durablement la productivité ainsi que la rentabilité dans les filières prioritaires.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- structuration et autonomie des filières du lait local et de la pomme de terre ;
- implication d'un secteur privé moderne ;
- renforcement des collectivités territoriales sur l'adéquation avec les stratégies filières ;
- implication des services techniques étatiques et des prestataires indépendants ;
- établissement et opérationnalisation des mécanismes d'investissements structurants et productifs ;
- renforcement de la maîtrise des marchés des produits régionaux.



 Budget } Coopération suisse
6 463 106 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Intensification de la production laitière, grâce à l'amélioration génétique des races locales de la filière lait (insémination et suivi des naissances de 147 vaches), la distribution de génisses de race maure et la réhabilitation d'une unité de production d'aliment bétail.



Renforcement de capacités d'une usine moderne de transformation du lait 100% local (photo) en lait frais, yaourts, beurre, dotée d'une machine de fabrication de bouteilles recyclables en polyéthylène haute densité.



Production de 100 tonnes de semence maliennes de pomme de terre (campagne 2019/2020), grâce à une collaboration avec la Recherche et à la formation de producteurs semenciers appuyés par l'interprofession de la pomme de terre.



Renforcement de capacités du Conseil régional de Sikasso sur la stratégie filière régionale des organisations faitières de producteurs, en particulier par des investissements : 12 aménagements de retenue d'eau dans les bas-fonds pomme de terre, sept hangars de stockage, appui à 55 porteurs de projets productifs.



80 organisations de producteurs, transformateurs et collecteurs de lait ainsi que 295 organisations de producteurs, transformateurs et commerçants de pomme de terre sont identifiées, diagnostiquées, appuyées, accompagnées.



Appui à la création et renforcements de capacités de la fédération régionale des unions de sociétés coopératives de producteurs de lait FERLAIT et de la fédération régionale des sociétés coopératives de producteurs de pomme de terre de Sikasso (FERPT).

* Liste non exhaustive

Le projet MLI/803 a couvert 30 communes des régions de Gao, Tombouctou, Taoudéni et Ménaka afin de poursuivre la stabilisation de zones post-conflit en accompagnant la relance de l'économie locale et l'amélioration des services rendus par les collectivités. Après 38 mois d'implémentation, il a pris fin le 30 novembre 2019, mais ses actions seront consolidées et élargies à d'autres communes et secteur d'intervention (notamment la formation et insertion professionnelle des jeunes de la région de Tombouctou et la gestion et prévention des conflits) dans le cadre d'un nouveau projet MLI/804 - Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Gao et Tombouctou.

OBJECTIF GLOBAL

POURSUIVRE LA STABILISATION DE ZONES POST-CONFLIT CIBLÉES EN ACCOMPAGNANT LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE LOCALE ET L'AMÉLIORATION DES SERVICES RENDUS PAR LES COLLECTIVITÉS

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- relancer l'économie locale et améliorer le niveau de vie des ménages appuyés ;
- accompagner les collectivités afin qu'elles puissent remplir au mieux leurs missions envers les populations.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- appui aux associations /coopératives porteuses des projets économiques locaux contribuant à la relance du tissu socio-économique local ;
- réhabilitation et équipement des services sociaux de base (centres de santé, écoles, points d'eau...) des communes d'intervention ;
- renforcement des capacités des collectivités territoriales dans l'exercice de leurs missions en faveur des populations.



FAITS MARQUANTS*

98

associations et coopératives, constituées par 7 241 ménages, appuyées dans la mise en œuvre de projets économiques locaux.

2 318

personnes (1 317 hommes et 1 001 femmes) formées sur la gestion des organisations et des projets économiques et du point de vue technique.

1 108,76 ha

irrigués appuyés par le projet et environ 600 000 euros de bénéfices économiques nets engendrés par 73 projets (derniers bilans d'exploitation).

209

services sociaux de base (centres de santé, écoles, points d'eau...) réhabilités.

296

services sociaux de base équipés, dont 47 ont été dotés de systèmes d'électrification solaire.

11

vidéos produits sur des réalisations du projet et tenue d'un stand aux Journées européennes du développement (EDD19) qui se sont tenues à Bruxelles les 18 et 19 juin 2019.

1 762

(1 503 hommes et 259 femmes) élus et agents communaux formés en décentralisation, fonctionnement des collectivités territoriales et mécanismes de gouvernance et régulation locale et 1 466 représentants de la société civile impliqués dans les activités d'appui à la gouvernance locale.

* Liste non exhaustive

OUMAR YOUNOUSSA | PRÉSIDENT DE LA COOPÉRATIVE NANNEYE

MLI/803

RELANCE DE L'ÉCONOMIE LOCALE ET APPUI AUX COLLECTIVITÉS DANS LE NORD DU MALI - RELAC II



INTRODUCTION

C'est dans une situation de post-conflit dans les régions du Nord Mali, particulièrement fragile d'un point de vue social et économique, à cause de sa sensibilité aux aléas climatiques, que l'Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (LuxDev), sur financement de l'UE a mis en œuvre les projets de Relance de l'Economie Locale et Appui aux Collectivités. Les projets RELAC ont permis d'améliorer les prestations sociales offertes par les collectivités locales à travers différents appuis matériels, des réhabilitations d'infrastructures sociales et de création des opportunités économiques pour la population, particulièrement les jeunes et les femmes en appuyant des projets économiques.

Malgré l'appui des partenaires et la signature de l'accord de paix ainsi que les quelques progrès engendrés, la situation socio-politique du pays demeure fragile et le contexte sécuritaire du nord du Mali s'est dégradé. La défiance des populations vis-à-vis de l'autorité de l'Etat et de ceux qui le représentent est en train d'augmenter et on assiste à la recrudescence de la criminalité, aux attaques terroristes contre les forces armées maliennes et internationales, à la multiplication des conflits intercommunautaires et à l'augmentation du nombre de jeunes rejoignant les groupes radicaux.

Ainsi dans la continuité de l'appui des partenaires pour consolider et cimenter d'avantage ce tissu fragile, l'Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement et son partenaire, l'Union Européenne (UE), ont initié, à la suite des projets RELAC, le projet « Appui au Développement Economique Local et à la Prévention des conflits, ADEL » afin de contribuer à la stabilisation des régions de Tombouctou et Gao et à la résilience des communautés et des collectivités territoriales. Le projet ADEL va appuyer les projets économiques de plus de 100 associations et coopératives locales, afin de relancer et développer l'économie locale et contribuer ainsi à la stabilité et au bien-être des populations. Il va faciliter la création d'emplois de plus de 2 500 jeunes femmes et hommes dans région de Tombouctou à travers la formation professionnelle et renforcer les services sociaux de bases à travers la construction ou la réhabilitation et l'équipement d'infrastructure sociaux.

« Cela m'a aidé pour répondre aux besoins de ma famille, surtout la scolarisation de mes enfants et le paiement de médicaments »

Oumar Younoussa, âgé de 39 ans, marié et père de six enfants du village de Berrah dans la commune Soni Ali Ber, est le président de la société coopérative Nanneye. Après avoir abandonné l'école en classe de 9^e Année fondamentale, il s'est consacré aux activités agro-pastorales et à la maçonnerie. C'est ainsi qu'avec 17 autres jeunes et sept femmes, ils ont créé la société coopérative Nanneye (qui veut dire «faire confiance») le 5 avril 2009 dont il est le président afin de contribuer au développement de leur village et de leur commune.

Après avoir démarré les activités, ils ont eu à travers une assemblée villageoise d'information organisée par le CDP de Berrah et l'ONG AGIDE des informations sur le projet RELAC. Ils ont donc soumis leur idée de projet de création d'une mini laiterie à Berrah. Après avoir défendu cette idée de projet à une session du CDC à Forgho et à une session du CLOCASAD à Gao, le projet a été retenu pour financement et la société coopérative a signé une convention tripartite avec la mairie de la commune Soni Ali Ber et le projet RELAC. Ainsi, la société coopérative a bénéficié d'une formation sur les techniques de transformation et hygiène du lait, d'un appui en infrastructure et des équipements pour la collecte, la transformation et la conservation du lait. Avec cet appui, la société coopérative transforme et commercialise environs 35 litres de lait par jour comme le dit Oumar Younoussa en ces termes : « Sur la période du 31 décembre 2018 au 31 décembre, on a produit, 11 160 litres de lait pour un chiffre d'affaires de 6 696 000 F CFA, un bénéfice net de 1 372 000 F CFA. La coopérative emploie deux personnes qui travaillent en plein temps. Dans l'achat de lait cru, la coopérative a mis 4 464 000 F CFA et 18 éleveurs de la coopérative ont gagné chacun entre 300 000 à 350 000 F CFA dans la vente de lait. Moi-même, j'ai obtenu 370 000 F CFA dans la vente de lait cru et 54 000 F CFA dans le partage des bénéfices réalisés par la laiterie. Cela m'a aidé pour répondre aux besoins de ma famille, surtout la scolarisation de mes enfants et le paiement de médicaments ».

Oumar Younoussa et ses coopérateurs se disent très satisfaits des appuis du RELAC, mais ils sollicitent toujours un appui, d'après lui, « ils ont besoin de créer des relations avec les autres éleveurs de la commune, de matériel, d'un local plus grand, des appuis techniques afin d'augmenter leur chiffre en produisant plus pour satisfaire les besoins de l'ensemble de leur commune ».

Ce résultat obtenu à la tête de la société coopérative Nanneye, a permis à Oumar Younoussa d'avoir la confiance de la jeunesse de la commune Soni Ali Ber qui vient de l'élire secrétaire général du conseil communal de la jeunesse de la commune Soni Ali Ber.

CONCLUSIONS

Le projet RELAC a permis de lancer les activités de la laiterie mais pour assurer sa pérennité, il est nécessaire d'accroître sa production et d'améliorer la présentation du produit. Il y a lieu également de renforcer les dirigeants dans la gestion d'une unité économique. Le projet ADEL qui entend consolider les acquis du projet RELAC prendra en compte ces besoins. À cet effet, un diagnostic organisationnel a été réalisé avec la société coopérative Nanneye.

Le projet MLI/804 s'inscrit dans la continuité des projets de relance de l'économie locale et d'appui aux collectivités dans le nord du Mali (RELAC et RELAC II).

ADEL compte répondre aux attentes sociales à travers la relance des activités économiques, l'insertion professionnelle des jeunes, la réhabilitation des services sociaux de base et en légitimant les structures décentralisées et déconcentrées de l'État, à travers le soutien et la collaboration directe mais aussi l'établissement des relations constructives entre celles-ci et les populations.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA STABILISATION DES RÉGIONS DE GAO ET TOMBOUCTOU ET À LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Le développement local et la gouvernance des collectivités territoriales sont améliorés dans les 42 communes d'intervention des régions de Gao et Tombouctou.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- appui aux associations/coopératives porteuses des projets socio-économiques locaux ;
- appui à la formation et insertion professionnelle des jeunes de la région de Tombouctou ;
- construction/réhabilitation et équipement des services sociaux de base (centres de santé, écoles, points d'eau...) des communes d'intervention ;
- renforcement des capacités des collectivités territoriales dans l'exercice de leurs missions et dans la mise en place des dispositifs de prévention et de gestion des conflits.



 Budget MLI/804 } Union européenne
: 13 000 000 EUR

Durée du projet

2019	2020	2021	2022
------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Diagnostic des associations/coopératives appuyées par les RELAC et sélection des initiatives à consolider.



Tenue du premier comité de pilotage et des cérémonies de lancement du projet dans les régions de Gao et Tombouctou.



Formation et mise en place de la matrice de suivi/évaluation du projet.



Sélection des 14 nouvelles communes d'intervention.



Recrutement du personnel national.

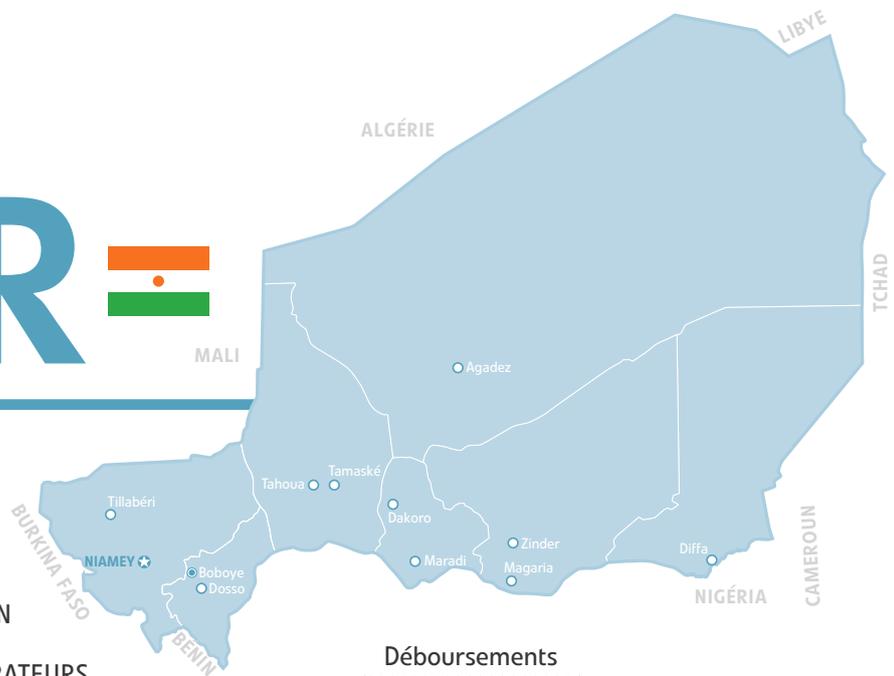


Élaboration des accords de partenariat avec Swisscontact et les ONG locales.

* Liste non exhaustive



NIGER

7

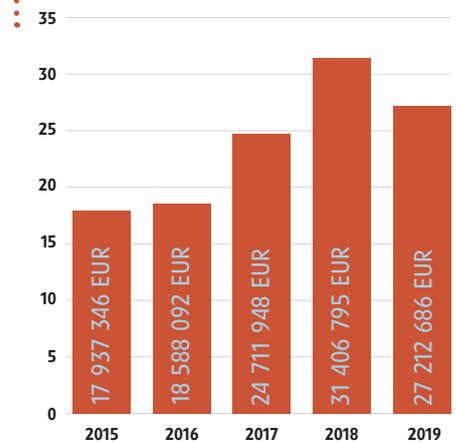
- 1 PROJET EN FORMULATION
- 53 COLLABORATEURS AU NIGER

PROJETS EN EXÉCUTION

23,47%
DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

27,21 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2019

Déboursements



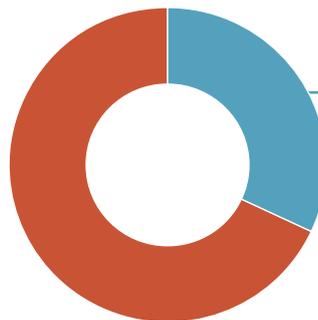
Distribution des déboursements par secteurs



68%
DÉVELOPPEMENT LOCAL

49% 

19% 



 32%





NIG/023

APPUI AU PROGRAMME SECTORIEL DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION, A-PSEF

Le programme vient en appui au secteur de l'éducation de base tout en accompagnant un processus de décentralisation qui repose sur une communalisation intégrale qui permet d'entrevoir de réelles possibilités d'action pour les régions et les communes et constitue d'ores et déjà pour elles l'opportunité de promouvoir elles-mêmes leur politique éducative sur le moyen et long termes. Grâce à un accès à une éducation de qualité, les personnes économiquement et socialement marginalisées augmenteront leurs chances de sortir de la pauvreté. Ils pourront ainsi être acteurs de la démocratisation, de la lutte contre les discriminations et de l'amélioration de la croissance. Ce programme renforce également l'inclusion et la transversalité de l'approche genre dans l'ensemble de ses interventions.

OBJECTIF GLOBAL

APPUYER LE GOUVERNEMENT NIGÉRIEN DANS SES EFFORTS À GARANTIR L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR LES ADULTES COMME POUR LES ENFANTS ÉCONOMIQUEMENT ET SOCIALEMENT MARGINALISÉS

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Appuyer l'opérationnalisation du programme sectoriel afin d'assurer son ancrage efficace et durable en région :

- pallier les manquements dans la qualité de l'éducation ;
- garantir un accès équitable à l'éducation de base ;
- contribuer à la prise en compte du genre ;
- accompagner les partenaires dans le pilotage et le monitoring de leur politique sectorielle.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la gouvernance du système éducatif et renforcement de la redevabilité depuis le niveau central jusqu'aux différents niveaux déconcentrés et décentralisés des régions cibles par les institutions en charge de l'éducation ;
- renforcement de la qualité des enseignements et des apprentissages ;
- intégration des structures d'éducation formelle du primaire et du secondaire dans les régions cibles par la prise en charge des enfants et jeunes déscolarisés et non scolarisés par les dispositifs alternatifs d'éducation.



 Budget

12 000 000 EUR

Durée du projet

2016 2017 2018 2019 2020

FAITS MARQUANTS*

* Liste non exhaustive

15

salles de classes par région ont été construites pour le compte du ministère de l'Enseignement primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des langues nationales et de l'Éducation civique. Il en va de même pour le compte du ministère des Enseignements professionnels et techniques. Ce programme de construction des classes a concerné les huit régions du pays, soit un total de 240 classes.



Avec l'appui du programme NIG/023 et de l'UNICEF, les ministères de l'Éducation et de la Formation ont joint leurs efforts pour élaborer la Stratégie nationale accélérée pour l'éducation et la formation des filles et des femmes. La stratégie propose :

- des mesures relatives à l'amélioration de l'accès à l'éducation et de la formation des filles et des femmes ; et
- la correction des inégalités et des discriminations avec un accent particulier sur les groupes spécifiques notamment les enfants en situation de handicap, les enfants issus de zones rurales, les milieux nomades et à habitats dispersés ainsi que les enfants en situation d'insécurité.

24 000

En termes de matériel, 24 000 tables-bancs ont été confectionnés, 17 000 réhabilités et des latrines scolaires ont été construites à travers le pays.

646

Grâce aux ressources du Fonds commun sectoriel éducation, quelque 646 enseignants du primaire ont été formés sur la multi-gradation dans les huit régions du pays.

600

enseignants du secondaire ont été formés en enseignement des mathématiques et des sciences.



Les référentiels de formation des inspecteurs et conseillers pédagogiques ainsi que des encadreurs des Écoles normales d'instituteurs des huit régions du pays ont été actualisés.



À l'issue de l'évaluation de la phase I du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation, sur la période de 2014 à 2018, le Niger et les partenaires techniques et financiers se sont accordés pour élaborer un plan de transition pour une durée de trois ans (2020-2022). Le principal objectif du Plan de transition sectoriel de l'éducation et de la formation est de préparer des conditions saines à une planification plus longue, plus précise, plus exhaustive et plus ambitieuse en 2022. Ce plan de transition a été finalisé et endossé par le gouvernement et les partenaires techniques et financiers en 2019.



Les déplacements des enseignants dans la région de Diffa (confrontée à l'insécurité) ont été sécurisés, permettant une augmentation du temps scolaire.

En outre, le secteur a également finalisé sa requête au Partenariat mondial pour l'éducation pour une contribution au Fonds commun sectoriel éducation d'un montant de 76 M USD (1^{re} tranche) avec une réponse PME attendue au mois de mai 2020.



Alors que l'éducation et la formation professionnelle et technique constituait jusqu'en 2010-2011 le « parent pauvre » du système éducatif, ce sous-secteur occupe depuis quelques années une place importante dans la politique du gouvernement nigérien. Il connaît d'ailleurs des progrès importants en matière de capacité d'accueil et d'affectation de ressources. Cependant, les capacités des acteurs à tous les échelons doivent encore être renforcées et la formation professionnelle souffre toujours d'un déficit d'image auprès de la population et surtout des jeunes.

OBJECTIF GLOBAL

APPUYER LE GOUVERNEMENT NIGÉRIEN DANS SES EFFORTS POUR METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ET DE CROISSANCE INCLUSIVE À LONG TERME EN VUE DE RÉDUIRE LA PAUVRETÉ DANS UN CONTEXTE DE BONNE GOUVERNANCE ET DE SÉCURITÉ ET PAR UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- achever les chantiers engagés ;
- contribuer à apporter une réponse plus adéquate pour le développement de l'emploi et l'insertion économique des jeunes et des jeunes femmes en particulier ;
- assurer un ferme engagement dans le processus de la décentralisation des ressources et des opérations du sous-secteur.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la gouvernance et des capacités de pilotage et de gestion de l'enseignement et formation professionnels et techniques au niveau national, régional et local ;
- amélioration à l'échelle nationale de l'accès des jeunes à une formation diversifiée et en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi ;
- amélioration au niveau central et décentralisé de la qualité des dispositifs de formation professionnelle et d'apprentissage.



Durée du projet

	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

18 400 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

3 420

Dans le cadre des formations organisées par le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage pour les jeunes non scolarisés ou déscolarisés en milieu rural, 3 240 jeunes ont reçu une formation initiale professionnalisante et 3 152 jeunes ont suivi un apprentissage dual.

17

programmes de formation ont été élaborés selon l'approche par compétences principalement dans les métiers de l'agro-sylvo-pastoralisme.

14

L'approche par compétence a également été implantée dans 14 centres de formation aux métiers, dont ceux construits par la Coopération luxembourgeoise dans le passé.

344

chefs d'établissement et 1 145 formateurs ont également reçu un renforcement de compétences en gestion et en pédagogie.

40

inspecteurs pédagogiques et de services ont été formés comme formateurs de chefs d'établissement, pour qu'à leur tour, ils assurent le renforcement des compétences des chefs d'établissement en gestion. Par la suite, ces formateurs ont assuré la formation des chefs d'établissement dans les différentes régions et certains d'entre eux se sont portés volontaires pour élaborer les modules de formation des chefs d'établissement et le guide d'élaboration de projets d'établissement, qui sont en cours de finalisation.

45

Dans le cadre du plan d'institutionnalisation du genre au ministère des Enseignements professionnels et techniques (MEPT), des actions de renforcement des compétences en genre ont été réalisées. 45 points focaux genre ont été identifiés dans chaque structure du MEPT aux niveaux central et régional ont reçu une formation en genre puis en plaidoyer et certains d'entre eux ont été sélectionnés pour être formés comme formateurs en genre. À leur tour, ces formateurs en genre ont conçu un module de formation et commencé à former l'ensemble des acteurs du MEPT aussi bien au niveau central que régional.

72%

Une enquête nationale sur l'insertion des diplômés de la formation professionnelle a été réalisée pour mesurer le niveau de satisfaction des employeurs par rapport aux compétences des sortants des dispositifs de l'enseignement et de la formation techniques et professionnelles. Le taux de satisfaction atteint est de 72%.

* Liste non exhaustive



NIG/025

PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE DANS LA RÉGION DE DOSSO, PHASE II

L'intervention de la Coopération luxembourgeoise au Niger et en particulier dans la région de Dosso date du milieu des années 1990. Cette région dispose d'importantes ressources en eau constituées d'eaux souterraines et d'eaux de surface. La région vit principalement de l'agriculture et de l'élevage. L'évolution récente du processus de décentralisation a été marquée par la mise en place du Conseil régional de Dosso qui a développé un plan de développement régional (2016-2020). Ce dernier apparaît comme un cadre approprié de développement de la région en cohérence avec les différentes stratégies nationales.

OBJECTIF GLOBAL

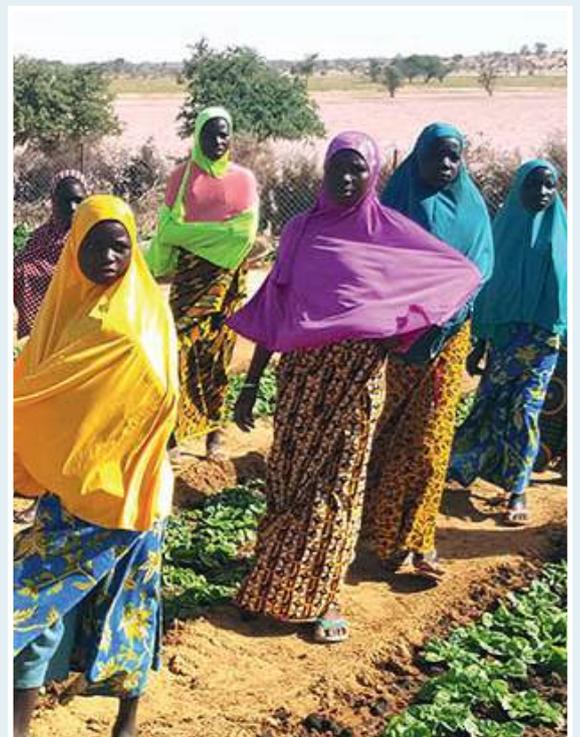
METTRE LA POPULATION NIGÉRIENNE À L'ABRI DES FAMINES RÉCURRENTES, LUI GARANTIR LES CONDITIONS D'UNE PLEINE PARTICIPATION À LA PRODUCTION NATIONALE ET AMÉLIORER SON REVENU

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Augmenter les opportunités économiques pour les jeunes de la région de Dosso dans les métiers liés aux filières agricoles.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités des acteurs publics et des organisations professionnelles au niveau central pour le meilleur accomplissement de leur mandat ;
- mise en œuvre des facilités régionales d'investissement sur les filières porteuses au profit des projets des jeunes ;
- amélioration de l'adaptation de l'offre d'encadrement, de conseils et de formations aux besoins des projets des jeunes.



Durée du projet

	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

16 590 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

9 815

Au terme de la troisième année d'exécution du programme, la cible de fin de programme fixée à 10 000 jeunes formés est pratiquement atteinte. 9 815 jeunes ont été formés, dont 57% de femmes. Parmi eux, 6 223 jeunes ont bénéficié de l'appui en conseil agricole, dont 52% de femmes.



Une collaboration a été initiée avec ADA dans le domaine de l'appui au renforcement des capacités des Institutions de microfinance et de l'appui au Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN).

2 134

Le nombre de jeunes formés qui ont bénéficié d'un crédit en 2019 est légèrement supérieur à la programmation, soit 2 134 pour un objectif de 2 000. Au total, depuis le démarrage du programme, 3 725 producteurs ont bénéficié d'un crédit.

2

La diversification des partenaires financiers dans la mise en œuvre du crédit agricole a démarré avec la sélection de deux institutions de microfinance (en collaboration avec ADA), qui pourront démarrer les activités de crédit agricole au cours du 1^{er} semestre 2020.

68

Le programme a appuyé la construction de 68 infrastructures communales, au bénéfice des agriculteurs et en particulier des jeunes agriculteurs encadrés. Il s'agit de :

- 27 magasins de stockage (arachide/niébé, riz) ;
- 15 magasins de conservation de produits maraichers ;
- 17 comptoirs et hangars de vente de produits agricoles ;
- 5 aires de séchage ;
- 3 radiers ; et
- 1 ouvrage de protection des sites des cultures irriguées.

La gestion de ces infrastructures communales est déléguée à des organisations de producteurs dans le cadre de partenariats public-privé. Aussi, huit pistes rurales ont été réhabilitées dans le but de faciliter l'écoulement des produits agricoles.

* Liste non exhaustive



NIG/026

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT – PHASE III (PASEHA-3)

Programme conjoint Luxembourg / Danemark, il vient en appui au secteur de l'eau et de l'assainissement en se basant sur deux documents cadre du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA), à savoir le Programme sectoriel de l'eau et de l'assainissement (PROSEHA) pour la période 2016 – 2030 et le Projet d'appui institutionnel du MHA (PAI).

OBJECTIF GLOBAL

GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU (ODD 6 EN 2030)

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

«Contribuer à l'amélioration de l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement (PROSEHA, phase 1- 2016 – 2020) par 400 000 personnes additionnelles en cinq ans.»

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de l'accès universel, équitable et à un coût abordable, à l'eau potable en milieu rural ;
- amélioration de l'accès universel, équitable et à un coût abordable, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats en milieu rural ;
- amélioration de la connaissance, du suivi et de la protection des ressources en eau ;
- amélioration de la gouvernance, renforcement des capacités nationales et participation citoyenne ;
- amélioration des capacités et systèmes de planification et de gestion administrative et financière du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement tout en assurant l'intégration des principes de la gestion axée sur les résultats ;
- renforcement des dispositifs de coordination sectorielle en vue de les rendre pérennes et opérationnels ;
- amélioration de l'accès à l'eau pour tous les usagers de l'espace pastoral.

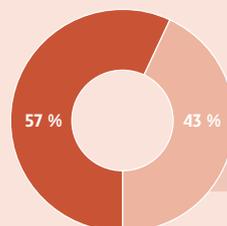


Durée du projet

	2016	2017	2018
2019	2020	2021	2022

Budget total

61 098 034 EUR



	Gouvernement luxembourgeois
	34 861 126 EUR
	Coopération danoise
	26 236 908 EUR

FAITS MARQUANTS*

15 925

ménages ont été desservis par les services basiques d'eau potable en 2019.

18 875

Un service d'eau potable a été rétabli pour 12 500 personnes, ce qui porte à 18 875 le nombre de ménages ayant été desservis par les services basiques d'eau potable depuis le démarrage du programme.

61

En complément des adductions d'eau potable, le volet pastoral a également permis la réalisation de 61 puits cimentés pour l'abreuvement du bétail.

485

infrastructures d'assainissement (latrines) ont été réalisées dans les écoles, les centres de santé et les lieux publics .



Le guide du service public de l'eau a été révisé et un accompagnement de proximité des communes et la formation régulière des acteurs locaux a été mis en place tout comme des cadres de concertation au niveau régional.



La gouvernance du secteur a été renforcée à travers :

- l'amélioration des méthodes et des outils de programmation budgétisation (en lien avec les directives UEMOA) ;
- l'amélioration des délais de passation des marchés publics ; et
- l'élaboration d'un manuel de procédures internes du Ministère conformes aux directives de l'UEMOA.

* Liste non exhaustive

TÉMOIGNAGES

MME HADJIA BALKI
BÉNÉFICIAIRE
VILLAGE DE DARA-ICHIROUA
DANS LA RÉGION DE ZINDER



M. ADAM DJIDA
DIRECTEUR RÉGIONAL
DE L'HYDRAULIQUE ET DE
L'ASSAINISSEMENT • ZINDER

NIG/026

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT – PHASE III (PASEHA-3)

« La corvée d'eau qui occupait avant une grande partie de mon temps et de mon énergie est devenue une activité simple et rapide »

LE CONTEXTE

Au Niger, pays en grande partie traversé par le désert du Sahara, l'accès à l'eau est la condition première et indispensable à toute initiative de développement.

Malgré un climat principalement aride, le Niger dispose d'importantes ressources d'eaux souterraines et de 550 km de vallée fluviale tracée par son fleuve homonyme dans l'ouest du pays.

Cependant, aujourd'hui 46,31% de la population rurale nigérienne est dépourvue de tout accès à un service d'eau et s'alimente donc à des sources d'eau non potable, des puits traditionnels non protégés, des mares, etc.

Les défis portent donc principalement sur la réduction des disparités qui caractérisent l'accès et la gestion de l'eau dans ce pays. En effet, ses ressources hydriques sont inégalement réparties sur le territoire, temporairement non disponibles selon la saison, et difficilement accessibles à cause notamment de la profondeur des nappes dans certaines régions.

Le gouvernement nigérien a fait de l'accès équitable de la population à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement un des objectifs de développement du pays et s'est doté d'un Programme Sectoriel Eau, Hygiène et Assainissement 2016-2030 (PROSEHA) pour y répondre.

Le PASEHA 3 (NIG/026), programme conjoint Luxembourg / Danemark, vient en appui au secteur en améliorant l'équité dans l'accès aux services d'eau et d'assainissement, le développement de la gestion locale de la ressource en eau et la connaissance accrue de la ressource. Ancré au sein du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA), le PASEHA 3 vise à améliorer l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement pour 690 000 personnes additionnelles en 5 ans. Cette intervention fait suite au PASEHA 2 (NIG/021) qui avait déjà concerné 208 000 personnes (2013-2017).

Un mécanisme commun de financement (MCF) a été mis en place. Il permet désormais de canaliser les fonds des partenaires étrangers et de l'État nigérien dans une démarche commune et cohérente avec les politiques nationales. En sus du Luxembourg et du Danemark, l'Union européenne et les Pays-Bas y ont inscrit leur contribution, dans le cadre des programmes NIG/027 et NIG/802 également mis en œuvre par LuxDev et qui concourent à atteindre les objectifs du PROSEHA.



Au village de Dara-Ichiroua près de Bouza dans la région de Zinder, la construction d'une adduction d'eau potable (AEP) multi-villages a modifié le quotidien des habitants. Mme Hadjia Balki témoigne des améliorations que l'accès à l'eau potable a rendues possibles.

Hadjia Balki : « La corvée d'eau qui occupait avant une grande partie de mon temps et de mon énergie est devenue une activité simple et rapide. Avant, je devais parcourir plusieurs kilomètres chaque jour pour remplir les bidons nécessaires à mes tâches ménagères, à l'hygiène et à la consommation de ma famille. Aujourd'hui, je me réjouis d'avoir davantage de temps à consacrer à l'éducation de mes enfants et à mes activités. L'accès à une eau de qualité, à des tarifs abordables constitue de surcroît un moteur de développement pour le village. »

L'infrastructure mise en place à Dara-Ichiroua est une AEP dite multi-villages qui concerne huit localités, comme le souligne le Directeur régional de l'hydraulique et de l'assainissement (DRHA) pour la région de Zinder, M. Adam DJIDA.

Adam DJIDA : « C'est le type d'AEP privilégié puisque les investissements réalisés permettent de desservir un grand nombre de personnes à la fois. La région de Zinder est connue pour son socle granitique affleurant la surface et peu perméable. L'eau doit donc être puisée à très grande profondeur, ce qui nécessite des travaux de forage coûteux et une grande maîtrise technique. Je salue l'appui fourni par l'assistance technique, qui renforce les capacités de la DRHA en termes de planification, de programmation, mais aussi de maîtrise d'ouvrage et de suivi-évaluation, rendant ainsi possible la livraison de tels ouvrages. Selon moi, le passage à l'approche programme et l'utilisation du mécanisme commun de financement favorisent la réduction des disparités dans l'accès à l'eau pour ma région. Cela permet de prendre en compte à la fois les besoins de la population et les données géologiques et techniques pour intervenir de façon équitable et raisonnée. »

CONCLUSIONS

Fin 2019, 188 750 personnes, à l'échelle nationale, ont été desservies en eau potable depuis le début la mise en place du Mécanisme commun de financement (2017). En termes d'hydraulique pastorale, 95 équivalents points d'eau modernes au total ont été réalisés et/ ou réhabilités.

La région de Zinder, à elle seule, a desservi 280 000 nouvelles personnes en eau potable en 2019. En termes d'hydraulique pastorale, 29 ouvrages ont été réalisés/réhabilités, soit un total de 25 équivalents points d'eau modernes.



NIG/027

PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA CHAÎNE DES DÉPENSES PUBLIQUES DES RÉGIONS DE AGADEZ, DIFFA, TAHOUA ET ZINDER

Cette intervention est inspirée du projet NIG/020 - Appui à la chaîne de la dépense publique dans la région de Dosso - dont l'évaluation finale avait mis en valeur le modèle d'intervention potentiellement reproductible dans les autres régions d'intervention de la Coopération luxembourgeoise. Le projet, qui cible les régions d'Agadez, Diffa, Zinder et Tahoua, s'inscrit parfaitement dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de réformes de gestion des finances publiques (PRGFP 4) 2017-2020 du Niger. Il vise à appuyer les services techniques déconcentrés du ministère des Finances (MF) à savoir les directions régionales du budget, les trésoreries régionales et les services régionaux de contrôle des marchés publics et des engagements financiers, en adoptant une approche projet avec des modalités d'exécution en régie et nationale au travers de la signature d'accords de partenariat opérationnel.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES ET DE L'EFFICACITÉ DE LA CHAÎNE DES DÉPENSES EN RENFORÇANT LE DISPOSITIF DE PRÉPARATION, D'EXÉCUTION, DE SUIVI ET DE CONTRÔLE AINSI QUE LES CAPACITÉS DES PRINCIPAUX SERVICES ÉVOLUANT DANS CE DOMAINE.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la performance de la chaîne de la dépense publique dans les régions d'Agadez, Diffa, Tahoua et Zinder.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- l'amélioration des conditions de travail des services techniques déconcentrés du MF avec notamment des appuis pour la construction et la réhabilitation d'infrastructures, l'acquisition d'équipement et de moyens roulants ;
- le renforcement de capacités organisationnelles et techniques des services régionaux du MF ;
- des appuis au bénéfice des services techniques déconcentrés des ministères sectoriels partenaires de la Coopération luxembourgeoise ainsi que des cadres des collectivités territoriales concernés par le volet financier des réformes sur la décentralisation ;
- un appui au niveau national au bénéfice des responsables de programmes des ministères sectoriels partenaires de la Coopération luxembourgeoise afin qu'ils puissent jouer pleinement le rôle qui leur est attribué par les textes ayant adopté les dispositions du budget programme.

Durée du projet

2019 | 2020 | 2021

Budget

1 467 179 EUR

FAITS MARQUANTS*



La préparation et le lancement des marchés relatifs à

- la réalisation des études techniques et les contrôles et surveillance des travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments au profit des services déconcentrés du MF dans les régions de Zinder, Diffa, Agadez et Dosso ; et
- l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan de formation en vue du renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de la dépense publique dans les régions de Agadez, Diffa, Tahoua et Zinder.



L'élaboration de la convention de financement pour la délégation des fonds au ministère des Finances pour la mise en œuvre d'une partie des activités prévues.



La préparation du premier comité de pilotage du projet prévu pour janvier 2020 et de sa documentation comprenant notamment le plan opérationnel annuel 2020 et le manuel de monitoring.



Le recrutement de l'équipe d'assistance technique.

* Liste non exhaustive



NIG/703

SOUTIEN AU PROGRAMME SECTORIEL EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (PASEHA 3)

Le programme NIG/703, financé par le Royaume des Pays-Bas, vise à appuyer la mise en œuvre du Programme sectoriel eau, hygiène et assainissement. L'intervention est également en ligne avec les engagements de l'Alliance Sahel en matière d'amélioration des services publics de base aux plus vulnérables dans les régions fragiles. À cet effet, il contribue à la réalisation du Programme de développement d'urgence d'aménagement d'infrastructures dans les zones transfrontalières fragiles, avec un cofinancement du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne. Par ailleurs, l'intervention cible aussi les autres régions du pays et, plus spécifiquement, les communes les plus pauvres et les moins desservies du Niger afin de maximiser l'impact de l'intervention et de répondre aux défis des Objectifs de développement durable.

OBJECTIF GLOBAL

GARANTIR À TOUS L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU (ODD 6 EN 2030)

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Contribuer à assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous les usagers de l'espace rural et semi-urbain.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- l'amélioration de l'accès à l'eau potable pour les populations via la construction et la réhabilitation d'ouvrages d'hydraulique rurale ;
- l'amélioration de l'accès à l'assainissement de base avec la réalisation de nouveaux ouvrages ;
- l'amélioration de l'accès à l'eau en milieu pastoral avec la construction ou réhabilitation de stations de pompage pastorales et de puits cimentés pastoraux ;
- l'amélioration de la connaissance, du suivi et de la protection des ressources en eau ;
- l'accompagnement technique et le renforcement des capacités des services centraux et déconcentrés du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) et des collectivités territoriales assurant la maîtrise d'ouvrage avec des actions qui s'inscrivent dans le projet d'appui institutionnel du MHA.



Durée du projet

2019	2020	2021	2022
------	------	------	------

 Budget } Pays-Bas
15 000 000 EUR

FAIT MARQUANT



L'accord de coopération déléguée entre le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg pour la mise en œuvre du programme NIG/703 a été signée en novembre 2019. Le programme a démarré effectivement en janvier 2020.





NIG/801

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

Les régions d'Agadez et de Zinder représentent à elles seules presque un tiers des jeunes de 15 à 30 ans du Niger. Ces jeunes, confrontés à des problèmes d'accès aux formations professionnelles et au foncier, souffrent d'une faible capacité d'auto-emploi et d'employabilité. Proies faciles pour le marché lucratif lié à l'immigration clandestine, ils sont les bénéficiaires cibles de ce projet qui intervient en soutien au ministère des Enseignements professionnels et techniques. Par ailleurs, malgré une dynamique de décentralisation / déconcentration irréversible, les structures déconcentrées de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle souffrent d'une forte dépendance des vis-à-vis du niveau central et d'une insuffisance criante de moyens logistiques et financiers qui les empêchent de jouer pleinement leur mission d'accompagnement et de suivi des activités.

OBJECTIF GLOBAL

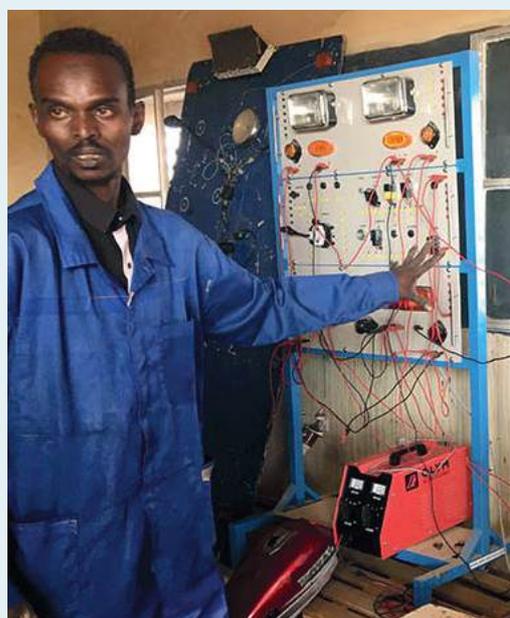
AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES JEUNES DES RÉGIONS DE ZINDER ET D'AGADEV À TRAVERS LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET L'AMÉLIORATION DE L'EMPLOYABILITÉ

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer l'employabilité de 6000 jeunes filles et garçons à travers les offres de formations professionnelles et la création des petites entreprises.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration du pilotage de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques aux niveaux central et surtout régional
- amélioration de l'accès des jeunes à une formation diversifiée et aux mesures d'accompagnement favorisant l'insertion professionnelle



 **Budget** } Contribution
Trust Fund
6 900 000 EUR

Durée du projet

2016 2017 2018 **2019** 2020

FAITS MARQUANTS*

201

actions de formation de trois et six mois ont permis de doter 3 987 jeunes, dont 1 675 filles (42%), de compétences professionnelles leur permettant de s'insérer dans le tissu économique de leur région. Ce chiffre porte à 5 982, dont 2 490 filles (41,6%), le nombre total de jeunes formés depuis le démarrage du projet.

1 938

jeunes, dont 1 007 filles (51,9%), sont insérés à travers l'auto-emploi dans leur domaine de formation.

603

ateliers et/ou centres de formation ont reçu des appuis en équipement, outillage et matière d'œuvre pour assurer le bon déroulement des formations.

969

Les plateformes d'orientation jeunesse et les espaces d'orientation jeunesse sont des dispositifs pertinents qui répondent à la problématique de l'emploi et l'insertion des jeunes en apportant un service d'accompagnement individuel aux jeunes. Le projet NIG/801 a facilité la création de six plateformes et de 18 espaces orientation jeunesse ainsi que la formation de 30 conseillers. Ces structures, bien que récemment créées, ont déjà pu, grâce aux appuis reçus, accompagner 969 jeunes (627 garçons et 342 filles), soit 16,1% des 6 000 jeunes visés.

1 268

jeunes, dont 450 filles (35,5%), sont insérés à travers un emploi salarié en rapport avec leur domaine de formation.

* Liste non exhaustive



SÉNÉGAL

DAKAR



3

→ 63 COLLABORATEURS AU SÉNÉGAL

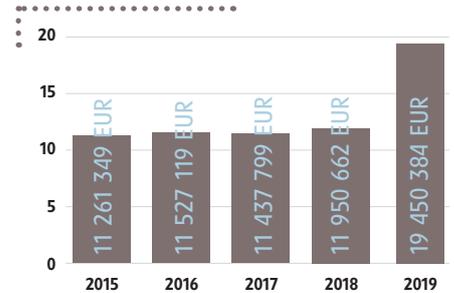
PROJETS EN EXÉCUTION

16,78 %

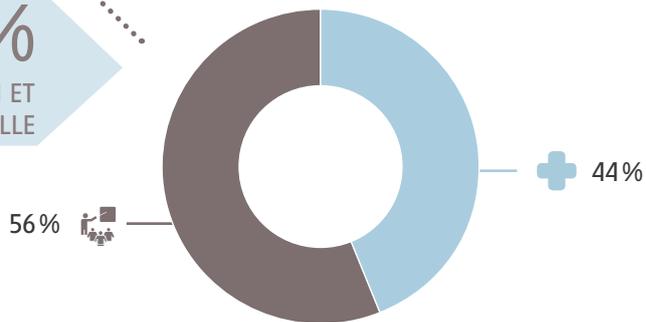
DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

19,45 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2019

Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs





Le programme «Santé et protection sociale» entend accompagner le secteur de la santé et de l'action sociale dans l'amélioration de l'accès à des services de soins de qualité, efficaces et équitables.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER, DANS LA ZONE NORD ET CENTRE DU SÉNÉGAL, À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE SOCIO-SANITAIRES DE LA POPULATION SÉNÉGALAISE, SANS AUCUNE FORME D'EXCLUSION

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer le système de santé et de protection sociale dans le but d'améliorer l'accès des populations, en particulier les plus vulnérables, à des services de soins de qualité, efficaces et équitables.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

Les interventions du programme auront pour priorité la santé de la mère et de l'enfant et se déploieront autour de quatre axes majeurs :

- le renforcement de l'offre de services au niveau des districts ;
- le renforcement de l'offre de services au niveau des hôpitaux ;
- le renforcement de l'assurance maladie et des autres mesures de protection sociale ;
- l'amélioration de la gouvernance sectorielle.



Durée du projet

	2018	2019
2020	2021	2022

 Budget
26 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



Consortium ONG recruté pour un partenariat avec la société civile, avec conventions de financement en cours d'élaboration.



L'ensemble des investissements à réaliser auprès des hôpitaux et services d'accueil des urgences identifiés (types et sites).



Cadre de performance du programme défini et aligné à celui du MSAS (ministère de la Santé et de l'Action sociale).



Stratégie et plan de renforcement de capacités élaborés et validés en partant de la théorie du changement ainsi que la note de cadrage pour sa mise en œuvre (intégrant la territorialisation des politiques publiques).



Le processus de mise en place de l'unité départementale d'assurance maladie à Fatick est enclenché (capitalisation de l'expérience de l'Unité départementale d'assurance maladie de Foundiougne).



Le processus d'élaboration de la stratégie et du plan de renforcement du système de gestion des urgences enclenché (déconcentration/décentralisation du dispositif SMUR - Service mobile d'urgence et de réanimation).



Le contrat de performance établi avec l'Agence de la couverture maladie universelle (ANACMU).



L'ensemble des investissements à réaliser au niveau du district sanitaire identifiés (types et sites).



Les investissements à réaliser pour l'ANACMU et l'action sociale identifiés.



Le contrat de performance établi avec le SAMU.

* Liste non exhaustive



SEN/032

FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE ET EMPLOYABILITÉ

L'accès à la formation professionnelle et technique (FPT) au Sénégal demeure faible malgré les efforts consentis. La qualification des ressources humaines pour répondre aux attentes sociales des jeunes et des actifs est aujourd'hui un défi national qui doit être relevé.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER, DANS LA ZONE NORD ET CENTRE SÉNÉGAL AINSI QUE DANS LA ZONE PRÉ-URBAINE DE DAKAR, AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU CAPITAL HUMAIN PAR UNE RÉPONSE APPROPRIÉE À LA DEMANDE ET AUX BESOINS SOCIOÉCONOMIQUES EN COMPÉTENCES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer le système de FPT afin de développer une offre adaptée aux besoins de l'économie, améliorant l'employabilité et l'insertion socio-professionnelle des jeunes.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

Les interventions du programme ont, pour priorité, l'employabilité des jeunes de 15 à 25 ans et se déploient autour de quatre axes :

- le développement de l'accès à la FPT,
- l'amélioration de la qualité des offres de FPT,
- l'insertion socio-professionnelle des jeunes,
- la gouvernance sectorielle.

NB: Le 3^e axe est développé en collaboration avec le consortium d'ONG Gret-Eclosio.



Durée du projet

	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

30 223 850 EUR

FAITS MARQUANTS*

2

contrats de performance signés avec le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT), et l'Office nationale de la formation professionnelle et technique (deux structures autonomes rattachées au ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat).

26

Réalisation du 3FPT : appel à projet lancé auprès des centres de formation professionnelle (CFP) de la zone de concentration, 26 projets d'investissement retenus par le 3FPT pour la mise en œuvre de filières de formation, identification de 20 projets stratégiques de développement des CFP à financer en 2020.

9

cadres de concertation départementaux sur la formation professionnelle mis en place.

5

mini plans de renforcement des capacités des CFP validés (à mettre en œuvre en 2020).

1

fonds de formation pour le financement de bourses individuelles des cadres du secteur mis en place.

* Liste non exhaustive



SEN/801

DÉVELOPPER L'EMPLOI AU SÉNÉGAL : ACCÈS ÉQUITABLE À LA FORMATION PROFESSIONNELLE - ACEFOP

Le projet ACEFOP est la 2^e composante du programme Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ, en réponse aux objectifs du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne, en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique. Le projet agit sur la formation, le renforcement des compétences et les dispositifs d'insertion professionnelle conduisant à l'emploi des jeunes.

OBJECTIF GLOBAL

PROMOUVOIR L'EMPLOI DES JEUNES PAR L'AMÉLIORATION DE L'OFFRE DE FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA DEMANDE D'EMPLOI

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Élargir l'accès des jeunes à la formation professionnelle dans les régions sud et sud-est du Sénégal

AXES DE MISE EN ŒUVRE

Le projet se décline à travers trois composantes :

- augmentation de la quantité de l'offre en formation professionnelle conformément aux besoins socioéconomiques
- amélioration de la qualité des formations ;
- renforcement des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle.



 **Budget** } Fonds fiduciaire d'urgence
19 000 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

3

nouveaux centres de formation professionnelle en cours de finalisation et dédiés aux métiers industriels, de la forêt et de la transformation agroalimentaire.

6

unités mobiles de formation – dont un bus destiné aux métiers des Technologies de l'information et de la communication – acquises pour améliorer l'accès à la formation des personnes pénalisées par leur enclavement.

801

formateurs et personnels administratifs des établissements de formation professionnelle formés en approche par les compétences.

11 046

jeunes informés des opportunités de la formation professionnelle et technique.

167

maîtres-artisans orientés et accompagnés vers la formalisation.

1 494

apprentis formés au sein des ateliers d'apprentissage et attestés par les centres ressources dans cinq métiers.

32

Des projets d'investissement et de formation-insertion (nouvelles filières, équipements, réhabilitations d'infrastructures, etc.) d'une valeur de 1 204 562 EUR, mise en place au profit de 32 établissements du sud du Sénégal.

298

migrants de retour volontairement et 1 439 jeunes issus de la formation professionnelle accompagnés dans leur parcours d'insertion professionnelle.

* Liste non exhaustive



AUGUSTINE RINA DIANDY | DIPLÔMÉE AU GIE *KAND JIBU*

SEN/801
DÉVELOPPEMENT DE
L'EMPLOI AU SÉNÉGAL

L'APPRENTISSAGE : UNE AUTRE VOIE EST POSSIBLE !

2 000 apprentis des cinq régions Sud du Sénégal, au travers de 370 ateliers d'apprentissage (menuiserie bois et métallique, transformation de produits agroalimentaires, couture, etc.), ont intégré un vaste programme d'apprentissage rénové. Ils sont accompagnés par le projet Accès équitable à la Formation professionnelle, ACEFOP – SEN801, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par LuxDev. Au terme de six mois de formation pratique et théorique, Augustine Rina Diandy est un pur produit de l'apprentissage.

« Je m'appelle Augustine Rina Diandy, j'ai 26 ans, j'ai eu mon baccalauréat en 2017 et j'ai un certificat professionnel de spécialisation en transformation de produits locaux. »

C'est en compagnie des sept autres apprenties du Groupement d'intérêt économique (GIE) *Kand jibu* (ce qui veut dire grenier en langue mancagne) de la Maître-artisane, Maman Rosalie Goudiaby, que Augustine se distingue par son ton énergique.

ARD : « Après le Bac, je n'ai pas voulu intégrer l'université. Je souhaitais apprendre un métier pour travailler plus rapidement. Ma tante apportait régulièrement des produits locaux à la maison c'est ce qui m'a donné envie de faire de la transformation de produits locaux. C'est comme ça que j'ai trouvé ma voie. Comme j'étais intéressée par ce métier, j'ai décidé de réaliser mon rêve en venant au GIE *Kand jibu* pour y suivre une formation ».

Pour favoriser l'employabilité de ces jeunes, le Sénégal a mis en place, en 2001, la modalité de l'apprentissage rénové, capitalisant la démarche de l'apprentissage traditionnel. Il s'agit de mettre en place des dispositifs pédagogiques et de suivi pour que les formations données au sein des entreprises artisanales soient normées, inclusives et de qualité et qu'elles débouchent sur une qualification reconnue. L'apprentissage sur le tas, auprès d'artisans ou d'entreprises informelles constitue alors une alternative pour acquérir les rudiments d'un métier.

L'unité de transformation *Kand jibu* est active dans la transformation et le conditionnement de mangues, fruits forestiers, légumes et céréales. Les ateliers des maîtres d'apprentissage sont appuyés en équipements et renforcés dans leurs compétences pédagogiques par le projet. En échange, ils accueillent et forment selon la méthode d'approche par compétences les 2 000 apprentis sélectionnés dans les cinq régions.

« Ma tante apportait régulièrement des produits locaux à la maison c'est ce qui m'a donné envie de faire de la transformation de produits locaux »

Au terme de leur formation, ces jeunes sont à même d'intégrer le monde du travail comme employés ou même de créer leur propre entreprise.

ARD : « Je viens d'obtenir mon certificat professionnel de spécialisation dans le domaine de la transformation de produits agroalimentaires. Maintenant que j'ai ce certificat, je suis en train de finaliser mon plan d'affaires pour créer ma propre entreprise ! »





JÉRÔME DIANDY | ENTREPRENEUR AGRICOLE ET INCUBATEUR DE JEUNES POUSSÉS

SEN/801 DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI AU SÉNÉGAL

Ils sont trois jeunes entrepreneurs des régions de Ziguinchor et de Sédhiou (Sud du Sénégal) à avoir séduit le projet Accès équitable à la Formation professionnelle – ACEFOP – SEN801, en partenariat avec l'ONG Belge ECLOSIO, pour devenir des pépinières d'entreprises. Jérôme Diandy, Bacary Sadio et Cissao Dramé ont accepté de mettre leurs entreprises au service de l'insertion professionnelle et de la formation continue des jeunes apprenants issus des centres de formation professionnelle.

« Je m'appelle Jérôme Diandy, j'ai 36 ans, je suis marié et père de deux enfants. Je suis également responsable de la ferme « Groupement d'intérêt économique Kahilen Production » dans le village de Mamatoro (Commune de Ziguinchor). Notre exploitation agricole, spécialisée dans le maraîchage, l'arboriculture et l'aviculture, est l'une des cinq pépinières d'entreprises partenaires d'un projet d'accompagnement des apprenants vers l'insertion professionnelle. »

Ces pépinières sont destinées d'une part, à renforcer davantage les compétences techniques des apprenants à travers un processus d'incubation et, d'autre part, à faciliter la création et le développement de nouvelles entreprises.

Elles ont bénéficié d'un soutien technique et financier du projet pour la réalisation d'infrastructures.

JD : « Pour moi, la collaboration avec le projet a boosté la production grâce à ses appuis en investissement et à l'augmentation de la force de travail que constitue les apprenants en situation d'incubation ».

15 jeunes diplômés en Certificat d'aptitude professionnelle et porteurs de projets entrepreneuriaux bénéficient de l'accompagnement de la ferme/pépinière qui leur assure l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement technique en leur offrant des solutions concrètes et une mise en relation avec d'autres professionnels.

C'est avec enthousiasme que le jeune entrepreneur décrit la démarche.

JD : « La durée minimale du séjour des jeunes accueillis au sein de ma pépinière est de trois mois mais il arrive que la durée soit revue en fonction des exigences et des spécificités de certaines filières. Actuellement j'accueille 15 jeunes, mais je souhaite que le prochain groupe atteigne 20 stagiaires. Je suis prêt à les accueillir et à les accompagner ».

Ce rapprochement école-entreprise avec une forte implication du secteur privé local permet d'insérer plus de jeunes dans le marché du travail. Le partenariat entre le jeune entrepreneur, le projet et les institutions locales en charge de l'accompagnement des jeunes vers un emploi décent et durable a renforcé la visibilité des entreprises locales à l'instar de celle de Jérôme Diandy.

« Pour moi, la collaboration avec le projet a boosté la production grâce à ses appuis en investissement et à l'augmentation de la force de travail que constitue les apprenants en situation d'incubation » »





KOSOVO



3

- ➔ 1 PROJET EN FORMULATION
- ➔ 16 COLLABORATEURS AU KOSOVO

PROJETS EN EXÉCUTION

2,45 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

2,84 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2019

Débursements

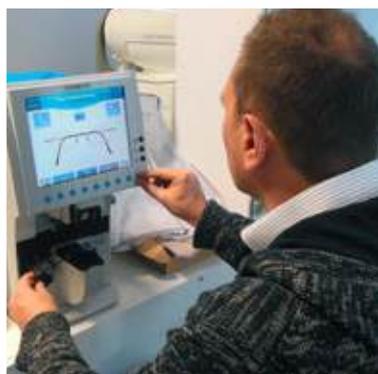
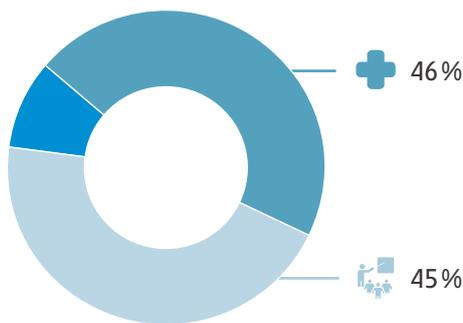


Distribution des déboursements par secteurs



9% DÉVELOPPEMENT LOCAL

9%



Le Programme de soutien à la santé au Kosovo - phase II - KSV/017 aide le ministère de la Santé à mettre en œuvre les initiatives de réforme des soins de santé. Il met particulièrement l'accent sur les activités de renforcement de capacités du ministère et d'établissements de santé ciblés. Le programme est actuellement en attente de l'approbation de la phase d'extension.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ AU BÉNÉFICE DE LA POPULATION DU KOSOVO

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les capacités de planification, de leadership et de gestion des acteurs de la santé.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des acteurs de santé en vue de leur permettre de remplir leurs nouveaux rôles et responsabilités ;
- amélioration de la performance et de la qualité des services de santé dans le secteur public ;
- utiliser efficacement dans les sites pilotes le système intégré d'information sur la santé qui a été mis en place dans toutes les institutions publiques des soins de santé.



} Un système de suivi et d'évaluation simple a été mis en place pour les hôpitaux généraux de Prizren et de Gjilan. Ce dernier intègre un ensemble d'indicateurs, des fiches d'identité des indicateurs ainsi qu'un flux d'informations pour la collecte, l'agrégation et l'analyse des données.

200

} Plus de 200 membres du personnel des hôpitaux soutenus ont été formés sur différents sujets tels que : le système de gestion de la qualité, la qualité et la sécurité des soins de santé, le suivi et l'évaluation, les compétences laparoscopiques et les soins infirmiers.

12

} La Chambre des médecins, en tant qu'institution nouvellement créée, a réussi à prendre en charge 12 des 14 fonctions du ministère de la Santé, à enregistrer plus de 4 500 médecins agréés et à acquérir une reconnaissance internationale.

 Budget

6 000 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------



Le nouveau système de suivi et d'évaluation ainsi que les outils qui s'y rapportent sont davantage intégrés et mis en pratique par le ministère de la Santé dans le cadre de ses opérations courantes. Le ministère de la Santé a d'ailleurs imposé aux autres projets du secteur de se conformer à ce système de suivi et d'évaluation et a élaboré, de manière indépendante, le deuxième rapport de suivi et d'évaluation couvrant l'année 2018.



L'introduction d'instruments d'amélioration de la qualité dans les hôpitaux généraux de Prizren et de Gjilan, tels que le consentement éclairé du patient, des fiches d'information du patient et des procédures opérationnelles standard, pour les six diagnostics les plus fréquents en chirurgie et dans les services internes des deux hôpitaux.



Finalisation de la liste des médicaments destinés aux patients couverts par le budget de l'État.



25 membres du personnel d'établissements de santé ont été formés aux principes de base de la rédaction de directives et de protocoles cliniques.



L'introduction du consentement éclairé des patients pour les services d'anesthésie dans tous les hôpitaux.



Le projet a fourni une assistance technique variée à la direction des Services cliniques hospitaliers et universitaires du Kosovo, qui a mis à profit cette expertise pour améliorer à la fois les infrastructures et les prestations de services du Centre clinique universitaire du Kosovo (UCCK) ainsi que d'autres hôpitaux généraux à travers tout le pays.



Avec des services disponibles 24h/24 et 7j/7 au UCCK, la mise en œuvre du programme national de traitement précoce de la crise cardiaque, l'intervention cardio-vasculaire percutanée primaire (ICPP), a contribué à sauver des vies tout en assurant un coût réduit pour le patient.



Les hôpitaux généraux de Prizren et de Gjilan ont reçu un équipement de diagnostic prioritaire. Après la décision du ministère de la Santé d'arrêter le déploiement du système pilote d'information sanitaire, le solde du budget, initialement prévu pour ce système, a été alloué à l'approvisionnement d'équipement de base à ces deux hôpitaux.



25 infirmières des hôpitaux généraux de Prizren et de Gjilan ont suivi une formation sur les principes de base de la sécurité en chirurgie. En outre, quatre membres du personnel des hôpitaux généraux ont suivi une formation à l'hôpital général d'Izola en Slovénie, via un accord de partenariat, sur les interventions laparoscopiques, en vue de préparer l'utilisation du nouvel équipement fourni.

* Liste non exhaustive



Le projet KSV/019 a débuté le 3 mai 2018. Il prévoit essentiellement la mise en place d'un mécanisme de renforcement des capacités en ressources humaines visant à améliorer les capacités des ministères de tutelle impliqués dans la mise en œuvre du programme d'intégration à l'Union européenne (UE). Il se concentre en particulier sur ceux concernés par les neuf chapitres de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) identifiés par le projet.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AUX EFFORTS DU KOSOVO POUR SATISFAIRE AUX EXIGENCES DE L'ACCORD DE STABILISATION ET D'ASSOCIATION AVEC L'UE AINSI QUE D'AUTRES OBLIGATIONS DECOULANT DE LA NECESSITE DE SE CONFORMER AUX ACQUIS DE L'UE.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- renforcer les ressources humaines de l'administration du Kosovo dans les secteurs clés de la législation de l'UE de manière durable;
- aider à assurer le soutien du public au processus de l'accord de stabilisation et d'association avec l'UE.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- Le ministère de l'Intégration européenne sera chargé de la mise en œuvre du projet (mise en œuvre nationale);
- Le mécanisme de renforcement des capacités en ressources humaines est financé à la fois par le Luxembourg et la Norvège;
- La mise en place d'un fonds de formation et d'assistance technique;
- Les sujets clés du processus d'intégration sont communiqués efficacement dans le cadre d'efforts conjoints avec le ministère de l'Intégration européenne et d'autres donateurs.

Durée du projet

	2018	2019
2020	2021	2022

 Budget
2000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



Le plan de développement des capacités devait être revu en début d'année afin d'élaborer les plans opérationnels de mise en œuvre. Cependant, à la demande du ministère de l'Intégration européenne, il a été décidé de donner la priorité à la rédaction des plans opérationnels de mise en œuvre. Malheureusement, l'inexpérience des ministères d'exécution dans le processus d'identification des besoins et de la formulation des activités de renforcement des capacités requises ainsi que leurs difficultés à utiliser le modèle de plans opérationnels de mise en œuvre, ont entraîné des retards importants. Les plans opérationnels de mise en œuvre n'ont été présentés qu'en juin et leur mise en œuvre a commencé en octobre.



Vers la fin de l'année, la mise en œuvre du projet par le ministère de l'Intégration européenne et les ministères de tutelle a été accélérée. Cependant, seule une petite partie des activités prévues par les plans opérationnels de mise en œuvre a été mise en œuvre et la 2^e tranche de 2019 n'a pas pu être payée.



Le système de gestion de l'information a été finalisé. Une formation pour les gestionnaires des plans opérationnels de mise en œuvre du ministère de l'Intégration européenne a été organisée.

* Liste non exhaustive



KSV/020

APPUI À LA RÉFORME DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE AU KOSOVO

Le programme représente la deuxième phase du soutien à la réforme en cours de la formation technique et professionnelle au Kosovo. Il vise à poursuivre les réformes promues par son prédécesseur (KSV/015), en étendant l'intervention au secteur de l'enseignement et formation techniques et professionnels au niveau national et en aidant à la restructuration du système de gouvernance de la formation technique et professionnelle.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR LA CRÉATION D'UNE MAIN-D'ŒUVRE TECHNIQUE EN RAPPORT AVEC LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DU KOSOVO

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer le système d'enseignement et de formation techniques et professionnels et la prestation de services au Kosovo.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- révision et renforcement de la politique, du système et de la législation en matière d'enseignement et de formation techniques et professionnels ;
- renforcement des institutions soutenues par le projet ;
- mise à niveau des systèmes d'information pour le secteur de l'enseignement et de formation techniques et professionnels.



6

Achat d'équipement informatique pour les profils du secteur de la technologie de l'information et de la communication pris en charge dans six écoles d'enseignement et de formation professionnelle Pjetër Bogdani (Ferizaj), Mehmet Isai (Gjilan), Shaban Spahija (Pejë), 11 Marsi (Prizren), Skender Luarasi (Suharekë), Lutfi Musiqi (Vushtrri).



Achat de matériel de bureau et de matériel didactique pour le *Business Model Office* dans les écoles soutenues.

Durée du projet

	2018	2019
2020	2021	2022

 Budget
5 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



Réalisation d'une étude sur le marché du travail permettant l'identification des secteurs / profils prioritaires, l'analyse des besoins de formation et la sélection des bénéficiaires directs du projet au travers :

- d'une évaluation de base des infrastructures, des capacités et du potentiel de croissance dans les établissements d'enseignement professionnel ;
- d'un rapport sur la recherche de données secondaires concernant les publications actuelles liées au secteur de l'enseignement et de la formation professionnels ; et
- de l'analyse des besoins en formation pour six secteurs (l'hôtellerie et la restauration, la construction, l'électronique, l'informatique, l'artisanat et la communication visuelle).



Création et mise à jour des qualifications, des programmes et du matériel d'enseignement et d'apprentissage en fonction des demandes du marché du travail pour six profils informatiques.



Amélioration de l'environnement juridique et réglementaire en soutenant la révision des lois et règlements en vigueur qui régissent le fonctionnement de la réforme de l'enseignement et de la formation professionnels au Kosovo. Plus précisément, le projet a soutenu la révision de plusieurs instructions administratives.



Signature de protocoles d'accord avec les services de l'éducation municipale, les maires et l'Agence pour l'enseignement et la formation professionnels et l'éducation des adultes qui ont engagé des contributions financières pour la rénovation des locaux, l'équipement des ateliers et la fourniture de consommables.



Renforcement des capacités et assistance technique au niveau national de l'enseignement et de la formation professionnels, portant sur la réforme de sa gouvernance, en particulier la gestion des écoles d'enseignement et de formation professionnels et la mise à disposition d'une orientation professionnelle, grâce à la mise en œuvre des lignes directrices du *Business Model Office* dans les centres de compétences et certaines écoles de formation professionnelle. Les principaux domaines de formation sont : la liaison industrielle, la planification marketing, les services d'orientation professionnelle, l'utilisation des systèmes d'information et des outils numériques ainsi que la prestation de services et la génération de revenus.

52%

Un système d'information comprenant cinq modules soutenus par le projet a été établi et approuvé par le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie un an à l'avance. La mise en œuvre réussie d'un système d'information sur l'orientation professionnelle a conduit à un nombre total d'utilisateurs qui représente environ 52% de l'objectif total fixé par le projet pour la période de quatre ans.

* Liste non exhaustive



BASHKIM HYSENI | DIRECTEUR DU CENTRE DE COMPÉTENCES DE FERIZAJ BASHKIM HYSENI

KSV/020

APPUI À LA RÉFORME DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE AU KOSOVO

POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DE L'INNOVATION LA PLUS RÉCENTE DANS VOTRE ÉCOLE ?

Notre centre de compétences a récemment signé un accord avec l'établissement scolaire SEDU, une école de formation professionnelle bien connue en Finlande. Parmi les avantages de cet accord bénéficiant aux deux parties, il y a la possibilité pour nos diplômés du profil « Aide sociale et de soins de santé » de suivre une année d'études au sein de l'école de formation professionnelle de SEDU avec à la clé la possibilité d'obtenir un second diplôme finlandais. Étant donné que ces étudiants ont déjà obtenu leur diplôme dans un tel programme, la formation complémentaire que nos diplômés reçoivent pendant leur séjour au SEDU porte principalement sur leurs compétences linguistiques et leur stage.

Depuis janvier 2020, 14 de nos diplômés ont déjà commencé des études supplémentaires au SEDU en Finlande et les impressions initiales que nous avons pu recueillir sont extrêmement positives des deux côtés. La sélection de nos diplômés a été effectuée en utilisant les mêmes critères d'admission que ceux utilisés avec les étudiants finlandais et les résultats ont prouvé que nos étudiants se sont très bien débrouillés sans aucune différence entre eux et leurs homologues finlandais, ce dont nous sommes très contents au vu des normes éducatives très élevées en Finlande.

Ce partenariat entre nos deux établissements a été rendu possible grâce à la coopération Kosovo-Luxembourg mise en œuvre par LuxDev et le ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (MEST), à travers les projets successifs KSV/015 et KSV/020. D'ailleurs, notre école a été créée à la suite de cette coopération, qui a également contribué à l'élaboration de programmes d'études, au développement professionnel de la direction de l'école et du personnel enseignant, et à l'introduction du concept et des lignes directrices du modèle de gestion des écoles d'enseignement et de formation professionnels, modèle grâce auquel nous avons pu signer de nombreux accords dont celui avec SEDU.

QUELS SONT LES AVANTAGES DE CET ACCORD POUR VOTRE ÉCOLE, LE KOSOVO ET LES ÉLÈVES ?

Cet accord nous a encouragés et aussi rassurés en ce qui concerne la qualité de l'enseignement que nous dispensons à nos étudiants. De plus, des accords comme celui-ci représentent des maillons importants pour le renforcement de la qualité des qualifications que nous offrons ainsi que de la durabilité et de la notoriété nationale et européenne de notre établissement. Il est également

« L'accord avec le SEDU a également profité à notre école en validant nos efforts pour améliorer continuellement la qualité des formations » »

important de mentionner que cet accord aura un impact direct sur l'emploi des jeunes puisque, une fois diplômés du SEDU, ils seront dotés d'un second diplôme finlandais, les rendant encore plus employables. Par ailleurs, ces étudiants doublement diplômés peuvent contribuer au développement du Kosovo de plusieurs manières. Certains reviendront au Kosovo et transmettront les compétences pratiques acquises en Finlande au marché de l'emploi kosovare, d'autres y resteront pour acquérir plus d'expérience professionnelle. Ils pourraient même devenir enseignants pour nos écoles d'enseignement et de formation professionnels au Kosovo, ce qui serait une grande contribution pour notre système d'enseignement et de formation professionnels. À en juger par les performances de nos élèves en Finlande, cet accord a également profité à notre école en validant nos efforts pour améliorer continuellement la qualité des formations. Cela montre que tous les investissements et les efforts de toutes les parties prenantes, notamment de LuxDev et du MEST, portent leurs fruits. Qui plus est, cet accord nous encourage également à continuer nos efforts d'amélioration et de rechercher d'autres accords. Finalement, pour les étudiants qui fréquentent actuellement le SEDU, il est important de mentionner qu'ils obtiendront bientôt des postes rémunérés dans leur domaine, ce qui contribuera à réduire la charge financière qu'ils constituent pour leurs parents et à les aider à acquérir de précieuses compétences pratiques dans leur domaine d'activité.

QUELLE EST LA PROCHAINE ÉTAPE POUR VOTRE ÉCOLE EN LA MATIÈRE ?

En plus de permettre à nos diplômés de suivre les cours du SEDU en Finlande pendant un an et de recevoir un diplôme finlandais, notre accord avec le SEDU comprend également un volet sur le soutien du SEDU en termes de matériel pédagogique et de développement professionnel des enseignants. Ce volet devrait être mis en œuvre au cours des trois prochaines années. De plus, bien que cet accord soit principalement pour notre section « Aide sociale et de soins de santé », nous espérons la signature d'autres accords similaires pour toutes les sections que nous proposons. Que ce soit avec le SEDU ou d'autres écoles similaires en Finlande.



**VANESA REXHEPI | DIPLÔMÉE DU CENTRE DE
COMPÉTENCES DE FERIZAJ BASHKIM HYSEN
PARTIE EFFECTUER UNE ANNÉE SUPPLÉMENTAIRE
EN FINLANDE À L'ÉCOLE SEDU**

« Une fois diplômée, je prévois de revenir au Kosovo pour y travailler afin d'apporter une contribution à la communauté. »

COMMENT SE PASSE TON EXPÉRIENCE EN FINLANDE JUSQU'À PRÉSENT ?

Venir en Finlande en janvier 2020 a été une opportunité très constructive pour moi. Jusqu'à présent, mes expériences ici ont été très positives. Les enseignants sont très satisfaits de mes performances, y compris de mon apprentissage du finnois, langue dans laquelle je suis actuellement de nombreux cours. La majorité des sujets couverts me sont déjà familiers de par mes études au Centre de compétences de Ferizaj. Je me suis d'ailleurs rendue compte que le Centre de compétences de Ferizaj avait fait un excellent travail et m'avait transmis un bon niveau de connaissances théoriques et pratiques. Bien que mes camarades de Ferizaj Bashkim Hysen et moi ne sommes ici que depuis un mois, les enseignants et les étudiants ici sont surpris par notre capacité à acquérir leur langue en si peu de temps. En fait, c'est la principale difficulté à laquelle nous sommes confrontés jusqu'à présent dans tous les cours que nous suivons au SEDU.

COMMENT, TES CAMARADES DE FERIZAJ BASHKIM HYSEN ET TOI, ENVISAGEZ-VOUS VOTRE AVENIR ?

Même si cela ne fait qu'un mois que nous sommes ici, nous avons tous des idées différentes quant à ce que l'avenir nous réserve. Certains d'entre nous prévoient de revenir au Kosovo après l'obtention de leur diplôme pour trouver un emploi et d'autres prévoient de rester ici, au moins quelques années, afin d'acquérir de l'expérience professionnelle, avant de rentrer chez eux. Ceci dit, il est encore trop tôt pour faire des plans. Pour le moment nous savons que nous allons tous rester ici encore pendant au moins un an. De plus, nous allons très bientôt effectuer des stages en entreprise pour découvrir le marché du travail finlandais, ce qui est un autre aspect positif de l'accord entre les deux écoles.

QUE PENSEZ-VOUS DE LA FORMATION QUE VOUS AVEZ REÇUE ?

Je pense que nous nous sentons tous privilégiés. Tous les diplômés des écoles de formation professionnelle du Kosovo n'ont pas eu la chance de fréquenter une école dotée d'équipements aussi modernes et d'un personnel enseignant axé sur la qualité. Je pense que nous avons eu de la chance d'assister aux cours du Centre de compétences de Ferizaj car l'école a reçu beaucoup de soutien des projets mis en œuvre par LuxDev et le MEST, que ce soit en termes de programmes scolaires, de développement professionnel des enseignants ou de soutien à la signature de partenariats internationaux tels que celui dont je bénéficie. Je souhaite que tous les étudiants de l'enseignement et de la formation professionnelle du Kosovo aient les mêmes opportunités que celles que nous avons eues au Centre de compétences de Ferizaj. Une fois diplômée, je prévois de revenir au Kosovo pour y travailler afin d'apporter une contribution à la communauté. En attendant, tous mes amis ici et moi-même sommes reconnaissants de cette formidable opportunité finlandaise !





EL SALVADOR

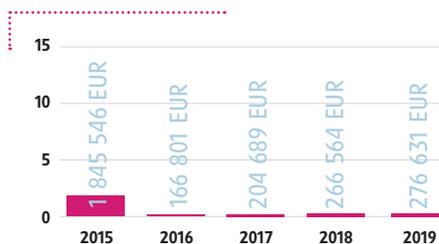


1

PROJET EN EXÉCUTION

→ 3 COLLABORATEURS AU SALVADOR

Déboursements



0,24%

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

0,27 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2019

Distribution des déboursements par secteurs



100%
DIVERS





SVD/024

ACCOMPAGNEMENT ET SUIVI DES PROJETS DE COOPÉRATION BILATÉRALE AU SALVADOR

La coopération entre le Luxembourg et le Salvador a franchi en 2016 une nouvelle étape dans laquelle le Salvador exécute directement les projets financés par le Luxembourg. L'exécution nationale est un grand pas en avant en termes d'appropriation et d'alignement sur les politiques et stratégies nationales pour le gouvernement salvadorien. Cela peut également être un défi quant à la gestion orientée de résultats de développement, car il est nécessaire d'élaborer des cadres d'évaluation des performances et une meilleure gestion des ressources.

OBJECTIF GLOBAL

FOURNIR AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES LUXEMBOURGEOIS ET AUX INSTITUTIONS SALVADORIENNES RESPONSABLES DE L'EXÉCUTION DES PROJETS BILATÉRAUX, UN MÉCANISME D'ASSISTANCE TECHNIQUE CHARGÉ DE LA SUPERVISION ET DU SUIVI DE CES PROJETS.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établissement de mécanismes de suivi permettant aux institutions salvadoriennes d'améliorer leur gestion des projets bilatéraux et d'augmenter l'efficacité de sa mise en œuvre ;
- représentation de la Coopération luxembourgeoise au Salvador et de liaison avec l'Ambassade à Managua ;
- surveillance et soutien direct du Luxembourg au Salvador en se concentrant sur les aspects administratifs et financiers.



 Budget

1 403 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Renforcement de l'éducation initiale pour les enfants de moins de quatre ans dans 28 communes grâce à la participation de la société civile organisée dans la mise en œuvre du plan national d'éducation.



Augmentation du nombre de projets de coopération sud-sud et triangulaire où le Salvador joue le rôle de leader partageant son expérience.



Création du comité de suivi du plan social officialisant le rôle de la société civile dans la gouvernance de la politique sociale.

* Liste non exhaustive



IRMA YOLANDA NÚÑEZ | COORDINATRICE TECHNIQUE
COMMISSION PRÉSIDENTIELLE POUR LES OPÉRATIONS ET LES CABINETS DE GOUVERNEMENT

SVD/024

ACCOMPAGNEMENT ET SUIVI DES PROJETS DE COOPÉRATION BILATÉRALE AU SALVADOR

THÈME DU TÉMOIGNAGE

Le renforcement des capacités pour le développement de la politique sociale du Salvador dans le cadre de l'accompagnement du projet SVD/024.

Mme Irma Yolanda Núñez, de l'équipe technique responsable de la politique sociale au Salvador, commente qu'en 2019 le soutien de la Coopération luxembourgeoise a joué un rôle clé dans les progrès en matière de renforcement des capacités institutionnelles.

La contribution la plus notable de la Coopération luxembourgeoise concerne son appui pour le développement d'une nouvelle vision de notre politique sociale et son support dans le cadre de l'élaboration de la loi sur le développement, la protection et l'inclusion sociale qui s'y rapporte.

Cette contribution est basée sur une approche fondée sur les droits ainsi que la création du cadre institutionnel nécessaire à la promotion de la politique contribuant à une société solidaire, inclusive et plus égalitaire.

Grâce à l'appui de l'assistance technique de la Coopération luxembourgeoise et de l'unité technique de la politique sociale de la Présidence, le personnel de nos institutions publiques chargées de l'exécution des programmes sociaux a pu renforcer son appropriation de la conduite des principaux programmes sociaux :

- d'éradication de la pauvreté ;
- de l'égalité des sexes pour la promotion du développement productif ;
- de promotion de l'emploi des jeunes ; et
- de l'amélioration des services de santé.

« Le soutien de la
Coopération
luxembourgeoise
a joué un rôle clé
dans les progrès
en matière de
renforcement des
capacités institutionnelles »

L'assistance technique a également contribué au développement du registre unique de bénéficiaires des programmes sociaux dont l'objectif est de rendre l'utilisation de nos ressources publiques plus efficiente et plus transparente. Les données générées par ce registre sont d'un grand intérêt pour nos autorités pour la prise de décision et également pour la société civile dans sa fonction de suivi et de contrôle social. L'automatisation du traitement de ces données fait de plus partie intégrante de l'agenda numérique impulsé par notre actuel gouvernement.

L'aide de la Coopération luxembourgeoise a également permis de mener à bien l'évaluation d'impact de notre programme de promotion de l'emploi des jeunes. Les résultats de cette évaluation ont été présentés et commentés dans différents forums et ont été pris en compte lors des ajustements et des améliorations que notre gouvernement a apportés au programme.



NICARAGUA



3

→ 7 COLLABORATEURS AU NICARAGUA

PROJETS EN EXÉCUTION

3,02%

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

3,50 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2019

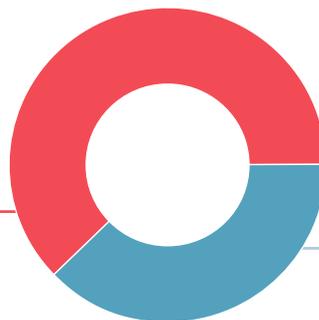
Débursements



Distribution des déboursements par secteurs



77% SANTÉ



77% +

23%



En plus du renforcement institutionnel, le programme comprend un important volet d'infrastructures avec la construction et l'équipement d'un hôpital de premiers soins dans la commune de El Cuá et la réparation des infrastructures hydro-sanitaires d'une centaine d'établissements de santé des départements de Matagalpa et Jinotega. Il a également contribué à soutenir l'appui de longue date du Luxembourg dans le domaine de la médecine transfusionnelle.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA MORTALITÉ MATERNELLE ET INFANTILE AU NICARAGUA EN ASSURANT LA CONTINUITÉ DES EFFORTS RÉALISÉS DANS LE CADRE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- améliorer la qualité et accroître la couverture des services de santé en faveur des habitants de 10 communes des départements de Jinotega et Matagalpa ;
- contribuer à ce que la population nicaraguayenne ait accès à une thérapie transfusionnelle sûre dans les hôpitaux publics bénéficiaires.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- mécanisme mixte de gestion combinant le mode de gestion déléguée et l'exécution en régie ;
- application d'une approche de gestion axée sur les résultats reposant sur des instruments de gestion et indicateurs institutionnels ;
- appui aux processus institutionnels existants par le renforcement des capacités de gestion et l'amélioration de la qualité des interventions ;
- mise en œuvre et suivi des activités de promotion du don de sang bénévole et altruiste dans huit départements ;
- mise en réseau et respect de normes techniques dans les services de médecine transfusionnelle des hôpitaux publics.



 Budget

14 118 709 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019
------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Finalisation de la construction et l'équipement d'un l'hôpital de premiers soins de El.



Systematisation de l'expérience dans la mise en œuvre des services de médecine transfusionnelle au Nicaragua (leçons apprises).



Systematisation du projet Appui au secteur de la santé - PASS NIC/027 (les bonnes et mauvaises pratiques du modèle de santé familial et communautaire).

11

Équipement des services de médecine transfusionnelle dans 11 hôpitaux régionaux.

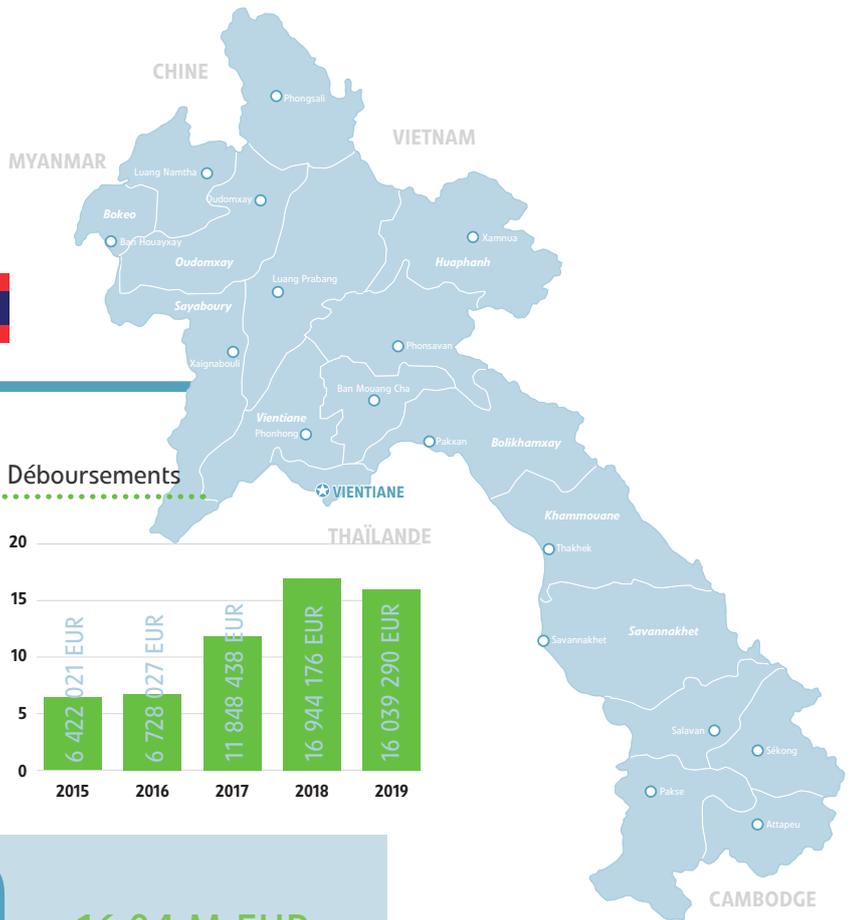


Finalisation des travaux hydro-sanitaires dans les départements de Jinotega et Matagalpa.

* Liste non exhaustive



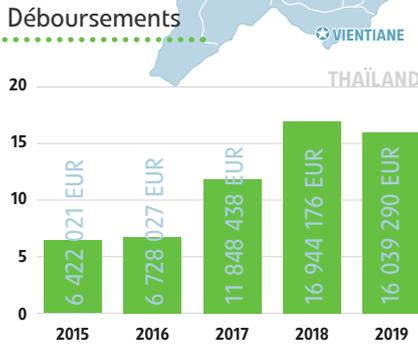
LAOS

6 PROJETS EN EXECUTION

▶ **1** PROJET EN FORMULATION

▶ **126** COLLABORATEURS AU LAOS



13,83%
DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

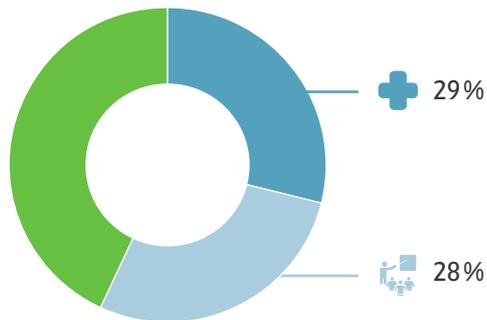
16,04 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2019

Distribution des déboursements par secteurs



43%
DÉVELOPPEMENT LOCAL

43%



Le Grand-Duché de Luxembourg soutient le secteur de la santé depuis le début de la coopération entre le Laos et le Luxembourg fin 1997. Le programme LAO/027 met l'accent sur le renforcement du système de soins de santé en s'intéressant tout particulièrement à la gouvernance, aux prestations de service et au développement du capital humain avec pour objectif de promouvoir les soins de santé efficaces et de qualité ciblant prioritairement le secteur de la santé de la mère et de l'enfant.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION DU LAOS EN SE CONCENTRANT PARTICULIÈREMENT SUR LES SOINS DE SANTÉ PRODIGUÉS AUX MÈRES ET AUX ENFANTS DANS TROIS PROVINCES CENTRALES DU PAYS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Appuyer le ministère de la Santé dans la mise en œuvre de la réforme des soins de santé 2013-2025 qui vise à renforcer l'accès général aux soins dans les provinces de Bolikhamxay (BLX), Khammouane (KMN) et Vientiane Province (VTP) tout en priorisant les soins donnés aux mères, aux nouveaux-nés et aux enfants.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établir le Fonds commun participatif comme base d'une stratégie pluridimensionnelle visant à améliorer la gouvernance et la responsabilisation à tous les niveaux du système de soins de santé ;
- améliorer la performance des services de soins de santé, en particulier en ce qui concerne les domaines de la santé maternelle, néonatale et infantile au niveau du district ;
- fournir des conditions techniques adéquates pour soutenir la prestation de services médicaux dans les provinces ciblées ;
- élaborer une stratégie globale pour le développement des ressources humaines.



Durée du projet

	2014	2015	2016
2017	2018	2019	2020

Budget

28 900 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

132

bourses de longue durée ont été accordées au personnel des provinces centrales (66% à des fonctionnaires et 34% à des bénévoles) dont 75% à des femmes. Parmi ces bourses, 54 ont été accordées pour des études universitaires au Laos et neuf pour des masters en soins infirmiers et santé publique en Thaïlande.

78%

des hôpitaux de district dans les provinces centrales sont désormais conformes aux normes de performances internationales en matière de «soins obstétricaux d'urgence de base».

440 000 EUR

De l'équipement et du mobilier médical d'une valeur de 440 000 EUR a été fourni pour la phase II du programme.

78

bourses d'études ont été accordées pour renforcer les compétences de sages-femmes dans des écoles techniques provinciales du Laos.

850 000

patients ont été traités en bénéficiant du régime d'assurance-maladie mis en place dans les trois provinces centrales, soit une augmentation de 19% par rapport à 2018. Le remboursement des prestations par la caisse nationale d'assurance-maladie s'est élevé à 4,6 MEUR, soit une augmentation de 9% par rapport à l'année précédente.

178

Le système national d'information sanitaire par district en ligne a enregistré pour 28 districts et 178 centres de santé des provinces centrales, une moyenne de 94% de rapports trimestriels présentés endéans les délais.



Achèvement du nouveau service de médecine interne, du service et de la salle d'opération d'ophtalmologie, des services de soutien et des locaux administratifs de l'hôpital provincial de Bolikhamxay.

50

Des bourses de courte durée principalement focalisées sur les soins de santé pour les mères et les enfants, ont été accordées à 50 stagiaires dans le cadre de l'amélioration ad-hoc de compétences cliniques spécifiques. 50% des bénéficiaires étaient des volontaires et 72%, des femmes. Parmi ces bourses, 18 ont été allouées pour des études en Thaïlande



Un système intégré d'information sur les ressources humaines prenant en compte l'ensemble du personnel de santé provincial (fonctionnaires et bénévoles) et leurs activités de formation liées aux projets, a été développé.

17 193

En 2019, les établissements de santé publics des provinces centrales ont dénombré 17 193 accouchements, ce qui constitue une augmentation de 4% par rapport à 2018 et correspond à environ 65% de l'ensemble de naissances estimées dans les trois provinces centrales.

* Liste non exhaustive



LAO/029
LAO/729

COMPÉTENCES DANS LE SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

L'économie du pays est en train de changer. Développer le tourisme et tirer pleinement parti des possibilités d'emploi offertes par le secteur est une priorité nationale, en ligne avec la vision et les objectifs du huitième plan national de développement socio-économique (2016-2020) ainsi qu'avec la stratégie touristique (2006 – 2020) du pays. Le Luxembourg et la Suisse ont donc uni leurs efforts à ceux du Laos pour mettre en œuvre le programme Compétences pour le tourisme (LAO/029), qui soutient l'amélioration de la formation professionnelle et du développement des compétences en tourisme / hôtellerie. Le programme porte une attention particulière à aider les personnes issues de milieux défavorisés à acquérir les compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi directement ou indirectement lié au tourisme.

OBJECTIF GLOBAL

PROMOUVOIR UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE DU SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE, CONTRIBUANT AINSI À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Développer, diversifier et améliorer la formation professionnelle et le développement des compétences en matière de tourisme et d'hôtellerie, tout en y garantissant l'accès pour les personnes issues de milieux défavorisés, afin de donner aux individus formés l'opportunité de trouver un emploi rémunéré ou de poursuivre leur formation dans ce secteur.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer la qualité des programmes d'éducation et de formation professionnelles ainsi que ceux de développement des compétences dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie ;
- élargir et améliorer les activités liées au secteur du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que les programmes de formation professionnelle et de développement des compétences qui s'y rapportent ;
- veiller à ce que les personnes issues de milieux défavorisés soient incluses dans les programmes d'enseignement professionnel et de développement des compétences dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie ;
- établir une gouvernance ainsi qu'un cadre institutionnel et réglementaire propices à la formation professionnelle et au développement des compétences, dans le domaine du tourisme et l'hôtellerie.

Durée du projet

2016 2017 2018

2019 2020 2021

 Budget LAO/029

7 500 000 EUR

 Budget LAO/729

7 500 000 EUR

} Coopération suisse

FAITS MARQUANTS*

5 119

personnes ont terminé ou sont actuellement en cours d'apprentissage au sein d'un des programmes de formation professionnelle et de développement des compétences dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie soutenus par le projet.

88

membres du personnel des principales parties prenantes du projet ont participé à des activités organisationnelles et/ou à des activités de renforcement de capacités spécifiques à leur poste.

28 %

Entre 2018 et 2019, les inscriptions aux programmes sanctionnés par un diplôme en tourisme ou en hôtellerie ont augmenté de 28 %.

80 %

des bénéficiaires du projet sont issus de milieux défavorisés et 78 % sont des femmes.

87 %

Trois mois après leur formation, 87 % des diplômés des programmes d'éducation et formation professionnelle en tourisme et hôtellerie ont trouvé un emploi, sont devenus indépendants ou poursuivent leurs études.

1 897

employés de 750 micro, petites et moyennes entreprises du secteur du tourisme ou de l'hôtellerie ont suivi une formation de perfectionnement.

95 %

des diplômés ayant trouvé un emploi touchent un salaire égal ou supérieur au salaire minimum.

5 039

L'application mobile d'apprentissage de l'anglais pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, *Sabaidee English*, développée grâce au soutien du projet, a été téléchargée 5 039 fois.

15

nouveaux programmes de formation professionnelle et de développement des compétences dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie ont été développés grâce au soutien du projet.

* Liste non exhaustive

TÉMOIGNAGE



ATHOR | SERVEUR À L'AMANTAKA RESORT À LUANG PRABANG

LAO/029

COMPÉTENCES DANS LE SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

INTRODUCTION

Le tourisme a été identifié comme un secteur prioritaire dans le cadre de la transition économique du Laos qui vise à passer d'une économie agricole à faible productivité à une économie de services plus productive.

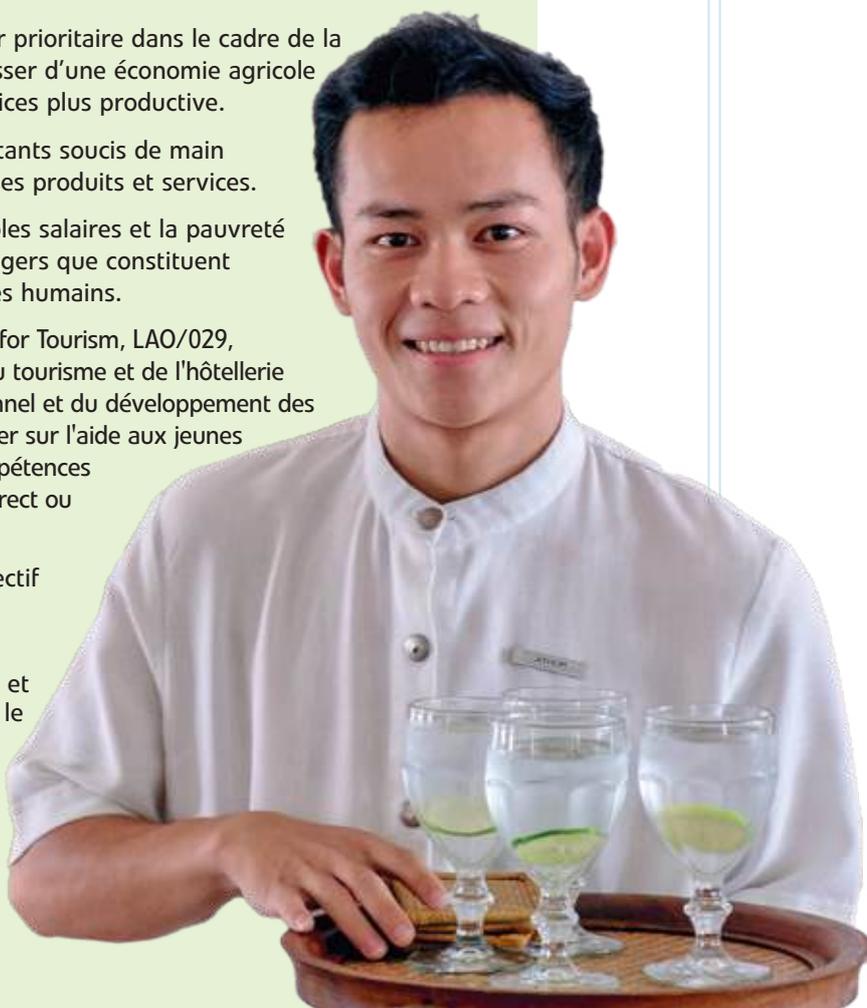
Cependant, ce secteur clé fait face à d'importants soucis de main d'œuvre et se doit d'améliorer la qualité de ses produits et services.

De plus, le niveau élevé de chômage, les faibles salaires et la pauvreté poussent bon nombre de jeunes vers les dangers que constituent l'immigration clandestine et la traite des êtres humains.

Pour faire face à cette situation, le projet Skills for Tourism, LAO/029, promeut une croissance inclusive du secteur du tourisme et de l'hôtellerie par l'amélioration de l'enseignement professionnel et du développement des compétences. Le projet met un accent particulier sur l'aide aux jeunes issus de milieux défavorisés à acquérir les compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi en lien direct ou indirect avec le secteur du tourisme.

La stratégie du projet pour atteindre cet objectif porte sur trois axes :

- améliorer la qualité et la diversité des programmes de formation professionnelle et de développement des compétences dans le tourisme et l'hôtellerie ;
- garantir l'accès des personnes issues de milieux défavorisés à ces programmes ; et
- renforcer la gouvernance, les cadres institutionnels et réglementaires de la formation professionnelle ainsi que le développement des compétences dans le tourisme et l'hôtellerie.



TÉMOIGNAGE

« Quand on me demande comment j'ai obtenu ce poste, je réponds simplement que j'ai choisi la bonne formation »

Photos by Bart Verweij © LuxDev

« Mon nom est Athor, j'ai 19 ans et je viens d'un petit village de la province de Luang Prabang, dans la région nord de la RDP lao. Dernier enfant d'une famille pauvre, mes parents n'avaient aucun moyen de subvenir à mes besoins. Aussi, à l'âge de neuf ans, ils m'ont envoyé dans une école pour enfants dans le besoin dans la capitale provinciale de Luang Prabang.

À l'époque où je terminais mes études secondaires, j'ai intégré un cours de production alimentaire de trois mois, soutenu par le projet Compétences dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Comme le cours était gratuit et prenait en charge les frais de logement et de séjour, j'ai décidé de postuler dans l'espoir que cela augmenterait mes chances de trouver un emploi.

Lors de ma formation, j'ai reçu beaucoup de soutien et j'ai vraiment beaucoup appris. Nous n'avions pas seulement des cours de théorie, mais aussi de nombreux cours pratiques sur l'hygiène alimentaire et d'autres sujets, comme la langue anglaise. À l'issue de la formation, j'ai obtenu un stage à l'Amantaka Resort, l'un des hôtels les plus luxueux de Luang Prabang et après six mois, on m'a proposé un contrat à temps plein en tant que serveur.

Décrocher un emploi stable dans un complexe prestigieux a eu de nombreuses répercussions positives dans ma vie. Aujourd'hui, je suis heureux de voir que les gens de mon village sont très fiers quand ils me voient dans mon uniforme. Quand on me demande comment j'ai obtenu ce poste, je réponds simplement que j'ai choisi la bonne formation.

Bien que j'aie dû faire face à de nombreuses difficultés en grandissant, j'ai aujourd'hui trouvé un emploi rémunérateur dans le secteur du tourisme et je parviens à soutenir ma famille. »

Le cours suivi par le jeune homme est un programme de formation accrédité d'un certificat 1 (C1) de trois mois, dispensé par le centre de formation « LANITH Luang Prabang » et soutenu par le projet Skills for Tourism (LAO/029).

Depuis 2017, le projet Skills for Tourism a travaillé avec des prestataires de formation publics et privés à travers le pays. Il a ainsi soutenu plus de 5000 personnes au travers d'une gamme complète de programmes d'éducation et de formation dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Parmi les personnes ayant bénéficié du soutien du programme, 84% étaient issues de milieux défavorisés, 78% étaient des femmes et 72% avaient moins de 25 ans.

Fin de 2019, 87% des diplômés étaient employés, indépendants ou poursuivaient des études.

Si vous souhaitez avoir plus d'informations sur l'histoire d'Athor et son parcours, nous vous invitons à vous rendre sur notre chaîne YouTube et à regarder la vidéo « Athor's Journey ».



LAO/030

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR LES PROVINCES DE BOKEO, BOLIKHAMXAY, KHAMMOUANE ET VIENTIANE

Le Laos a connu une croissance macro-économique rapide au cours de la dernière décennie. Cependant, le développement économique a surtout bénéficié aux populations urbaines et de plaine. Dans les collines, et montagnes, les gens sont de plus en plus en retard par rapport aux populations de plaine en termes de revenus, éducation, santé, nutrition et autres indicateurs sociaux. Ce programme a été conçu afin d'aider à réduire la pauvreté dans les zones les plus défavorisées et contribuer au renforcement la gouvernance locale, la décentralisation et le dialogue politique en faveur du développement des zones défavorisées. Les bénéficiaires principaux sont environ 150 000 personnes de 229 villages cibles sélectionnés selon les taux de pauvreté qui, en raison de la situation démographique, sont pour la plupart des groupes ethniques minoritaires.

OBJECTIFS GLOBAUX

- RÉDUIRE LES NIVEAUX DE PAUVRETÉ AU LAOS
- ENRAYER LA FAMINE ET RÉDUIRE LA MALNUTRITION AINSI QUE LE RETARD DE CROISSANCE DÛ À UN MANQUE D'ALIMENTATION
- AMÉLIORER LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer le niveau de vie et dépasser le seuil de pauvreté dans les villages cibles.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer la gouvernance pour lutter contre la pauvreté ;
- promouvoir l'auto-développement des communautés ;
- améliorer l'accès à l'infrastructure socio-économique.



Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

30 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

229

Des mécanismes novateurs de planification et de financement des villages ont été conçus et testés dans 229 villages cibles.



Des systèmes efficaces de planification ascendante et d'intégration sectorielle ont été instaurés grâce à une mise en œuvre pratique par le système gouvernemental lao.



Renforcement des capacités en matière de planification et de suivi du développement local et national.

399

Le programme de subvention des villages a mené à bien 274 activités de développement et en a initié 125 autres qui sont actuellement en cours d'exécution.



Soutien au dialogue politique en matière de développement rural au travers d'un mécanisme de tables rondes et de la programmation conjointe de l'UE.

58

projets infrastructurels concernant des écoles, des systèmes d'approvisionnement en eau et d'autres infrastructures ont été achevés.



Implication d'organisations internationales non gouvernementales luxembourgeoises dans la promotion de l'accès au financement rural (ADA) et dans la coordination provinciale de la nutrition (Caritas Luxembourg).

128

nouveaux plans de crédit villageois ont été mis en place.

* Liste non exhaustive



LAO/031

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FORMATION ET À L'ENSEIGNEMENT JURIDIQUES AINSI QU'À LA PROMOTION DU CONCEPT DE L'ÉTAT DE DROIT AU LAOS

En 2009, le Laos a adopté un plan directeur du secteur juridique qui positionne le développement d'institutions efficaces dans l'ensemble du secteur juridique, comme étant le fondement de l'État de droit. Par ailleurs, l'une des questions transversales abordées par le 8^e plan national de développement socio-économique du Laos, est d'améliorer l'efficacité de la gouvernance et de l'administration publique. Aussi, il est tout à fait nécessaire de développer un système juridique complet, harmonisé, clair, fiable et totalement accessible. Des démarches allant dans ce sens et visant à renforcer l'enseignement supérieur dans le secteur juridique avaient déjà été amorcées par le projet LAO/023 - Renforcement de la primauté et de l'État de droit au Laos par un enseignement juridique universitaire de qualité - lui aussi financé par le Luxembourg.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT AU LAOS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- renforcer l'environnement permettant un accès à la justice ;
- continuer à renforcer l'éducation et la formation juridiques.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités des « praticiens du droit » ciblés et des fonctionnaires en droit ;
- renforcer les campagnes formelles / informelles de sensibilisation juridique ;
- renforcer la coordination entre les universitaires et les praticiens ;
- développer de nouveaux curricula conformes aux normes et aux exigences de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est ;
- améliorer les compétences des enseignants ciblés ;
- améliorer la gestion et la gouvernance de la Faculté de droit et des sciences politiques de Vientiane et de la Faculté de droit et d'administration de Champassak.



Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

5 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

1653

praticiens du droit et fonctionnaires ont pu profiter des différents ateliers de formation juridique.

229

éducateurs juridiques ont bénéficié de trois conférences ouvertes, organisées à la Faculté de droit et sciences politiques de Vientiane.

745

Inscription de 745 participants aux formations pour enseignants portant sur l'enseignement du droit et sur évaluation des acquis.

3

Une conférence nationale sur la lutte contre la criminalité organisée, axée sur les stupéfiants illicites, la traite des êtres humains et le blanchiment d'argent ainsi que trois conférences de suivi ont été organisées.

9

Création de quatre bureaux provinciaux d'aide juridique et organisation de cinq ateliers de renforcement des capacités sur les procédures et la gestion organisationnelle d'un bureau d'aide juridique.

5

programmes académiques de la Faculté de droit et sciences politiques de Vientiane ont été révisés et approuvés par l'Université nationale du Laos.

2

études de terrain soutenues par l'Institut national de la justice ont été menées.

1178

villageois ont bénéficié de campagnes de sensibilisation.

* Liste non exhaustive



LAO/033

RENFORCER L'EFFICACITÉ DE LA GESTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT AU LAOS

S'appuyant sur les succès du projet LAO/028 - Renforcement des capacités de la Direction de la coopération internationale du ministère du Plan et de l'Investissement - ce projet, d'une durée de quatre ans dans le secteur de la gouvernance, vise à garantir que l'Aide publique au développement (APD) soutienne efficacement la mise en œuvre du plan national de développement socio-économique (NSEDP). Plus spécifiquement, le projet vise, d'une part, à renforcer la capacité du ministère de la Coopération internationale (MCI) à coordonner et gérer efficacement l'APD aux niveaux national et provincial et, d'autre part, à améliorer les liens entre le MCI et le secrétariat des Objectifs de développement durable (ODD) afin de garantir que la mise en œuvre des ODD soit mieux prise en compte et contrôlée dans le cadre des interventions de l'APD.

OBJECTIF GLOBAL

VEILLER À CE QUE L'APD SOUTIENNE EFFICACEMENT LA MISE EN ŒUVRE DU NSEDP

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la capacité des principales agences du Laos à gérer et coordonner efficacement l'APD.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer la capacité du département de la Coopération internationale à, d'une part, gérer et coordonner efficacement l'APD par l'intermédiaire des sections provinciales de Coopération internationale et des ministères de tutelle et, d'autre part, à faire un compte rendu sur l'APD de façon opportune ;
- veiller à ce que les questions transversales reflétées dans les ODD soient dûment prises en compte dans les interventions d'APD et soutiennent le NSEDP.

Durée du projet

	2019	2020
2021	2022	2023

Budget

1 300 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



Constitution du bureau du projet.



Une unité de mise en œuvre et de gestion du projet a été mise sur pied.



Élaboration des principaux documents opérationnels du projet tels que le cadre logique, le plan de travail annuel et le budget.



Renouvellement de la certification ISO 9001:2015 pour le département de la Coopération internationale du ministère du Plan et de l'Investissement.



Distribution à un large public, de la version anglaise du décret 357 sur la gestion et l'utilisation de l'APD lors de la table ronde de novembre.

* Liste non exhaustive



MYANMAR



BANGLADESH

INDE

CHINE

LAOS

THAÏLANDE

Golfe du Bengale

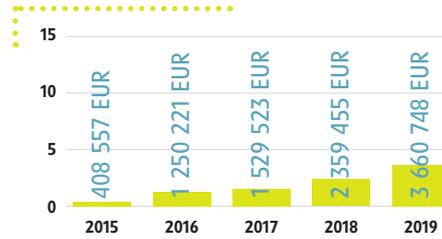
Océan indien

NAYPYIDAW

2

PROJETS EN EXÉCUTION

Déboursements



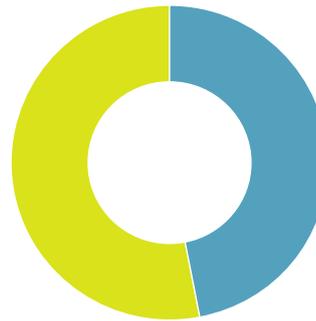
➔ 55 COLLABORATEURS AU MYANMAR

Distribution des déboursements par secteurs



53%
DÉVELOPPEMENT LOCAL

53%



47%

3,16%

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

3,66 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2019





MYA/001

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME

L'ouverture progressive actuelle des systèmes économiques et politiques est censée conduire le Myanmar à une croissance régulière à l'instar de l'augmentation des arrivées de touristes internationaux et régionaux.

L'objectif du projet est de fournir aux jeunes ayant déjà une activité professionnelle ainsi qu'aux jeunes - et moins jeunes - hommes et femmes défavorisés, les compétences et aptitudes techniques nécessaires pour leur permettre d'accéder à un large éventail d'emplois dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

OBJECTIF GLOBAL

L'OBJECTIF GÉNÉRAL DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET EST DE CONTRIBUER À LA RÉALISATION DE L'OBJECTIF DU PLAN DIRECTEUR DU TOURISME POUR 2013-2020, À SAVOIR MAXIMISER LA CONTRIBUTION DU SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME À LA CRÉATION D'EMPLOIS ET À LA GÉNÉRATION DE REVENUS AU MYANMAR

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la capacité des ressources humaines et promouvoir la qualité des services dans le secteur du tourisme en mettant l'accent sur la conception et la mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'action à long terme de développement des ressources humaines pour répondre aux besoins actuels et futurs du secteur.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités organisationnelles et RH du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme (MHT) ;
- renforcer la capacité opérationnelle des prestataires de services d'éducation et de formation existants et nouveaux ;
- améliorer les compétences de la main-d'œuvre existante dans le secteur du tourisme.



Durée du projet

	2015	2016	2017
2018	2019	2020	2021

Budget

8 500 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

125

étudiants ont été diplômés au terme d'un programme de formation en tourisme ou en accueil au sein du Centre de développement touristique récemment créé à Yangon.

37 %

Augmentation de 37% du nombre de candidatures au baccalauréat en Gestion du tourisme et de l'accueil (BTHM), élaboré et lancé par le projet en 2017.

74 %

des diplômés du baccalauréat en Gestion du tourisme et de l'accueil ont obtenu un emploi rémunéré six mois après la fin du programme.

177

agents du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme ont été formés.

✓

Le Luxembourg et le Myanmar ont approuvé une extension du projet repoussant sa clôture à mi-2021.

384

stagiaires ont suivi une courte formation pour agents de première ligne soutenue par le projet.

✓

En septembre 2019, les normes du tourisme communautaire du Myanmar, préparées par le projet et d'autres bailleurs, ont été lancées lors d'une cérémonie organisée à Nay Pyi Taw, à l'occasion de la Journée mondiale du Tourisme.

325

superviseurs et gestionnaires ont été formés avec succès dans 13 états et divisions.

✓

L'Organisation mondiale du tourisme des Nations unies a démarré une mission de cadrage afin de mettre à jour le plan directeur du tourisme au Myanmar (2020-2030).

* Liste non exhaustive

L'État oriental de Shan est un cas exceptionnel de désavantage dans un pays aux prises avec de nombreux défis culturels, politiques, économiques et environnementaux. Étant donné que le projet a une orientation géographique et démographique spécifique, avec un développement technologique, une innovation et un pilotage considérables, il applique pendant ses premières années d'exécution une modalité de financement direct via des structures de gestion locales, une expertise technique et une facilitation dispersée dans les zones/districts ciblés et entre les différents villages.

L'une des principales hypothèses de la stratégie du projet est que la coopération progressive et l'interdépendance nécessaire dans le cadre de nouvelles activités amélioreront progressivement les attitudes et les pratiques en matière d'organisation sociale et civique, qui sont à la base du respect mutuel, du partage des ressources, du développement communautaire et de la gouvernance éclairée.

OBJECTIF GLOBAL
**PROMOUVOIR DES GROUPES, DES COMMUNAUTÉS, DES INSTITUTIONS
ET DES SYSTÈMES INCLUSIFS, COHÉSIFS ET DURABLES AU PROFIT DE LA
POPULATION RURALE DE L'ÉTAT ORIENTAL DE SHAN**
OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les moyens, les ressources et les interactions pour les activités légitimes de subsistance de la population locale.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- garantir l'accès à une eau salubre et abordable ;
- élargir l'accès à un approvisionnement durable en électricité ;
- augmenter la qualité et la quantité des pistes et des réseaux routiers ;
- accroître la productivité agricole de la terre, de l'eau, des personnes et du capital ;
- renforcer l'éducation formelle et non formelle et développer les villages ;
- mettre à disposition des moyens de télécommunications modernes et abordables.



Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

10 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

3 935

personnes ont été formées au fonctionnement et à l'entretien des réseaux d'eau et d'électricité de villages, à la production d'eau potable, à la gestion des déchets solides, aux soins vétérinaires de base, à l'élevage, à la production agricole, au développement villageois et à la formation professionnelle (cours de couture).

526

ménages supplémentaires en milieu rural ont accès à un approvisionnement en eau potable.



Le confinement réussi des maladies animales courantes a permis de minimiser les pertes de buffles de trait et autres animaux de bétail.

278

Amélioration des conditions d'enseignement à travers :

- la construction de trois maisons d'enseignants,
- la distribution de 278 bancs / pupitres ; et
- la remontée au classement de cinq écoles publiques sur les 18 sur que comptent les cinq secteurs villageois du canton de Keng Tung leur permettant d'être classées comme écoles modèles.

222

ménages disposent d'un approvisionnement durable en électricité pour l'éclairage domestique et les petits appareils électriques grâce à la mise en place d'un système hydroélectrique.

5

La mise en place de cinq fermes modèles d'élevage porcin chez des éleveurs sélectionnés a conduit à des reproductions spontanées de ces modèles auprès d'autres élevages porcins dans cinq des villages les plus pauvres de la région.

40

Installation de composteurs pour la production d'engrais naturel dans 40 villages de cinq secteurs villageois du canton de Keng Tung.

49

agents communautaires de soins vétérinaires supplémentaires (dont 10 femmes) ont été formés à l'identification et au traitement des maladies courantes du bétail.

215

44 exploitations de thé communautaires et 171 exploitations de café ont été créées avec un taux de survie de la production de semis de 95%.

3

Signature de l'accord avec le ministère des Postes et Télécommunications pour l'installation de trois tours télécoms dans la zone de cinq secteurs villageois du canton de Keng Tung.

* Liste non exhaustive



U JA PHU | CHEF DU VILLAGE DE HAPPY KWEL

MYA/002 PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET INCLUSION DANS L'ÉTAT ORIENTAL DE SHAN

D'IMPORTANTES CHANGEMENTS À HAPPY KWEL

UJP : « Depuis 2018, beaucoup de choses ont changé dans notre village. Nous sommes particulièrement fiers des nombreux liens d'amitié et de l'excellente communication qui se sont instaurés au village. Avant, bon nombre de mes villageois ne parlaient jamais le birman, mais aujourd'hui ils font un effort et ils essaient. Même les jeunes s'intéressent davantage à l'école et ont une réelle envie d'apprendre le birman.

Au village, nous sommes environ 400 personnes de l'ethnie Lahu. Notre village est très vieux puisque nous comptons parmi nous des anciens qui se souviennent encore d'histoires de l'époque où les gens portaient de grands chapeaux et fumaient des cigares et où les soldats britanniques visitaient le village.

Avant l'arrivée de l'équipe du Projet de développement rural et Inclusion dans l'État oriental de Shan, MYA/002, en 2016, la dernière fois que j'ai entendu parler d'un « Ka La Phu » (étranger) dans la région, c'était pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque des soldats japonais ont été vus au pied des montagnes. »

Aussi, c'est avec une certaine crainte et pas mal de timidité que les villageois de Happy Kwel ont accueilli l'équipe de près de 47 personnes, escortée par la milice, des greffiers du département de l'Administration générale et des agents du département du Développement rural. Cependant, même s'ils n'ont pas vraiment compris toutes les questions et discussions, étant donné leur habitude d'être de bons hôtes, ils ont laissé parler les Ka La Phus et ont répondu à leurs questions du mieux qu'ils le pouvaient.

UJP : « Au départ, nous avions l'intention d'adhérer au projet pour recevoir des buffles et peut-être des tracteurs à main, car nous avons entendu parler de tels projets par des connaissances. Lorsque les coordinateurs de terrain ont commencé à visiter notre village plus souvent, pour discuter et nous expliquer les activités en détail, nous avons commencé à comprendre que le but n'était pas de donner quoi que ce soit aux villageois de façon individuelle, mais plutôt de soutenir le village dans son ensemble. Malgré tout, bon nombre de mes villageois n'étaient toujours pas convaincus qu'il allait vraiment se passer quoique ce soit.

Jusqu'au jour où des camions transportant des matériaux de construction se sont retrouvés coincés dans la boue, juste à l'extérieur du village. Les coordinateurs de terrain sont alors venus nous



« Nous avons appris tant de nouvelles choses grâce au projet. Mes villageois sont beaucoup plus unis, ils envoient même leurs enfants à l'école car ils ont compris qu'apprendre à communiquer en birman est important »

demander si des hommes forts pouvaient venir leur donner un coup de main, car ils transportaient du matériel nécessaire à l'installation du système hydraulique de notre village. J'ai appelé tous les hommes forts et nous nous sommes alors rendus compte que ce projet était vraiment sur le point de nous fournir quelque chose dont nous avons réellement besoin. Nous avons même été très surpris par la quantité de camions et de matériel. »

Depuis ces premiers jours, les villageois de Happy Kwel sont un partenaire de coopération exemplaire et ont participé à toutes les activités proposées. Ils ont mis en place un comité de développement villageois qui fonctionne remarquablement et s'occupent très bien de leur système hydraulique. Ils ont également été le premier village à demander des latrines et des douches à usage domestique, ce qui a ensuite suscité un intérêt parmi d'autres villages.

UJP : « Lorsque le projet m'a demandé si j'allais aider les villageois de Ba Ngoo à construire leurs latrines domestiques, au début, je pensais que je ne serais pas en mesure de faire du bon travail, mais mes amis, les coordinateurs de terrain, m'ont convaincu et je suis très fier d'avoir été en mesure d'aider mes camarades de Ba Ngoo. C'était également pour moi la première fois que je signais un contrat et que j'étais payé pour des travaux autres que du transport de matériel avec mon Tuk Tuk.

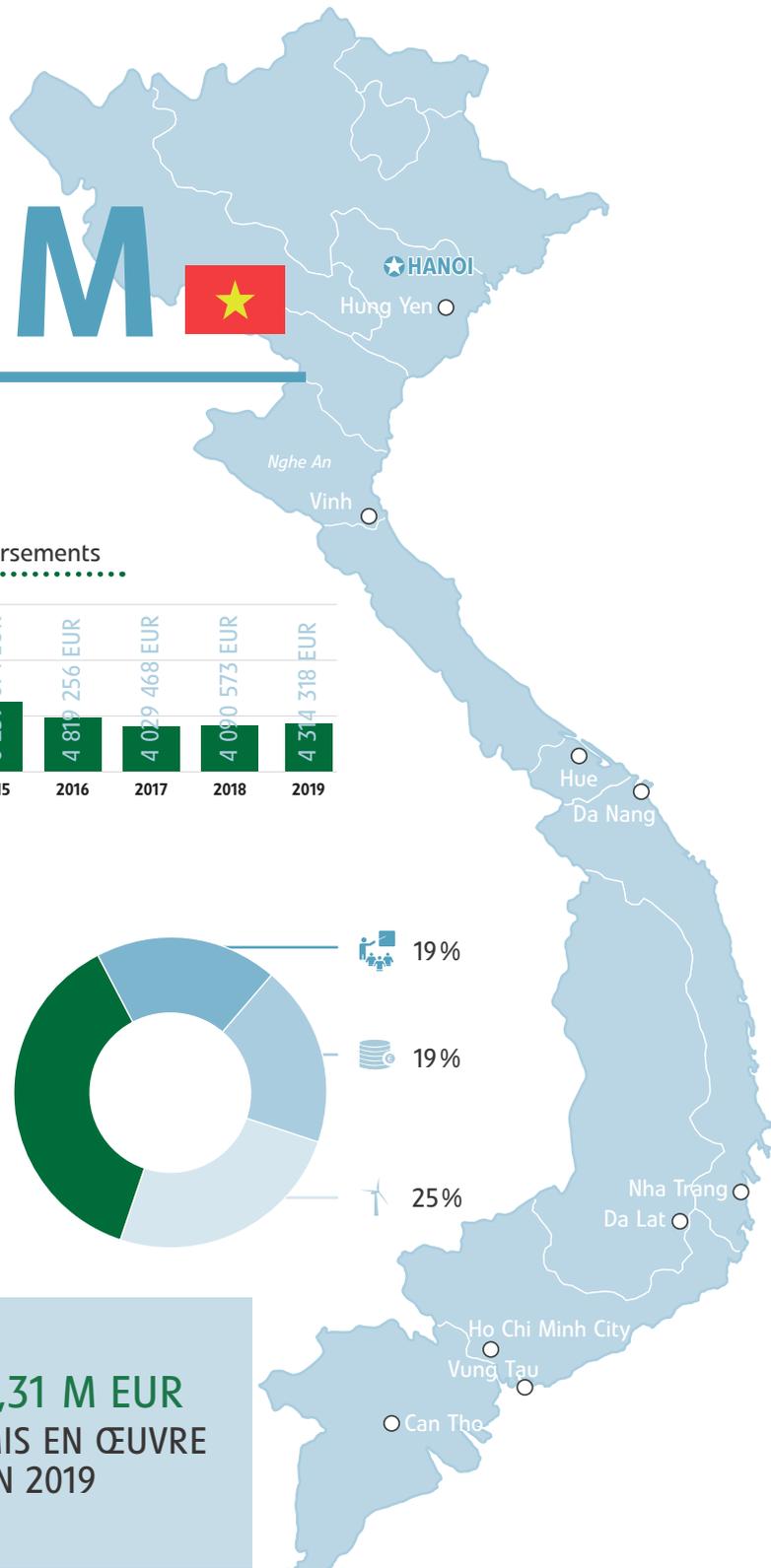
Nous avons appris tant de nouvelles choses grâce au projet. Mes villageois sont beaucoup plus unis, ils envoient même leurs enfants à l'école car ils ont compris qu'apprendre à communiquer en birman est important. De nombreux adultes, comme moi, aimeraient également apprendre à lire et à écrire en birman et nous recherchons d'ailleurs un enseignant.

Nous savons aussi que le projet fournira un soutien pour l'électricité et nous sommes impatients de pouvoir participer.

De plus, une fois que le projet aura connecté les tours de télécommunications, nous voulons être prêts et nous tenir informés de ce qui se passe en dehors de notre village. »



VIETNAM



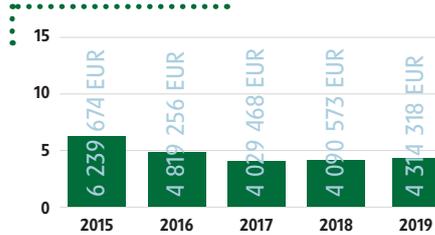
6

PROJETS EN EXÉCUTION

34

COLLABORATEURS AU VIETNAM

Déboursements

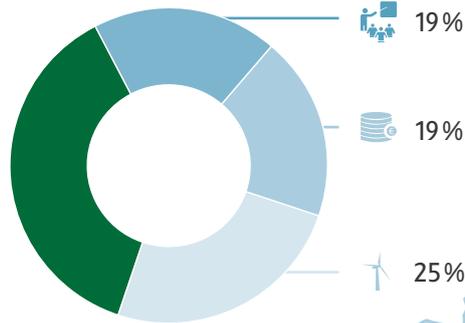


Distribution des déboursements par secteurs



37%
DÉVELOPPEMENT LOCAL

37%



3,72%

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

4,31 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2019





VIE/032

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE SECTEUR FINANCIER

Le Vietnam a fait d'importants progrès depuis la création de la première bourse des valeurs, Ho Chi Minh Ville Stock Exchange (HOSE), en 2000. Toutefois, le profil de risque du marché des valeurs mobilières demeure considérable.

Le projet VIE / 032 « Renforcement des capacités dans le secteur financier » a été défini, conformément au plan directeur du gouvernement pour le développement du marché des valeurs mobilières sur la période 2012-2020 - suite au succès de VIE / 026, qui a apporté une contribution majeure au renforcement des capacités de la Commission d'État des valeurs mobilières du Vietnam (SSC).

OBJECTIF GLOBAL

RENFORCER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE DOTÉE D'UN SECTEUR FINANCIER SAIN

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Consolider le marché des valeurs mobilières du Vietnam conformément à la stratégie du gouvernement portant sur la période 2011-2020.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- actualiser le cadre législatif et institutionnel du marché des valeurs mobilières ;
- améliorer la compréhension du marché des valeurs mobilières par des initiatives de formation et d'éducation ;
- améliorer la qualité des opérations et des transactions sur le marché des valeurs mobilières.



2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

Le projet VIE / 032 vise à aider la SSC et les acteurs du marché des valeurs mobilières à accomplir certaines des tâches de la stratégie de développement sectoriel, en utilisant l'expertise luxembourgeoise en matière de valeurs mobilières et du secteur financier et la formation financière / le transfert de technologie. Elle consolidera par la suite l'empreinte du Luxembourg sur le marché émergent local, approfondira les relations institutionnelles et personnelles et améliorera les perspectives de trouver des opportunités commerciales mutuellement attractives, renforçant ainsi le développement du secteur financier et de l'économie vietnamiens.

FAITS MARQUANTS*



Une délégation composée d'agences gouvernementales vietnamiennes et du secteur privé, y compris le ministère des Finances, la Commission d'État des valeurs mobilières du Vietnam, la bourse de Ho Chi Minh-Ville, la bourse de Hanoi et la Bond Market Association, a participé, en septembre 2019, à la conférence de distribution de l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement et à des réunions avec des institutions financières au Luxembourg dans le domaine de la gestion de fonds et de la finance verte.



La loi révisée sur les valeurs mobilières a été approuvée lors de la 8^e session de la 14^e Assemblée nationale le 26 novembre 2019



Des manuels scolaires pour le Centre de recherche et de formation en valeurs mobilières ont officiellement été rédigés.



La mise à niveau du système de divulgation de l'information et du système de surveillance du marché a été achevée et rendue opérationnelle.



Un code de conduite pour l'Association vietnamienne des valeurs mobilières a été rédigé. Il aide les entreprises vietnamiennes de valeurs mobilières et leur personnel à expliquer les principes de bonne conduite à la fois aux clients et aux marchés, renforçant ainsi la confiance et encourageant davantage le développement des marchés vietnamiens à la fois aux niveaux local et des investisseurs étrangers.



Un modèle de système d'alerte précoce a été mis en place et opérationnalisé pour le Comité national de surveillance financière, suite au succès de la formation et du support technique fournis par la Banque centrale du Luxembourg



L'équipe centrale pour diriger le club Alumni Vietnam - Luxembourg a été renforcée par des membres clés de la State Bank of Vietnam qui contribueront à développer le partage des connaissances et le réseautage des entreprises du secteur financier.



Un voyage d'étude au Luxembourg, en Belgique et en Allemagne a été organisé en octobre 2019 pour le groupe de travail IDS / MSS de PVC et les principaux utilisateurs des bourses dans le but d'en apprendre davantage sur la gestion de la divulgation d'informations et du système de surveillance du marché.



Un groupe de bénéficiaires, composé entre autres de membres de la Commission d'État des valeurs mobilières du Vietnam, de la bourse de Ho Chi Minh-Ville et de la bourse de Hanoi, a suivi une formation sur l'application du langage extensible de reporting commercial en tant que norme internationale pour le reporting numérique des performances financières, les risques et la conformité.

130

Deux ateliers de formation sur le marché de produits dérivés, destinés à plus de 130 personnes membres de l'Association vietnamienne des valeurs mobilières et praticiens des valeurs mobilières à l'échelle nationale, ont été organisés avec succès.

* Liste non exhaustive



VIE/034

FORMATION ET ÉDUCATION PROFESSIONNELLE - PHASE II

Le projet VIE/034 constitue la seconde phase de l'appui de la Coopération luxembourgeoise au lycée de formation professionnelle de Bac Kan (LFPBK). Ce nouveau projet vise à :

- consolider les acquis de la première phase ;
- améliorer la gestion du lycée via des activités génératrices de revenus qui participeront à assurer sa pérennité financière ; et
- offrir un programme éducatif qui réponde aux besoins du marché du travail.

OBJECTIF GLOBAL

FAVORISER LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LE DÉVELOPPEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE EN TENANT COMPTE DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET DU CONTEXTE SOCIOCULTUREL DE LA RÉGION DU NORD DU VIETNAM

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Faire du LFPBK une école attractive, correctement gérée et financièrement solide, qui dispense un enseignement et une formation professionnels répondant aux exigences et opportunités du marché du travail de la région ainsi qu'aux attentes socioculturelles de la population locale.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer la gestion globale du LFPBK ;
- créer pour le LFPBK un programme éducatif attractif, axé sur le marché et le client.



Durée du projet

2015	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

3 400 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

427

étudiants recrutés (35 étudiants pour des programmes de trois ans, 241 pour des programmes de deux ans et 151 pour des formations courtes).

189

Organisation de 25 stages totalisant 189 participants.

1 789

parents et élèves des écoles secondaires de la province ont visité le campus de l'école de formation professionnelle de Bac Kan.

90

La qualité de la formation du centre de langue anglaise est reconnue dans la ville de Bac Kan et 90 étudiants y sont actuellement inscrits dans neuf classes.

158

Un système solaire photovoltaïque de 38,8 kW a été installé sur le campus. Il est utilisé comme outil pédagogique pour les métiers de l'électricité. Le système permet un apprentissage pratique à 158 étudiants.

300

La clinique vétérinaire a été rénovée et entièrement équipée pour faciliter l'apprentissage des étudiants. Chaque année, environ 300 étudiants y sont formés.



Un «concours de sensibilisation à la protection de l'environnement et à l'élimination des déchets plastiques» a été organisé avec les étudiants l'école de formation professionnelle de Bac Kan.

12

protocoles d'entente ont été signés entre l'école de formation professionnelle de Bac Kan et des entreprises.

150

Toutes les sections de l'école de formation professionnelle de Bac Kan ont organisé des présentations de start-up et invité les chefs d'entreprise à partager leur expérience auprès de 150 étudiants, afin de les inspirer et de les inciter à développer de nouvelles idées commerciales, après l'obtention de leur diplôme.

55

En ce qui concerne les échanges d'étudiants :

- la faculté d'électromécanique a envoyé deux classes de 30 étudiants au « Korea College » de Hanoi au Vietnam, pour un programme d'échange sur les pratiques des machines à commande numérique par ordinateur ;
- 25 étudiants de la faculté d'agroforesterie ont bénéficié de stages parascolaires à Moc Chau, pour améliorer les compétences essentielles dans les domaines de l'administration et de la production au sein d'une agriculture bénéficiant des technologies de pointe en la matière.

* Liste non exhaustive



VIE/036

IRRIGATION À CAO BANG - UTILISATION RATIONNELLE DE L'EAU ET DE L'AGRICULTURE

Comme son prédécesseur, le projet vise à contribuer durablement à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire à Cao Bang dans le nord du Vietnam. La stratégie de base en termes de développement agricole consiste, d'une part, à renforcer la capacité des prestataires de services à produire et livrer des produits agricoles spécialisés sûrs et répondant à la demande du marché à partir de Cao Bang et, d'autre part, à améliorer l'accès aux marchés locaux et internationaux de ces produits en reliant les groupes d'agriculteurs aux principaux acteurs du marché. Par ailleurs, le renforcement des capacités en matière de planification participative et de mise en œuvre d'infrastructures à petite échelle (routes inter-villages et systèmes d'irrigation) des autorités locales communales, et institutions gouvernementales de base, est également un pilier de l'amélioration de la production agricole et de l'accès aux marchés.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR DES FILIÈRES DURABLES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES ZONES MONTAGNEUSES DE LA PROVINCE DE CAO BANG

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Développer la gestion efficace des ressources naturelles et financières axée sur la production agricole, tout en répondant aux besoins des minorités ethniques et d'autres segments de la population en difficulté.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- appuyer la mise au point de produits agricoles spécialisés sûrs, axés sur le marché et certifiés qui répondent aux exigences du marché tout en améliorant les liens commerciaux entre les producteurs et les consommateurs ;
- les petites routes et le développement de l'irrigation améliorent l'accès des agriculteurs aux marchés et à l'eau ;
- amélioration des processus de gestion et de prestation de services ciblant le secteur et la politique agricoles à Cao Bang.



Durée du projet

2015	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

5 500 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



Cao Bang s'oriente vers l'agriculture biologique grâce à la création de la « Cao Bang Organic Agriculture Association » et au renforcement des capacités des prestataires de services agricoles à dialoguer avec les agriculteurs, sur le développement de solutions pour des systèmes d'agriculture totalement biologique.



Le lancement du système de traçabilité des produits agricoles de Cao Bang permettant aux consommateurs de retracer les produits des producteurs sur le marché, ce qui constitue un pas en avant dans le développement économique agricole.

13

Le Bureau de gestion de la construction du Département de l'agriculture et du développement rural a achevé les travaux de réhabilitation de 13 des 15 systèmes d'irrigation prévus tandis que 15 Comités populaires communaux ont construit 32 km de canaux solidifiés.

26 133 m

Les Comités populaires communaux (CPC) ont construit un total de 26 133 mètres de routes inter-villages en 2019, portant ainsi le total des routes construites par ces CPC avec le soutien du programme VIE/036, à 39 055 mètres. Les travaux soutenus par le programme VIE/036 ont élargi le réseau de routes en béton dans les communes de 22%, ce qui signifie que désormais, 58% du réseau inter-village est en béton. Cela constitue une différence majeure en termes d'accessibilité au marché pour les agriculteurs.



Une stratégie pour le tourisme communautaire et les reportages de voyages a été élaborée.

300

La gouvernance provinciale s'est fortement améliorée, grâce à l'élaboration et à l'institutionnalisation de l'indice concurrentiel des districts et départements, en ce qui concerne la mesure de la performance. Les préoccupations locales en matière de bien-être, comme la gouvernance locale et les problèmes environnementaux, ont été identifiées et traitées plus efficacement grâce à l'utilisation d'une application mobile.

* Liste non exhaustive



VIE/401

PROJET PILOTE D'ÉCLAIRAGE ÉCONOME EN ÉNERGIE (AAANN) À HUÉ

Le projet VIE/401 et son projet frère, le VIE/433, sont les deux premiers projets luxembourgeois mis en œuvre par LuxDev grâce au financement du Fonds pour le climat et l'énergie (FCE). Le projet VIE/401 est un projet pilote à Hué qui contribue à l'atténuation du changement climatique, en mettant l'accent sur l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre en remplaçant les anciens systèmes d'éclairage conventionnels par un éclairage LED. Outre ce volet matériel, le projet pilote travaillera également avec des partenaires et des communautés pour renforcer la sensibilisation et les capacités en matière de changement climatique, d'efficacité énergétique et d'économies d'énergie.

OBJECTIF GLOBAL

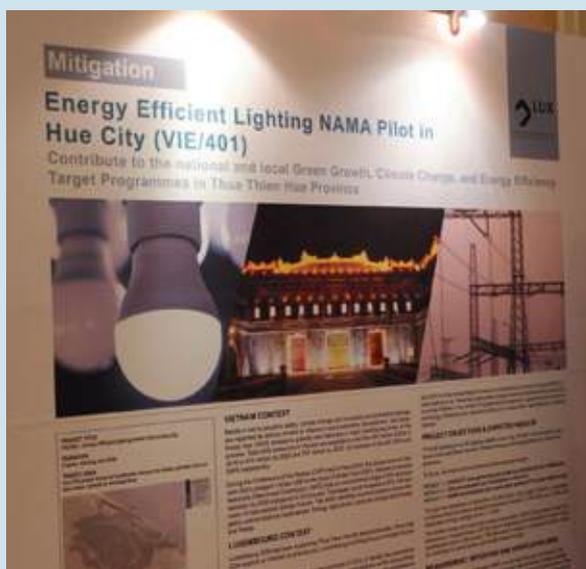
CONTRIBUER AUX PROGRAMMES NATIONAUX ET PROVINCIAUX DE CROISSANCE VERTE, DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE À HUE CITY, DANS LA PROVINCE DE TT HUÉ

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Mettre à l'essai une mesure d'atténuation appropriée au niveau national (MAAN) pour l'éclairage éco-énergétique qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de réaliser des économies d'énergie en remplaçant les lampes conventionnelles de l'éclairage public urbain par des LED.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités et création d'un environnement propice pour le projet pilote MAAN ;
- démonstration LED : acquisition et installation à Hué ;
- identification et formulation d'un projet d'atténuation d'envergure pour un (co-) financement climatique international.



(SUITE)



Participation et contribution active aux semaines de la diplomatie climatique, présidées par l'UE.



Création et direction d'un groupe de travail sur le projet VIE/401, qui rassemble les partenaires les plus pertinents pour la mise en œuvre du projet.

Durée du projet

2018	2019	2020	2021
------	------	------	------

 Budget
2000000 EUR

FAITS MARQUANTS*



Lancement des préparatifs et conceptualisation d'une plus large intervention d'atténuation des changements climatiques et d'efficacité énergétique, financée par le fonds international pour le climat.

51

Achèvement d'une base de référence du projet incluant la prise de mesures pertinentes en matière d'éclairage dans 51 écoles primaires, secondaires et supérieures sélectionnées, et sur 18 routes de la ville.



Achèvement des préparatifs d'une campagne de communication informative et éducative. Cette campagne cible les communautés, les enseignants / étudiants ainsi que les dirigeants locaux et vise à accroître la sensibilisation et la compréhension des liens entre, d'une part, l'efficacité énergétique et les économies d'énergie et, d'autre part, les gaz à effet de serre, le réchauffement climatique et le changement climatique. Un groupe de consultants a été constitué pour lancer cette campagne.



Le processus chronophage de sélection, d'approvisionnement et d'installation de LED est bien entamé :

- la collecte de données et des analyses coûts-avantages en vue d'identifier les emplacements, les types et les quantités les plus appropriés est terminée ;
- l'étude de marché a été menée ;
- les études techniques et ateliers de préparation sont achevés ;
- les partenaires clés sont sélectionnés ;
- les accords de délégation sont signés ;
- les procédures techniques et administratives du gouvernement sont en cours ; et
- le processus d'appel d'offres est en préparation.



Finalisation de tous les documents de projet nécessaires, y compris :

- un plan d'action à propos du cadre logique pour la période 2018-2021 ;
- un plan de travail et un budget 2019 participatif ; et
- la matrice et le manuel de suivi et d'évaluation, qui ont été appuyés par le comité directeur du projet et approuvés par le comité populaire provincial.



Établissement de liens au niveau national puisque le Luxembourg :

- est désormais membre du groupe de travail technique sur l'efficacité énergétique du GOV-Donor Vietnam Energy Partnership Group ;
- a un lien professionnel direct avec le Département du changement climatique du ministère des Richesses naturelles et de l'Énergie, lui permettant d'appuyer ses travaux novateurs sur le renforcement des capacités institutionnelles en matière de MRV (mesure, rapport, vérification) au niveau provincial.

* Liste non exhaustive



TRUONG HOANG CONG DANH | 43 ANS, MARIÉ ET PÈRE DE DEUX FILS
CHEF ADJOINT DE LA DIVISION DE LA GESTION DE L'ÉNERGIE
AU MINISTÈRE PROVINCIAL DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (DEPUIS 2007).
MEMBRE DU GROUPE DE TRAVAIL DU PROJET VIE/401

VIE/401

PROJET PILOTE D'ÉCLAIRAGE ÉCONOME EN ÉNERGIE (AAANN) À HUÉ

INTRODUCTION

Avec son immense littoral et ses caractéristiques géographiques et topographiques, le Vietnam se classe au sixième rang du *Global Climate Risk Index 2020*. Cet index, qui analyse dans quelle mesure les pays et les régions sont touchés par les effets des catastrophes liées aux conditions météorologiques extrêmes (tempêtes, inondations, vagues de chaleur, etc.), indique que le Vietnam est de plus en plus aux prises avec des conditions météorologiques imprévisibles, des températures moyennes plus élevées, des tempêtes plus violentes, des inondations plus meurtrières pendant la saison des pluies, une sécheresse plus grave pendant la saison sèche, un nombre croissant de glissements de terrain, une importante érosion des plages et des dunes et des écosystèmes en évolution. Au cours des 20 dernières années, en moyenne 286 personnes sont mortes annuellement des effets du climat.

Thua Thien Hue est l'une des provinces les plus vulnérables de la région centrale du Vietnam. Depuis 2013, LuxDev coopère avec cette province dans le domaine du changement climatique et depuis 2018, l'Agence met en œuvre les premiers projets financés par le Fonds luxembourgeois pour le climat et l'énergie, coordonné par le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Ce fonds soutient deux projets. L'un est axé sur l'adaptation au changement climatique et l'autre, sur l'atténuation du changement climatique.

Le projet de mitigation du changement climatique, VIE/401, pilote une intervention d'efficacité énergétique en mettant l'accent sur le remplacement de l'éclairage conventionnel dans les lieux publics par un éclairage LED, en vue de contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant principalement des centrales au charbon et au gaz du pays. Cette démarche contribue aux objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre du Vietnam et à son engagement envers la communauté internationale et ce, dans un contexte de rapide expansion économique et de prévisions annonçant le dédoublement des besoins énergétiques du pays d'ici 2030.

Grâce au soutien du projet VIE/401, quelque 20 000 lampes conventionnelles dans 54 écoles et plus de 1 000 lampes dans 18 rues de la ville de Hue seront remplacées par des LED de haute qualité. Le projet travaille en outre en étroite collaboration avec les agences gouvernementales partenaires, les communautés et les écoles pour accroître leur sensibilisation au besoin d'économie d'énergie en vue de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et ainsi aider à atténuer le changement climatique. La combinaison des activités d'équipement et de développement des capacités devrait permettre d'économiser 1 610 MWh par an, ce qui se traduirait par une réduction annuelle de 1 313 tCO₂ dans l'atmosphère.

« Le gouvernement vietnamien s'est engagé (...) à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 25 % (...). Pour atteindre ces objectifs ambitieux, (...) il faudra se concentrer sur les énergies renouvelables, la petite hydroélectricité, le solaire, l'éolien et la biomasse. »

MONSIEUR TRUONG HOANG CONG DANH, POUVEZ-VOUS NOUS DONNER UN APERÇU DU CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE L'ÉNERGIE AU VIETNAM ET À TT HUE, ET NOUS EXPLIQUER COMMENT LE PROJET LUXEMBOURGEOIS VIE/401 S'INSCRIT DANS CE CONTEXTE ?

En ce qui concerne le contexte général, en mars 2019, notre Premier ministre, Monsieur Nguyen Xuan Phuc, a approuvé le nouveau programme d'efficacité énergétique du Vietnam pour la période 2019-2030 et c'est mon ministère qui est responsable du déploiement de ce programme. À ce titre, la Division de la gestion de l'énergie du ministère provincial de l'Industrie et du Commerce à TT Hue a travaillé sur un plan d'action provincial pour l'efficacité énergétique pour la période 2019-2030. Ce plan a d'ailleurs été approuvé par la province il y a quelques mois.

Le soutien du Luxembourg arrive donc à point nommé car il aide TT Hue et le ministère provincial de l'Industrie et du Commerce à travailler sur un ensemble de formations et de soutien en équipement qui contribuent directement à l'objectif et aux cibles du programme national d'efficacité énergétique, au plan provincial d'efficacité énergétique et plus largement, à la stratégie de croissance verte et de changement climatique du Vietnam.

Pour le Vietnam, cela est très important, car le développement socio-économique, depuis le milieu des années 80, a été très rapide et les besoins énergétiques pour accompagner cette croissance ont augmenté de façon exponentielle. Qui plus est, les projections de croissance économique du pays pour la prochaine décennie sont telles que nous aurons besoin d'un nouveau dédoublement de l'approvisionnement énergétique pour passer de 60 000 MW à 129 500 MW d'ici 2030. Jusqu'à présent, nos plans nationaux de développement de l'énergie, qui sont là pour faire en sorte que suffisamment d'énergie soit disponible pour les ménages et les industries, ont toujours largement compté sur les sources d'énergie traditionnelles telles que l'hydroélectricité, le charbon et les turbines à gaz. Cependant, le gouvernement vietnamien s'est engagé auprès de la communauté internationale à réduire, sans aucune condition, ses émissions de gaz à effet de serre de 8 % par rapport au scénario dans lequel nous continuerions sur cette voie. Il s'est même engagé à les réduire de 25 % à condition qu'un soutien international suffisant soit disponible. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le plan national de développement de l'énergie numéro 8, qui est actuellement en cours d'élaboration par mon ministère, se concentrera fortement sur les énergies renouvelables, la petite hydroélectricité, le solaire, l'éolien et la biomasse. Il aura pour objectif que d'ici 2030, 21 % des 129.500 MW d'énergie nécessaires, soient produits par des énergies renouvelables, sachant qu'actuellement seuls 9,9 % des 60 000 MW développés proviennent de sources d'énergie verte et ce, depuis les cinq dernières années.

Un pilier clé de la politique à long terme de TT Hue est de viser une croissance verte. La province compte actuellement neuf centrales hydroélectriques en exploitation et quatre autres sont en cours de construction. Par ailleurs, la province de TT Hue compte également la toute première grande ferme solaire (35 MW) du Vietnam qui est entrée en fonction fin 2017 et une deuxième ferme solaire est actuellement en construction. Par ailleurs, il y a quelque temps, la province a rejeté le plan proposé par une entreprise privée thaïlandaise qui consistait à construire une nouvelle centrale électrique au charbon.

QUE FAIT CONCRÈTEMENT LE PROJET VIE/401 POUR AIDER LA PROVINCE ET VOTRE MINISTÈRE À ALLER DE L'AVANT ?

Le projet VIE/401 soutient la province dans divers domaines critiques. En tant que membre du groupe de travail sur le projet, je suis d'ailleurs étroitement impliqué dans ce travail.

Premièrement, le projet consacre environ la moitié de ses fonds à l'installation d'éclairage LED dans des espaces publics sélectionnés sur base d'une analyse détaillée des coûts et avantages. En conséquence, des LED de haute qualité sont installées dans 54 écoles primaires, secondaires et supérieures ainsi que dans 18 rues et routes de la ville de Hue. Le remplacement des luminaires conventionnels à forte consommation par des LED permet non seulement d'économiser des sommes substantielles, mais surtout de contribuer à une réduction annuelle des émissions de CO₂ d'environ 1 300 tCO₂. Cela contribue à l'engagement national de réduction des gaz à effet de serre et, en tant que projet pilote, démontre l'impact que l'éclairage LED peut avoir sur la mitigation du changement climatique.

Deuxièmement, le projet VIE/401 porte une forte attention à l'amélioration des connaissances et à la sensibilisation de la population en ce qui concerne la façon dont la consommation d'énergie contribue directement au réchauffement et au changement climatiques. Cette contribution au réchauffement et au changement climatiques est d'autant plus importante dans des pays comme le Vietnam où la majeure partie de l'électricité est encore produite à partir de la combustion du charbon et du gaz. Étant donné que les écoles sont un grand bénéficiaire du matériel LED, le projet travaille aussi en étroite collaboration avec les enseignants et les élèves sur des interventions de sensibilisation à la consommation d'énergie. Cela entraînerait un changement de comportement quant à la façon d'utiliser l'énergie, permettrait de moins la gaspiller et contribuerait à protéger des pays comme le Vietnam qui sont extrêmement vulnérables aux impacts des changements climatiques.

Troisièmement, le projet le renforcement de mesure d'atténuation cadre de s'est

VIE/401 joue un rôle important dans de la capacité provinciale en matière de l'impact de diverses interventions des changements climatiques. Dans le l'Accord de Paris, le gouvernement du Vietnam engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre.



Afin de rendre compte à la communauté internationale de manière transparente de ce qui a été fait et à quel point ses efforts ont contribué à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le pays se doit d'être en mesure de rapporter et vérifier les résultats de diverses interventions d'atténuation, qu'il s'agisse de parcs solaires, d'installations éoliennes, d'interventions dans les transports et l'industrie ou encore, comme dans le cas du projet VIE/401, d'installations d'éclairage LED. C'est ce que l'on appelle dans le jargon, le «MRV». Le financement luxembourgeois est utilisé pour renforcer la capacité institutionnelle de MRV dans le but de faire de TT Hue la première province du pays capable de relever ces mesures.

En tant qu'agence clé pour l'énergie, mes collègues du ministère provincial de l'Industrie et du Commerce et moi-même, sommes heureux d'avoir la chance de jouer un rôle important dans ces différents aspects du projet VIE/401. Le projet nous aide à faire notre travail et contribue à un certain nombre d'objectifs ambitieux du gouvernement. Au cours du processus, en tant que Chef de division adjoint et membre du groupe de travail du projet, j'ai également beaucoup appris.

Par exemple, j'ai participé à la sélection de lieux publics pour l'installation des LED, j'ai observé une partie des mesures des données de base dans les écoles et sur les routes, j'ai participé à diverses formations techniques et, en collaboration avec le ministère des Ressources naturelles, mes collègues et moi-même sommes de plus en plus amenés à participer aux travaux de MRV du projet.

QU'EN EST-IL DE L'AVENIR ? Y A-T-IL SELON VOUS DES OPPORTUNITÉS POUR UN PARTENARIAT À PLUS LONG TERME AVEC LE LUXEMBOURG SUR LES QUESTIONS CLIMATIQUES ?

Le lancement, en 2019, d'un programme national d'efficacité énergétique et d'un plan d'efficacité énergétique pour TT Hue n'est pas seulement une preuve de l'importance accordée à l'efficacité énergétique par le gouvernement du Vietnam. Le fait que ces deux documents couvrent une période allant de 2019 à 2030 témoigne également d'une volonté d'agir à long terme. Par conséquent, il est évident qu'il existe un besoin élevé et des possibilités, pour des donateurs comme le Luxembourg, de poursuivre leur soutien dans le domaine de l'efficacité énergétique à une province comme TT Hue. Ce soutien pourrait s'opérer dans le même sous-secteur de l'éclairage LED, par exemple dans les écoles ou sur les routes à l'extérieur de la ville de Hue, mais pourrait également intervenir dans un autre domaine pertinent capable de contribuer à l'efficacité énergétique. Il pourrait par exemple, agir dans le secteur du tourisme qui est la principale industrie de TT Hue, sachant que le domaine de l'industrie et de la construction est avec 53% de la consommation énergétique provinciale, le plus gros consommateur d'énergie de la province.

En outre, nous attendons avec intérêt le soutien continu du Luxembourg dans le domaine du MRV car il s'agit d'un domaine d'expertise assez complexe que chaque province devra développer et pour lequel, en temps voulu, nous pourrions aider d'autres provinces à développer cette expertise.

CONCLUSIONS

En tant qu'agence gouvernementale de coordination pour l'énergie et l'efficacité énergétique, le ministère de l'Industrie et du Commerce de TT Hue est un partenaire essentiel pour la mise en œuvre des projets. Le partenariat de collaboration soutient la province dans la mise en œuvre de son plan d'efficacité énergétique pour la prochaine décennie. Pour ce faire, il met l'accent sur :

- les interventions matérielles ;
- l'éducation et la sensibilisation de sa population ; et
- le développement des compétences et les capacités des institutions gouvernementales pertinentes pour mener des interventions de MRV conformément aux normes et exigences techniques et politiques internationales.

À ce titre, le partenariat et les interventions du projet contribuent directement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et contribuent indirectement à mitiger le réchauffement climatique et à atténuer les divers impacts négatifs du changement climatique sur le peuple vietnamien, lequel est un des peuples les plus vulnérables au monde face à ces changements.

Le projet VIE/433 et son projet frère, le VIE/401, sont les deux premiers projets luxembourgeois mis en œuvre par Lux-Development grâce au financement du Fonds pour le climat et l'énergie (FCE). Le VIE/433 se concentre sur l'adaptation au changement climatique et travaille en étroite collaboration avec les communautés et les agences gouvernementales dans trois districts de la province de TT Hue pour renforcer les capacités et la résilience de la population pour faire face aux impacts croissants du changement climatique.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AUX OBJECTIFS NATIONAUX ET PROVINCIAUX DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES HUMAINS ET NATURELS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, TELS QU'ILS SONT REFLÉTÉS DANS LE PROGRAMME D'OBJECTIF NATIONAL SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA CROISSANCE VERTE 2016 ET DANS LE PLAN D'ACTION PROVINCIAL SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE TT HUE JUSQU'EN 2020

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la résilience et la capacité d'adaptation aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles dans les communes côtières et lagunaires.



AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités des gouvernements et des communautés à faire face aux changements climatiques ;
- améliorer l'adaptation des gens au changement climatique au travers d'écosystèmes résilients ;
- mieux protéger les personnes et leurs moyens de subsistance grâce à une infrastructure à petite échelle.

Durée du projet

2018 2019 2020

Budget

2 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



Démarrage du soutien aux communautés et agences appropriées en vue d'établir des modèles d'agriculture biologique. Ces modèles constituent la première étape du développement d'un marché biologique à TT Hue visant à renforcer la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement ainsi que la diversification et l'évolution économiques.



Mise en œuvre d'une gamme d'activités en appui au renforcement des capacités, à la sensibilisation et au développement des compétences en matière de changement climatique, de questions environnementales et de réduction des risques de catastrophe, ciblant les étudiants et les enseignants, les communautés locales et le personnel gouvernemental concerné.

11

Début de l'approvisionnement et de la passation de marchés pour tous les sous-projets d'infrastructure résilients au changement climatique sélectionnés, la construction étant en cours dans 11 de ces sous-projets.



Clôture de l'enquête de référence.



Approfondissement et élargissement du soutien aux associations de pêcheurs. Ce soutien avait été initié par la précédente intervention du Luxembourg relative à l'adaptation face au changement climatique, le programme VIE/033, dont le concept de cogestion des associations de pêcheurs avait eu un impact législatif au niveau national.



Établissement d'un lien professionnel avec le Département du changement climatique du Ministère à Hanoi, et contribution au renforcement de capacité institutionnelle du Département du changement climatique provincial, d'une part, en matière de surveillance de l'adaptation aux changements climatiques et, d'autre part, en matière de MRV (mesure, rapport, vérification) de la mitigation des changements climatiques. Tout ceci avec pour objectif de faire de TT Hue la première province du pays avec la capacité de faire efficacement du MRV à propos du changement climatique.



Finalisation de tous les documents de projet nécessaires, y compris :

- un plan d'action à propos du cadre logique pour la période 2018-2021 ;
- un plan de travail et un budget 2019 participatif ; et
- la matrice et le manuel de suivi et d'évaluation, qui ont été appuyés par le comité directeur du projet et approuvés par le comité populaire provincial.



Lancement des préparatifs et conceptualisation d'une plus large intervention d'atténuation des changements climatiques et d'efficacité énergétique, financée par le fonds international pour le climat.

* Liste non exhaustive



VIE/037

PROJET DE SANTÉ PULMONAIRE AU VIETNAM

Le projet vise à contribuer à combler les lacunes du Vietnam en matière de services de santé dans le domaine des maladies pulmonaires, en particulier la tuberculose (TB) et le cancer du poumon. Les carences actuelles engendrent des diagnostics ne permettant pas de choisir le traitement le plus approprié pour les patients gravement malades.

Durée du projet



Budget

1 500 000 EUR

OBJECTIF GLOBAL

RENFORCER LES CAPACITÉS DU PERSONNEL DE SANTÉ EN ANATOMO-PATHOLOGIE DE CES DEUX HÔPITAUX AFIN DE PRÉVENIR LES MALADIES PULMONAIRES AU VIETNAM

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la qualité du diagnostic relatif à la tuberculose et au cancer des poumons au sein des deux hôpitaux vietnamiens de référence.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- moderniser les installations de laboratoire et l'équipement des deux hôpitaux conformément aux normes internationales ;
- développer les capacités des pathologistes et des techniciens chargés de poser des diagnostics ayant trait à la tuberculose et au cancer des poumons afin qu'elles répondent aux normes internationales ;
- poser les bases d'un futur partenariat de recherche collaborative entre le Luxembourg et le Vietnam.

FAITS MARQUANTS

Aucune activité n'a encore été mise en œuvre car le projet est en cours d'accord juridique.

AUTRES PROJETS





MONGOLIE



1

PROJET EN
EXÉCUTION

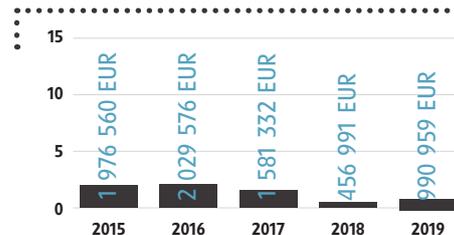
➔ 1 COLLABORATEUR
EN MONGOLIE

0,85 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

0,99 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2019

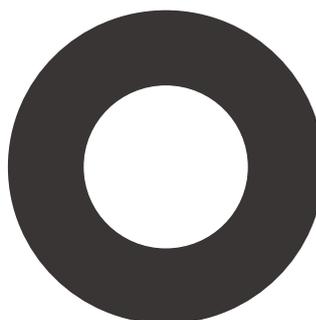
Débursements



Distribution des déboursements par secteurs



100 %
SANTÉ



Ce projet, qui appuie le secteur de la santé en soutenant la lutte contre les maladies cardiovasculaires, a été conçu comme l'ultime phase d'une intervention qui a démarré en 2002 et qui s'est déroulée au cours de trois phases précédentes. Par conséquent, l'accent est mis sur le renforcement des capacités visant à garantir un transfert de responsabilité en ce qui concerne la gestion des activités du projet. Dans la continuité des phases précédentes, les bénéficiaires directs du projet sont tous les hôpitaux impliqués à travers le pays ainsi que le Centre national de cardiologie. Les bénéficiaires finaux sont, quant à eux, les patients souffrant de maladies cardiovasculaires ainsi que l'ensemble de la population mongole qui pourra à l'avenir profiter de la mise à niveau du Centre national de cardiologie et tous les services cardiovasculaires du pays.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À AMÉLIORER LA SANTÉ DE LA POPULATION MONGOLE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les services de santé au niveau des maladies cardiovasculaires dans tout le pays et en particulier au Centre national de cardiologie.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- consolidation du réseau national de télémédecine ;
- renforcement des activités de chirurgie cardiaque ;
- consolidation des activités de diagnostic et de prévention des maladies cardiovasculaires ;
- développement et renforcement des fonctions stratégiques et de gestion du Centre national de cardiologie.



FAITS MARQUANTS*

227

En 2019, le service de chirurgie cardiaque de l'hôpital Shastin a effectué 215 opérations à cœur ouvert et 12 opérations vasculaires majeures. 80 % de ces interventions ont été effectuées par des chirurgiens mongols.

843

Le logiciel MnCardio est l'outil de télémedecine utilisé pour améliorer la gestion des maladies cardiovasculaires en Mongolie et permet un soutien adéquat des médecins généralistes et cardiologues disséminés dans ce vaste pays par le biais de spécialistes basés en capitale. Au cours de l'année 2019, le système a compté 54 595 visites et enregistré 2 876 nouveaux patients. 843 admissions à l'hôpital ont été suivies grâce au logiciel, 192 procédures de cathlab ont été enregistrées et 223 dossiers de patients ont été examinés par la section de téléconsultation.

39,6 %

Les patients souffrant d'insuffisance cardiaque (stade terminal de la maladie cardiaque) sont inscrits au programme du même nom et suivis par une équipe spécialisée. Les réadmissions des patients inscrits à ce programme ont fortement diminué, passant de 67,6 % en 2017 à 39,6 % en 2019, ce qui suggère une amélioration de leur qualité de vie.



Le projet a contribué à l'élaboration conjointe d'une stratégie nationale de prévention des maladies cardiovasculaires, en organisant un atelier national qui a réuni le ministère de la Santé, les partenaires de développement et les représentants des principaux prestataires de services. Le résultat a été la formulation d'une stratégie nationale, qui a été approuvée par le ministère de la Santé le 10 septembre 2019.

18 ‰

Le taux de mortalité due aux maladies cardiovasculaires a diminué, passant à 18 pour 10 000 habitants en 2019 (contre 24,3 en 2003). Cet indicateur diminue progressivement vers l'objectif de 17 pour 10 000. Bien que le rôle du projet dans cette diminution doit être considéré avec prudence, il est important de noter que le projet MON/006 a joué un rôle majeur dans le développement du programme national de prévention des maladies cardiovasculaires.

2

guides/protocoles cliniques nationaux (dont l'un sur l'implantation de stimulateurs cardiaques) ont été produits et disséminés à l'échelle nationale, répondant parfaitement aux besoins du personnel médical.

* Liste non exhaustive



MAE/013

**ASSISTANCE TECHNIQUE AU FORESTRY AND CLIMATE CHANGE FUND (FCCF) DU LUXEMBOURG
MICROFINANCE AND DEVELOPMENT FUND**

Le projet MAE/013 met à disposition du FCCF une assistance technique pour lui permettre de constituer son portefeuille d'investissement focalisé sur les forêts dégradées et secondaires d'Amérique centrale.

OBJECTIF

APPUYER LE FCCF POUR IDENTIFIER DES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT DANS DES FORÊTS DÉGRADÉES OU SECONDAIRES ET RENFORCER LES CAPACITÉS DES PROPRIÉTAIRES À GÉRER LEURS FORÊTS DE FAÇON DURABLE

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- réaliser des études de faisabilité pour étudier notamment la productivité des forêts et les chaînes de valeurs existantes ;
- promouvoir la certification *Forest Stewardship Council* (FSC®) ;
- former les forestiers à la gestion sylvicole durable ;
- capitaliser et partager des connaissances sur les modèles commerciaux adaptés aux spécificités des forêts tropicales secondaires ;
- développer des indicateurs sociaux et environnementaux qui permettent d'assurer un monitoring d'impact ;
- appuyer la réflexion sur l'évolution nécessaire du cadre légal ;
- contribuer au Luxembourg et au niveau international à l'intérêt croissant pour le financement climatique.



Durée du projet

2015	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

2 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



Les capacités des acteurs en termes de monitoring des indicateurs environnementaux et sociaux ont été renforcées.



Une application pour téléphone portable a été développée pour faciliter le recensement des arbres.



Certains acteurs ont élaboré leur plan de gestion des forêts et se préparent pour la certification FSC.



Une cellule régionale d'appui technique et de gestion administrative et financière a été mise en place au Costa Rica.

* Liste non exhaustive



MAE/014

BUSINESS PARTNERSHIP FACILITY (BPF)

Depuis plusieurs années, le secteur privé est de plus en plus reconnu comme partenaire indispensable pour atteindre les objectifs fixés en matière de développement. Le projet MAE/014 consiste à encourager, à travers une facilité de financement appelée Business Partnership Facility, le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires de pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables.

D'une durée initiale de trois ans, le projet MAE/014 a été prolongé une première fois d'un an pour se laisser le temps d'en faire l'évaluation. Fort des recommandations de cette évaluation tout comme du succès grandissant de cette facilité auprès du secteur privé, le MAEE a prolongé cette facilité pour une durée de trois ans additionnels.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À LA CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer de la valeur à travers le renforcement des synergies à vocation commerciale et le transfert de savoir-faire entre opérateurs privés du nord et acteurs du sud.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- lancement annuel d'un appel à projets avec un processus de sélection en deux étapes ;
- sélection et suivi des projets effectué en collaboration entre le ministère des Affaires étrangères et européennes, le ministère de l'Économie, la Chambre de commerce et LuxDev ;
- projets conçus, développés, présentés et portés par le secteur privé luxembourgeois ou européen ;
- partenariats entre le secteur privé luxembourgeois/européen et des acteurs privés, publics ou de la société civile des pays en développement ;
- six secteurs d'activité : le CleanTech, éco-innovation et économie circulaire, l'espace, les Fintech, le HealthTech, la mobilité et la logistique et les Technologies de l'information et de la communication (TIC)
- la BPF cible tous les pays en développement éligibles à l'aide publique au développement, tels que définis par le Comité d'aide au développement de l'OCDE ;
- la sélection des projets se base sur le caractère innovant du projet,
 - sa viabilité économique à travers la présentation d'un plan d'affaires ;
 - le partenariat avec le partenaire local, notamment l'intérêt commun formel entre les partenaires et la responsabilité mutuelle ;
 - les résultats attendus et les indicateurs associés ;
 - l'additionalité du cofinancement par la facilité BPF ;
 - la neutralité (ne pas créer de distorsions du marché) ;
 - l'effet de démonstration et la répliquabilité ;
 - le respect des normes sociales, environnementales et fiscales ; et
 - un engagement formel en faveur des droits de l'homme.
- cofinancement de la BPF sous forme de don à hauteur de maximum 50% du coût du projet avec un plafond de 200 000 EUR ;

Budget

7 000 000 EUR

Durée
du projet

2016	2017	2018	2019
2020	2021	2022	2023

FAITS MARQUANTS*

✓
Réalisation
d'un
nouveau
logo



✓
25 projets soutenus, soit
un cofinancement total
de 3,6 MEUR

✓
Création d'un site web
présentant le projet

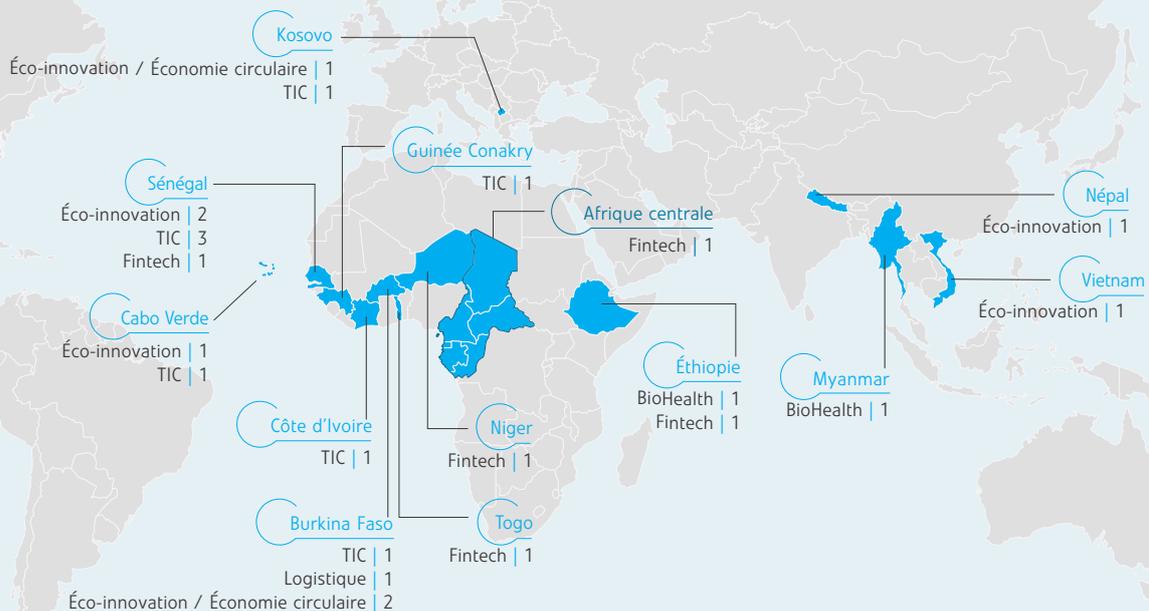
WWW.BPF.LU



L'évaluation indépendante, réalisée courant 2019, a confirmé, entre autres :

- la pertinence de la BPF pour les pays en développement, à la fois dans ses objectifs et dans sa raison d'être ;
- que les processus de sélection et de mise en œuvre sont appréciés par les entreprises ;
- que la BPF favorise l'engagement du secteur privé dans les efforts de développement, et permet des retombées pour les entreprises, incluant la promotion d'une expertise et d'un savoir-faire.

* Liste non exhaustive





En janvier 2016, la Commission européenne a invité quatre agences (Enabel, British Council, GIZ et LuxDev) à participer à la formulation et à la mise en œuvre d'un projet visant à fournir aux pays partenaires une expertise de haut niveau ainsi que des outils permettant de dispenser un enseignement et une formation professionnels inclusifs et contribuer à l'employabilité pour tous. Au cours de 2016 et du premier semestre de 2017, les 4 agences ont mis au point le concept et la méthodologie du projet, décidé de la répartition du travail et des modalités contractuelles entre elles, et signé un accord de co-délégation avec la Commission européenne.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES RÉFORMES DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE AFIN QU'ELLES SOIENT DAVANTAGE AXÉES SUR LA DEMANDE ET LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL TOUT EN OFFRANT UN ACCÈS ACCRU À L'(AUTO-)EMPLOI, Y COMPRIS POUR LES GROUPES DÉFAVORISÉS.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Fournir aux pays partenaires le savoir-faire, les outils et les conseils nécessaires pour améliorer la réactivité face au marché du travail, des réformes, stratégies et plans d'action relatifs à l'éducation et à la formation professionnelle.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- fournir des outils et des conseils au système d'éducation et de formation professionnelle et à l'analyse du marché du travail, afin d'aider les parties prenantes locales à améliorer les programmes d'éducation et de formation professionnelle fondés sur des bases factuelles, et de servir de base à des décisions stratégiques éclairées répondant aux besoins démographiques, économiques et du marché du travail ;
- élaborer et fournir des outils et des conseils nécessaires à la mise en place de mécanismes de consultation durables et à la participation active du secteur privé dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle ;
- capaciter les acteurs locaux à promouvoir les formations en matière d'éducation et de formation professionnelle inclusive, pour le secteur formel et informel ;
- orienter les méthodologies et les approches en vue de soutenir l'intégration de groupes défavorisés sur le marché du travail et au sein de l'éducation et de la formation professionnelle.

REMARQUES

Quatre résultats sont prévus dans le document technique et financier mais LuxDev n'est actif que dans le deuxième.

Le présent rapport ne donne que des informations sur les activités et les résultats pour lesquels LuxDev a été directement impliquée.

Les activités et les réalisations de l'ensemble du projet Vet toolbox figurent dans le rapport annuel 2019 du projet.

Durée du projet		
2017	2018	2019
2020	2021	2022

 Budget } UE /
 933 361 EUR } gouvernement
 allemand

FAITS MARQUANTS

Activité 1

L'atelier régional de Nairobi (18-20.06.2019) s'est concentré à la fois sur la qualité de la gestion et sur la gestion de la qualité dans les systèmes d'enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) pour une transition réussie de la formation vers la vie active des jeunes d'Afrique. L'atelier portait sur trois thématiques essentielles pour lesquelles le continent africain continue de rechercher les meilleures stratégies :

- les mécanismes de certification qui couvrent toutes les formes de formation professionnelle et d'acquisition de compétences ;
- l'amélioration de la performance des centres de formation professionnelle (CFP), dont les résultats sont mesurés par rapport à l'intégration des apprenants sur le lieu de travail et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises ; et
- l'analyse du passage des jeunes de la formation à la vie active en vue de rendre l'offre de formation plus pertinente.

L'atelier a ciblé :

- les principaux acteurs de la formation professionnelle des secteurs public et privé, aux niveaux local et central ;
- des représentants des principaux réseaux / organisations panafricains et internationaux de formation professionnelle ;
- des organisations de coopération régionale ; et
- des membres d'organisations techniques spécialisées et d'instituts de recherche.

Le succès de l'atelier est avant tout dû aux généreuses contributions des 130 participants, de 31 pays africains, et ce, que ce soit grâce à leur préparation en amont de l'atelier via le partage de fiches synthétiques de présentation de leurs expériences concrètes liées aux thèmes abordés ou via leur participation active durant les débats en plénière et les travaux de groupe.

Les recommandations politiques et techniques qui se sont dégagées constituent un ensemble de mesures à mettre en œuvre pour que l'EFTP puisse mieux répondre aux attentes de ses clients, tant individuels que collectifs.



Activité 2

L'atelier national au Sénégal qui s'est déroulé du 12 au 14 novembre 2019, visait à tirer parti des expériences locales et internationales pertinentes pour encourager les secteurs public et privé à accroître leur collaboration afin de renforcer la qualité de la formation au Sénégal.

Plus précisément, l'atelier visait à :

- donner un aperçu des progrès réalisés par le Fonds pour l'apprentissage et le développement des connaissances de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (LKDF de l'ONUDI) dans plusieurs pays africains ;
- présenter les partenariats public-privé (PPP) existants dans le secteur de la formation professionnelle au Sénégal ;
- soutenir la création de nouvelles opportunités de coopération, dans des secteurs stratégiques pour l'économie du Sénégal, en mobilisant à la fois le secteur privé international et sénégalais et en stimulant le dialogue public-privé sur l'EFTP ; et
- discuter des enjeux et défis liés à l'industrie 4.0 et son impact sur l'évolution des compétences.

L'interaction permanente de plus de 100 participants regroupant des directeurs de CFP, des entrepreneurs, des multinationales et des bailleurs, a permis une compréhension commune des définitions et des possibilités. L'atelier a été clôturé par une déclaration conjointe, du ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat (MEFPA) et du ministère du Développement industriel et des petites et moyennes entreprises et industries, sur les PPP dans l'EFTP, annonçant l'engagement des deux ministères d'aborder ce potentiel de collaboration à un niveau concret plus élevé.

Après l'introduction faite par le ministre du MEFPA, les deux secrétaires généraux des ministères concernés ont proclamé, à la fin de l'atelier, comment s'y prendre concrètement.

Une session spéciale avec le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT-Fonds Sénégalais de Formation) a permis de visualiser comment les PPP peuvent être proposés à l'un ou l'autre des différents volets du fonds PPP. L'atelier a révélé un grand nombre de plaintes concernant la longue et lente réaction du Fonds, en raison de l'arrivée tardive de fonds propres du Trésor public. De nouveaux PPP ont été discutés lors de la session de travail, sur les Technologies de l'information et de la communication (TIC), l'agro-industrie et la construction-logistique, et proposés au panel de donateurs composé, entre autres, du ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg et de représentants de l'AFD, de Sida, de l'ambassade du Canada, de DEVCO-CE et d'ENABEL. La GIZ ainsi que diverses ONG ont également participé à l'atelier. Plusieurs formations de l'ONUDI ont été dispensées sur les thèmes de « l'industrie 4.0 » et « comment mettre en place un développement du partenariat public-privé (DPPP) ». Par ailleurs, d'autres initiatives de la Commission européenne (CE) sur l'EFTP comme par exemple Archipelago et SOCIEUX + ont également participé à l'atelier, ce qui a conduit à des échanges très utiles et à de nouvelles activités conjointes pour 2020. La CE se réjouit que LuxDev prenne la tête de cette coordination.

2019

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE DANS LES PAYS D'INTERVENTION (EUR)

BUREAU BURKINA FASO

	Déboursés 2018	Déboursés 2019
Total Bureau	9 773 948	12 040 967

BUREAU CABO VERDE

Total Bureau	5 930 804	9 614 136
--------------	-----------	-----------

BUREAU MALI

Total Bureau	17 292 582	14 384 301
--------------	------------	------------

BUREAU NIGER

Total Bureau	31 406 795	27 212 686
--------------	------------	------------

BUREAU SÉNÉGAL

Total Bureau	11 950 662	19 450 384
--------------	------------	------------

BUREAU KOSOVO

Total Bureau	2 487 648	2 843 139
--------------	-----------	-----------

BUREAU RÉGIONAL DE VIENTIANE

	Déboursés 2018	Déboursés 2019
Total Bureau	23 394 205	24 014 357
Laos	16 944 176	16 039 290
Myanmar	2 359 455	3 660 748
Vietnam	4 090 574	4 314 318

BUREAU RÉGIONAL DE MANAGUA

	Déboursés 2018	Déboursés 2019
Total Bureau	8 102 097	3 773 023
Nicaragua	7 835 534	3 496 392
El Salvador	266 563	276 632

GESTION DIRECTE

	Déboursés 2018	Déboursés 2019
Total	2 407 684	2 606 040
Afrique régionale	4 573	29 485
Europe	-	-
Mongolie	456 991	990 959
Autres (formation, etc.)	1 946 120	1 585 596

Total

112 746 427

115 939 034

* Programmes et projets en phase de formulation et exécution en 2019.







LUXDEV

A 10, rue de la Grève | L-1643 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | F +352 29 58 58 200 | E contact@luxdev.lu

 [facebook.com/LuxDevHQ](https://www.facebook.com/LuxDevHQ)

luxdev.lu



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au développement